00028005

Digitized with financial assistance from the
Government of Maharashtra
on 26 June, 2018

MANUSCRIT

DE

L'ÎLE D'ELBE.

[redacted]SCRIT

[redacted]'ELBE.

[redacted]BOURBONS EN 1815.

28005

[redacted]UBLIÉ PAR LE COMTE **[redacted]*******

À LONDRES:

[redacted]IMPRIMÉ POUR J. RIDGWAY, PICCADILL

1818

Imprimé par Jean M'Creery,
Black-Horse-Court, Fleet-Street.

*L'Fditeur du Manuscrit de Ste. Hélène a cédé aux instances de son honorable ami, Milord X.******, qui a désiré ardemment se charger de faire imprimer à L[illegible] second Manuscrit. Il n'y a, [illegible] n'est le titre [illegible] que [illegible]*

00028005

DÉCLARATION.

Le 20 Février 1815, à deux heures après midi, l'Empereur Napoléon me fit appeler: il se promenait dans sa vigne de St. Martin; il entra dans le salon égyptien, fit avancer une table, écrivit une heure au crayon, sur une feuille volante qu'il me remit, en m'ordonnant de retourner à la ville, et de mettre au net ce brouillon dont il aurait besoin la nuit suivante.

Ce brouillon était plein de ratures, et fort difficile à lire: il me fallut trois heures pour le déchiffrer; c'était dix argumens, ou têtes de chapitres. On les trouvera ci-joint.

Le 22, à 2 heures un quart du matin, je fus réveillé par un jeune officier d'ordonnance, natif de l'île: il me dit de

m'habiller, que l'Empereur me demandait. Je trouvai ce prince en robe de chambre, ayant la tête couverte d'un madras, et se promenant en plein air, sur sa belle terrasse, qui domine la vue de l'île d'Elbe, les mers de Piombino, et la côte d'Italie. Je le suivis dans son cabinet: il me demanda la note qu'il m'avait remise à St. Martin: il la lut, et en parut satisfait. "Mettez-vous," me dit-il, "à ce bureau." Il dicta alors, aussi vîte que l'on parle, jusqu'à dix heures du matin. Quoique je sois habitué à écrire sténographiquement, j'avais beaucoup de peine à le suivre, et je fus trois fois obligé de me reposer: mes doigts n'allaient plus. J'ai remarqué qu'il dictait vingt pages in-octavo par heure.

Il me fallut plusieurs jours pour me reconnaître; de sorte que le 24, lorsqu'il me demanda ce travail, il n'était pas entièrement mis au net.

S'étant embarqué le 26 pour se rendre en France, il le perdit de vue; il m'est resté entre les mains. Je crois que son intention était de le faire imprimer, et de le répandre comme un développement de ses proclamations à son entrée en France.

Ayant eu occasion de connaître la personne qui est dépositaire du manuscrit de Ste. Hélène, j'ai cru devoir lui remettre ce manuscrit, pour qu'elle en fasse l'usage le plus conforme aux intentions du maître.

Paris, le 4 *Janvier*, 1818.

CHAPITRE I.

Dans le XVI^me^. Siècle le Pape, l'Espagne, et les Seize veulent en vain élever sur le trône de France une quatrième dynastie. Henri IV. succède à Henri III. sans aucun interrègne : il est vainqueur de la Ligue; cependant il ne peut régner qu'en se ralliant de bonne foi au parti de la majorité de la nation - - - - - - - - p. 1

CHAPITRE II.

Les droits de la troisième dynastie étaient éteints en 1800. La République a été consacrée par la volonté du peuple, par la religion, par la victoire, et par toutes les puissances de l'Europe. Elle est un gouvernement légitime - - - - - - p. 8

CHAPITRE III.

La Révolution a fait de la France une nouvelle nation: elle a affranchi les Gaulois de la conquête des Francs: elle a créé de nouveaux intérêts et un nouvel ordre de choses conformes au bien du peuple à ses droits, à la justice, aux lumières du siècle - p. 15

CHAPITRE IV.

Le peuple français élève le trône impérial pour consolider tous les nouveaux intérêts. Cette quatrième dynastie ne succède pas immédiatement à la troisième, mais à la République. Napoléon, trois fois proclamé par le peuple, a été sacré par le Pape, et reconnu par les puissances de l'Europe. Il a créé des rois. Il a vu marcher sous ses ordres les armées de toutes les puissances du continent - - - - - - - - - p. 22

CHAPITRE V.

Le sang de la Maison Impériale est mêlé avec celui de toutes les maisons souveraines de l'Europe; celles de Russie, de Prusse, d'Angleterre, d'Autriche - - - p. 31

CHAPITRE VI.

La Ligue de 1813 était dans son objet étrangère aux intérêts des Bourbons. Les alliés ne mirent en avant Louis Xavier que sur le refus de Napoléon de signer le démembrement et le déshonneur de l'empire. Ils triomphèrent par la trahison des maréchaux Marmont et Augereau, et du Prince de Benevent. Ils humilient, affaiblissent, déconsidèrent la France - - - - - p. 39

CHAPITRE VII.

Les puissances alliées n'ont eu, n'ont aucun droit sur la France. Louis est illégitime. Il pouvait se légitimer en tenant sa couronne de la nation, et en signant avec elle un pacte constitutionnel. Placé alors à la tête du nouvel ordre de choses qu'a créé la Révolution, il serait devenu chef légitime de la cinquième dynastie - - - - - p. 50

CHAPITRE VIII.

Louis prétend avoir régné depuis 1794 : il méconnait donc le traité de Fontainebleau ?

La République et la quatrième dynastie sont donc des gouvernemens illégitimes ? Conséquences de ce principe par rapport aux émigrés, au clergé ancien, aux anciens privilégiés - - - - - - - - - - p. 55

CHAPITRE IX.

Conséquences de ce principe par rapport à la législation civile et criminelle; au nouveau clergé; à la nouvelle noblesse; aux acquéreurs de biens nationaux; aux employés des diverses administrations, civiles et judiciaires; à l'armée; au peuple entier - - - - - - - - - - - p. 62

CHAPITRE X.

Louis veut monter sur le trône de la troisième dynastie; il s'asseoit sur un amas de cendres: il est isolé, étranger à la nation; sans droits et sans force. La momie d'un descendant de Sesostris était placée depuis plusieurs siècles dans la salle intérieure de la grande pyramide; elle était revêtue de tous les attributs de la souveraineté, et posée

sur le trône où s'étaient assis ses ancêtres. Lorsque les prêtres de Memphis voulurent la présenter aux hommages des Egyptiens, elle tomba en poussière ; elle n'était plus en rapport avec la chaleur de l'atmosphère et la lumière du soleil - - - - - p. 70

CHAPITRE I.

Dans le XVI^me^. Siècle le Pape, l'Espagne, et les Seize veulent en vain élever sur le trône de France une quatrième dynastie. Henri IV. succède à Henri III. sans interrègne : il est vainqueur de la Ligue ; cependant il ne peut régner qu'en se ralliant de bonne foi au parti de la majorité de la nation.

Henri IV. fut proclamé roi à St. Cloud le jour même de la mort de Henri III. : son autorité fut reconnue par toutes les églises protestantes, et par une partie de la noblesse catholique. La Sainte Ligue qui s'était formée contre Henri III., en haine des Protestans et de l'assassinat du Duc de Guise, était maîtresse de Paris, et commandait aux cinq sixièmes du royaume. Elle se refusa à reconnaître

Henri IV., mais ne proclama aucun autre maître. Son chef, le Duc de Mayenne, exerça l'autorité sous le titre de lieutenant-général du royaume. L'avénement de Henri IV. ne changea rien aux formes adoptées par la Ligue pour exercer son pouvoir: chaque ville était gouvernée, comme dans des tems de troubles et de factions, par des autorités locales ou militaires. A aucune époque, même le lendemain de son entrée à Paris, Henri IV. ne reconnut les actes de la Ligue, et jamais celle-ci n'en éleva la prétention. Aucune loi, aucun réglement, n'est émané d'elle. Le parlement de Paris se divisa en deux partis: l'un tint pour les Ligueurs et siégea à Paris; l'autre, pour Henri IV., se réunit à Tours. Mais les parlemens n'enrégistrèrent, ne firent que des actes judiciaires. Les provinces conservèrent leur organisation, leurs privilèges: elles restèrent intactes, gouvernées par leurs coutumes. Nous avons dit que la Ligue n'avait proclamé aucun autre maître; cependant elle reconnut un moment pour roi le Cardinal de

Bourbon, oncle de Henri; mais ce Cardinal ne consentit point à seconder les projets des ennemis de sa maison. Henri, d'ailleurs, s'était saisi de sa personne; aucun acte n'émana de lui, et la Ligue continua à être gouvernée par l'autorité du Duc de Mayenne, lieutenant-général. Il n'y eut donc aucun interrègne entre Henri III. et Henri IV. Plusieurs partis divisaient la Ligue: la Sorbonne avait décidé que les droits de naissance ne pouvaient conférer aucun droit à la couronne, à un prince ennemi de l'église: Rome avait déclaré qu' Henri IV. étant relaps, avait perdu ses droits pour toujours; qu'il ne pourrait les recouvrer même quand il rentrerait dans le giron de l'église. Henri IV., Roi de Navarre, était né dans la religion réformée, au moment de la St. Barthélemi; il fut contraint d'épouser Marguerite de Valois, et d'abjurer la Réforme: mais aussitôt qu'il put s'éloigner de la cour, et qu'il se trouva au milieu des Religionnaires sur la rive gauche de la Loire, il déclara que son abjuration avait été forcée, et

rentra dans la communion protestante. Cette démarche le faisait caractériser relaps endurci; mais la majorité de la Ligue, tout ce qui avait des sentimens modérés, se rangea à l'opinion qu'il fallait sommer Henri de rentrer dans le sein de l'église catholique, apostolique et romaine, et le reconnaître pour maître aussitôt qu'il aurait abjuré et reçu l'absolution des évêques.

Les Ligueurs convoquèrent les états-généraux du royaume à Paris; les ambassadeurs d'Espagne y démasquèrent les projets de leur maître; ils sollicitèrent les états d'élever sur le trône de France une quatrième dynastie; puisqu'Henri et Condé, déclarés relaps, avaient perdu tous leurs droits à la couronne, la ligne masculine des Capets était éteinte. Ils réclamaient donc les droits de l'Infante d'Espagne, fille de la sœur de Henri II., Roi de France, et la première dans la ligne féminine; et si la nation croyait être rentrée dans ses droits par l'extinction de la ligne masculine, et pouvoir disposer du trône, ils insistaient encore pour que

le choix tomba sur l'Infante; on ne pouvait trouver une personne d'une plus grande maison; et la France devait de la considération aux efforts que Philippe II. faisait pour soutenir la cause de la Ligue. Des troupes espagnoles étaient à Paris sous les ordres du Duc de Mayenne; l'Infante épouserait un prince français; ils désignèrent même le Duc de Guise, fils de celui qui avait été assassiné à Blois. Une armée de 50,000 Espagnols serait entretenue à Paris par la cour de Madrid, qui prodiguerait ses trésors et toute sa puissance, pour assurer le triomphe de cette quatrième dynastie. Les Seize appuyèrent ces propositions, sanctionnées par la cour de Rome, et soutenues de tous les efforts du Légat. Tout fut vain; l'esprit national s'indigna de voir une nation étrangère disposer du trône de France: la partie du parlement qui siégeait à Paris fit les chambres assemblées des remontrances au lieutenant-général du royaume, Duc de Mayenne, pour qu'il eût à veiller au maintien des lois fondamentales de la monarchie, et spé-

cialement de la loi salique. Si les efforts de la faction d'Espagne l'eussent emporté, que les états-généraux eussent déclaré les descendans d'Hugues Capet déchus du trône, et eussent élevé une quatrième dynastie; si celle-ci eût chassé Henri du royaume, et eût été acceptée par la nation, sanctionnée par la religion, reconnue par les puissances de l'Europe, les droits de la troisième dynastie eussent été éteints.

Henri vainquit la Ligue à Orques et dans les plaines d'Ivry; il assiégea Paris. Cependant il reconnut l'impossibilité de régner en France, sans se ranger du parti de la nation. Il avait été vainqueur avec son armée toute française: s'il avait sous ses ordres un petit corps d'Anglais, les Ligueurs en avaient un plus considérable d'Espagnols et d'Italiens: ainsi dans les deux partis, le combat avait été de Français contre Français: les étrangers n'y étaient qu'auxiliaires; l'honneur et l'indépendance nationale n'étaient point compromis; de quelque côté que se fixat la victoire: *Ventre-saint-gris*, *Paris vaut bien une messe*, fut

le langage dont Henri se servit pour sonder l'opinion des Huguenots; et lorsqu'il réunit au Conseil de Beauvais les principaux des Religionnaires, pour délibérer sur le parti à prendre, la majorité, et surtout les meilleures têtes, conseillèrent au roi d'abjurer, et de rentrer dans le parti de la nation. Henri abjura à St. Denis; il reçut l'absolution des évêques, la capitale lui ouvrit ses portes, et son autorité fut reconnue de tout le royaume. Henri se rallia de bonne foi au parti national; presque tous les emplois furent occupés par les Ligueurs. Les Religionnaires, ceux qui l'avaient constamment servi, et auxquels il devait ses victoires, firent entendre souvent leurs plaintes; ils le taxèrent d'ingratitude: cependant, malgré tous ces ménagemens, la nation fut long-tems en défiance des intentions secrètes d'Henri. *La caque sent toujours le hareng*, disait-on.

CHAPITRE II.

Les droits de la troisième dynastie étaient éteints en 1800. *La République a été consacrée par la volonté du peuple, par la religion, par la victoire, et par toues les puissances de l'Europe. Elle est un gouvernement légitime.*

Hugues Capet monta sur le trône par le choix du parlement composé des seigneurs et des évêques ; ce qui formait alors la nation. La monarchie française n'a jamais été absolue ; l'intervention des états-généraux a toujours été nécessaire pour les principaux actes de la législation, et pour octroyer de nouvelles impositions. Depuis, les parlemens se prétendant les états-généraux au petit pied, secondés par la cour, usurpèrent les droits de la nation. En 1788, les parlemens furent les premiers à le reconnaître ; Louis XVI. convoqua en 1789 les états-

généraux, et la nation rentra dans l'exercice d'une portion de la souveraineté. L'assemblée constituante donna à l'état une nouvelle constitution, qui fut sanctionnée de l'opinion de toute la France: Louis XVI. l'accepta, et jura de la maintenir: l'assemblée législative suspendit le roi: la convention, formée des députés de toutes les assemblées primaires du royaume, et revêtue de pouvoirs spécieux, déclara la monarchie abolie, et créa la république. Le roi périt sur un échafaud. Tout ce qui tenait au parti royal quitta la France, et appela le secours des armées étrangères: l'Autriche et la Prusse signèrent la convention de Pilnitz. Des armées autrichiennes et prussiennes, ayant avec elles l'armée des Princes, commencèrent la guerre de la première coalition pour soumettre le peuple français, et lui imposer les Bourbons. La nation toute entière courut aux armes: l'Autriche et la Prusse furent vaincues. Depuis, l'Autriche, l'Angleterre, la Russie, formèrent la deuxième coalition: cette coalition fut détruite,

comme l'avait été la première. Toutes les puissances reconnurent la République.

1. La République de Gènes, par une ambassade extraordinaire, le 15 Juin, 1792.

2. La Porte, par la déclaration du 27 Mars, 1793.

3. Le Grand Duc de Toscane, par le traité du 9 Février, 1795.

4. La Hollande, par le traité du 16 Mai, 1795.

5. La République de Venise, par une ambassade extraordinaire, le 30 de Décembre, 1795.

6. Le Roi de Prusse, par le traité de Basle, du 5 Avril, 1795.

7. Le Roi d'Espagne, par le traité de Basle, le 22 Juillet, 1795.

8. L'Electeur de Hesse-Cassel, par le traité du 28 Juillet, 1795.

9. La Suisse, par le traité du 19 Août, 1795.

10. Le Dannemark, par la déclaration du 18 Août, 1795.

11. La Suède, par son ambassade du 23 Avril, 1795.

12. Le Roi de Sardaigne, par le traité de Paris, du 28 Avril, 1796.

13. L'Amérique, par son ambassade extraordinaire, du 30 Décembre, 1796.

14. Le Roi de Naples, par le traité du 10 Octobre, 1796.

15. Le Duc de Parme, par le traité du 5 Novembre, 1796.

16. Le Duc de Wurtemberg, par le traité du 7 Août, 1796.

17. Le Margrave de Bade, par le traité du 22 Août, 1796.

18. La Bavière, par le traité du 24 Juillet, 1795.

19. Le Portugal, par le traité du 10 Août, 1797.

20. Le Pape, par le traité de Tolentino, du 19 Février, 1797.

21. L'Empereur d'Allemagne, par le traité du 7 Octobre, 1797.

22. L'Empereur de Russie, par le traité du 8 Octobre, 1801.

23. Le Roi d'Angleterre, par le traité d'Amiens, le 27 Mars, 1802.

Le gouvernement de la République envoya et reçut des ambassadeurs de toutes

les puissances; le pavillon tricolore fut reconnu sur toutes les mers, et dans tout l'univers. C'était comme souverain temporel que le Pape avait traité à Tolentino avec la République; mais comme chef de la religion catholique, apostolique et romaine il la reconnut, et traita avec elle par le concordat signé à Paris, le 18 Avril, 1802. La plupart des évêques qui avaient suivi le parti des Bourbons dans l'étranger se soumirent; quelques uns voulurent leur rester fidèles, et perdirent leurs sièges. La République, sanctionnée par l'universalité des citoyens, victorieuse par ses armées, reconnue par tous les rois, par toutes les puissances de l'univers, le fut également par toutes les religions, et notamment par l'église catholique, apostolique et romaine. Aucun roi ne succéda à Louis XVI.: son fils unique mourut prisonnier au Temple. Le Comte de Provence se plut à prendre le titre de Louis XVIII.; il était frère cadet de Louis XVI.; il avait quitté la France en 1791; il s'était réfugié d'abord sur les bords du Rhin; puis à Turin, chez le Roi de Sardaigne, son

beau-père; à Vérone, dans les états de la République de Venise; dans les états de la maison d'Autriche; enfin en Russie. Toutes ces puissances l'avaient renvoyé successivement de leurs états: il se réfugia plus tard en Angleterre, comme un voyageur ordinaire, et avec la condition expresse qu'il ne prendrait que le titre de Comte de Lille; de sorte que non seulement toutes les puissances du monde reconnurent la République après la mort de Louis XVI., mais même aucune ne reconnut jamais ni Louis XVII. ni Louis XVIII. Le procès de la troisième dynastie était donc entièrement terminé en 1800; tout comme ceux de la première et de la seconde. Les titres et les droits des Mérovingiens furent éteints par les titres et les droits des Carlovingiens; les titres et les droits des Carlovingiens furent éteints par les titres et les droits des Capetiens, tout comme les titres et les droits des Capetiens furent éteints par les titres et les droits de la République, et de la quatrième dynastie. Tout gouvernement légitime éteint les droits et la légitimité

des gouvernemens qui l'ont précédé. La République a donc été un gouvernement de fait et de droit, légitimé par la volonté réitérée et permanente de la nation; sanctionné par l'église, et par l'adhésion de l'univers.

CHAPITRE III.

La Révolution a fait de la France une nouvelle nation: elle a affranchi les Gaulois de la conquête des Francs: elle a créé de nouveaux intérêts et un nouvel ordre de choses conformes au bien du peuple, à ses droits, à la justice, aux lumières du siècle.

La Révolution française n'a pas été produite par le choc des intérêts de deux familles se disputant le trône: elle a été un mouvement général de la masse de la nation contre les privilégiés. La noblesse française, comme celle de toute l'Europe, date de l'incursion des Bourbons, qui se partagèrent l'empire romain. En France les nobles représentaient les Francs et les Bourguignons; le reste de la nation les Gaulois. Le régime féodal qui s'introduisit, établit le principe que toute terre avait un seigneur. Tous les droits poli-

tiques furent exercés par les prêtres et les nobles : les paysans furent esclaves, partie attachée à la glebe. La marche de la civilisation et des lumières affranchit le peuple. Ce nouvel état de choses fit prospérer l'industrie et le commerce ; la majeure partie des terres, des richesses, et des lumières étaient le partage du peuple dans le dixhuitième siècle. Les nobles cependant étaient encore une classe privilégiée : ils conservaient la haute et la moyenne justice ; avaient des droits féodaux sous un grand nombre de dénominations et de formes diverses ; jouissaient du privilège de ne supporter aucune des charges de la société ; de posséder exclusivement les emplois les plus honorables. Tous ces abus excitaient les réclamations des citoyens. La Révolution eût pour but principal de détruire tous les privilèges ; d'abolir les justices seigneuriales, la justice étant un inséparable attribut de l'autorité souveraine : de supprimer les droits féodaux comme un reste de l'ancien esclavage du peuple ; de soumettre également tous les

citoyens et toutes les propriétés, sans distinction, aux charges de l'état. Enfin elle proclama l'égalité des droits. Tous les citoyens purent parvenir à tous les emplois, selon leurs talens et les chances de la fortune. Le royaume était composé de provinces qui avaient été réunies à la couronne plus ou moins tard : elles n'avaient entre elles aucunes limites naturelles ; elles étaient différemment divisées, inégales en étendue et en population : elles avaient un grand nombre de coutumes ou lois particulières pour le civil comme pour le criminel ; étaient plus ou moins privilégiées ; très-inégalement imposées, soit par la quotité, soit par la nature des impositions ; ce qui obligeait à les isoler les unes des autres par des lignes de douane. La France n'était pas un état ; c'était la réunion de plusieurs états placés à côté les uns des autres sans amalgame. Les événemens des siècles passés, le hazard, avaient déterminé le tout. La Révolution, guidée par le principe de l'égalité, soit entre les ci-

toyens, soit entre les diverses parties du territoire, détruisit toutes ces petites nations, et en forma une nouvelle : il n'y eut plus de Bretagne, de Normandie, de Bourgogne, de Champagne, de Provence, de Lorraine, &c. ; il y eut une France. Une division de territoire homogène, prescrite par les circonstances locales, confondit les limites de toutes les provinces :—même organisation judiciaire ; même organisation administrative ; mêmes lois civiles ; mêmes lois criminelles ; même organisation d'impositions : le rêve des gens-de-bien de tous les siècles se trouva réalisé. L'opposition que la cour, le clergé et la noblesse mirent à la marche de la Révolution, la guerre des puissances étrangères, nécessitèrent la loi de l'émigration, le séquestre des biens des émigrés, que par la suite on dut vendre pour subvenir aux besoins de la guerre. Une grande partie de la noblesse française se rangea sous la bannière des princes de la maison de Bourbon, et forma une armée qui marcha

à côté des armées autrichiennes, prussiennes, et anglaises. Des gentilshommes, élevés dans l'aisance, servirent comme simples soldats ; la fatigue et le feu en firent périr un grand nombre ; beaucoup périrent de misère dans l'étranger : la guerre de la Vendée, celle de la Chouannerie, les tribunaux révolutionnaires, en moissonnèrent des milliers. Les trois-quarts de la noblesse française furent ainsi détruits : toutes les places, civiles, judiciaires ou militaires, furent occupées par des citoyens sortis du sein du peuple. Le bouleversement que produisirent dans les personnes et les propriétés les événemens de la Révolution, fut aussi grand que celui qui avait été opéré par les principes même de la Révolution. Il y eut une nouvelle église ; les diocèses de Vienne, de Narbonne, de Fréjus, de Sisteron, de Rheims, &c. furent remplacés par soixante nouveaux diocèses, dont le territoire fut circonscrit dans le nouveau concordat, par de nouvelles bulles appropriées à l'état actuel du territoire. La

suppression des ordres religieux, la vente des couvens, et de toutes les propriétés du clergé, fut sanctionnée : celui-ci fut pensionné par l'état. Tout ce qui était le résultat des événemens qui s'étaient succédés depuis Clovis, cessa d'être. Tous les changemens étaient si avantageux au peuple, qu'ils s'opérèrent avec la plus grande facilité, et qu'en 1800 il ne restait plus aucun souvenir ni des anciens privilèges des provinces, ni de leurs anciens souverains, ni des anciens parlemens et baillages, ni des anciens diocèses ; et pour remonter à l'origine de tout ce qui existait, il suffisait d'aller rechercher la loi nouvelle qui l'avait établi. La moitié du territoire avait changé de propriétaires ; les paysans et les bourgeois s'en étaient enrichis. Les progrès de l'agriculture, des manufactures, et de l'industrie, surpassèrent toutes les espérances. La France présenta le spectacle de plus de trente millions d'habitans circonscrits dans des limites naturelles, ne composant qu'une

seule classe de citoyens gouvernés par une seule loi, un seul réglement, un seul ordre. Tous ces changemens étaient conformes au bien de la nation, à ses droits, à la justice, et aux lumières du siècle.

CHAPITRE IV.

Le peuple français élève le trône impérial pour consolider tous les nouveaux intérêts. Cette quatrième dynastie ne succède pas immédiatement à la troisième, mais à la République. Napoléon, trois fois proclamé par le peuple, a été sacré par le Pape, reconnu par les puissances de l'Europe. Il a créé des rois. Il a vu marcher sous ses ordres les armées de toutes les puissances du continent.

La convention qui avait décrété la République, établit la constitution de 1795, et confia le gouvernement à un directoire et à deux conseils dits des Cinq Cents et des Anciens. Les inconvéniens attachés à cette forme de gouvernement ne tardèrent pas à se faire sentir. Les

cinq membres du directoire se divisaient; les ennemis de la République se glissaient dans les conseils, et portaient au gouvernement des hommes ennemis des droits du peuple. Cette forme de gouvernement maintenait l'état en fermentation, et les grands intérêts que le Français avait conquis dans la Révolution se trouvaient sans cesse compromis. Une voix unanime sortit du fond des campagnes, du milieu des villes et du sein des camps, demanda qu'en conservant tous les principes de la République, on établit dans le gouvernement un système héréditaire qui mit les principes et les intérêts de la Révolution à l'abri des factions et de l'influence de l'étranger. Le premier consul de la République, par la constitution de l'an 8, l'était pour dix ans; la nation avait prolongé sa magistrature pour sa vie; elle l'éleva sur le trône, qu'elle rendit héréditaire dans sa famille. Les principes de la souveraineté du peuple, de la liberté, de l'égalité, de la destruction du régime féodal, de l'irrévocabilité des ventes des domaines na-

tionaux, de l'indépendance des cultes, se trouvaient consolidés. Le gouvernement de la France, sous cette quatrième dynastie, était fondé sur les mêmes principes que la République. Ce fut une monarchie constitutionnelle et tempérée. Il y avait autant de différence entre le gouvernement de la France sous cette quatrième dynastie et la troisième, qu'entre celle-ci et la République. La quatrième dynastie succéda à la République, ou plutôt n'en fut qu'une modification. La troisième dynastie était oubliée depuis long-tems, et tous les intérêts qu'elle avait à conserver étaient depuis long-tems anéantis. Aucun prince ne monta sur le trône avec des droits plus légitimes que Napoléon. Le trône fut déféré à Hugues Capet par quelques évêques et quelques nobles; le trône impérial fut donné à Napoléon par la volonté de tous les citoyens, constatée trois fois d'une manière solennelle. Le Pape Pie VII., chef de la religion catholique, apostolique et romaine, religion de la majorité des Français, passa les Alpes pour oindre

l'Empereur de ses propres mains, et environné de tous les évêques de France, de tous les cardinaux de l'église romaine, et des députés de tous les cantons de l'empire. Les rois s'empressèrent de le reconnaître: tous virent avec plaisir cette modification faite à la République, qui mettait la France en harmonie avec le reste de l'Europe, consolidait le bonheur de l'état de cette grande nation. Les ambassadeurs des Empereurs d'Autriche et de Russie, de Prusse, d'Espagne, de Portugal, de Turquie, d'Amérique, enfin de toutes les puissances, vinrent complimenter l'Empereur. L'Angleterre seule n'envoya personne, ayant violé le traité d'Amiens, et s'étant mise de nouveau en guerre avec la France; mais elle-même approuva ces changemens: elle avait eu près du premier consul des ambassadeurs, spécialement Lord Whitworth: des ambassadeurs du premier consul, spécialement le général Andreossy, avaient résidé à Londres. Lord Whitworth, dans les négociations secrètes qui eurent lieu par l'intermédiaire

du Comte Malhouet*, et précédèrent la rupture de la paix d'Amiens, proposa, de la part de son gouvernement, de reconnaître Napoléon comme roi de France, s'il voulait accéder à la cession de Malte. Le premier consul répondit, que si jamais le bien de la France devait exiger qu'il montât au trône, ce ne serait que par la libre et seule volonté du peuple français. Lorsque depuis Lord Lauderdale se rendit à Paris en 1806, pour négocier la paix entre le Roi d'Angleterre et l'Empereur, il échangea ses pouvoirs, comme le prouve le protocole des négociations, et négocia avec le plénipotentiaire de l'Empereur. La mort de Fox fit échouer les négociations de Lord Lauderdale. Le ministère anglais fut maître d'empêcher la campagne de Prusse†, et de prévenir la bataille de

* Ce fait est connu de toutes les personnes alors dans les affaires. Le Comte Malhouet avait d'anciennes relations avec Lord Whitworth ; il communiquait plusieurs fois par jour avec le premier consul, par l'intermédiaire de son frère Joseph, qui avait signé la paix d'Amiens.

† Pendant que Lord Lauderdale était à Paris, et négociait avec les plénipotentiaires de l'Empereur, la Prusse

Jéna. Lorsque depuis les alliés présentèrent à Chaumont, en 1814, un *ultimatum*, Lord Castlereagh, en signant cet *ultimatum*, reconnut de nouveau l'existence de l'empire dans la personne et la famille de Napoléon ; et si celui-ci n'accepta pas les propositions du congrès de Châtillon, c'est qu'il crut n'être pas le maître de céder une partie de l'empire dont il avait juré à son couronnement

courut aux armes, et prit une attitude hostile. Lord Lauderdale paraissait ne point approuver cette conduite, et croire la lutte fort inégale. Instruit que l'Empereur se préparait à se mettre à la tête de l'armée, il demanda si l'Empereur consentirait à retarder son départ, et à s'arranger avec la Prusse, si l'Angleterre acceptait la base de la négociation, c'est-à-dire l'*uti possidetis* de part et d'autre, en y comprenant le Hanovre. La discussion était sur le Hanovre, que l'Angleterre voulait recouvrer indépendemment de cette base. Par la réponse du cabinet de St. James, Lord Lauderdale fut rappelé : l'Empereur partit, et la bataille de Jéna eut lieu. Fox était mort alors. Nous avons été à cette époque témoin oculaire des regrets et de la répugnance qu'avait ce prince pour la guerre de Prusse : il était disposé à laisser à cette puissance le Hanovre, et à reconnaître une confédération du nord de l'Allemagne. Il sentait que la Prusse n'ayant jamais été ni battue ni humiliée par la France, étant toute entière, n'avait aucun intérêt contraire aux siens ; qu'une fois vaincue il faudrait la détruire.

de maintenir l'intégrité. Les Electeurs de Bavière, de Wurtemberg, de Saxe, furent créés rois par l'Empereur. Les armées saxones, bavaroises, wurtembergeoises, badoises, hessoises, combattirent avec les armées françaises. Le Czar de Russie conclut à Tilsit, et depuis à Erfurt, une alliance offensive et défensive avec Napoléon. Ils signèrent ensemble, et sur la même feuille de papier, la lettre adressée au Roi d'Angleterre, et datée d'Erfurt le 12 Octobre 1808; et depuis, les armées russes et françaises combattirent ensemble dans la guerre de 1809, contre l'Autriche. A Tilsit, en 1807, à Erfurt, en 1808, ces deux souverains restèrent plusieurs semaines ensemble, se prodiguant les témoignages de la plus sincère amitié, mangeant tous les jours à la même table. Depuis, l'Empereur d'Autriche conclut à Paris, en 1812, une alliance avec Napoléon, et le Prince de Schwartzemberg commanda sous ses ordres le contingent autrichien dans la campagne de Russie, où il acquit le grade de feld-maréchal, sur la demande

de la France. Un traité semblable d'alliance fut conclu à Berlin, et l'armée prussienne fit cette même campagne de Russie avec l'armée française. A Dresde, en 1812, l'Empereur et l'Impératrice des Français, l'Empereur et l'Impératrice d'Autriche, le Roi et le Prince Royal de Prusse, passèrent ensemble plusieurs semaines, dînant chaque jour à la table de Napoléon. Le Roi des Pays-Bas, le Roi de Saxe, celui de Bavière, celui de Wurtemberg, firent des voyages à Paris, et y demeurèrent long-tems avec tout l'appareil royal. Les plaies que la Révolution a faites l'Empereur les a cicatrisées : tous les émigrés rentrèrent, et cette liste de proscription fut anéantie. Ce prince eut la gloire la plus douce de rappeler dans leur patrie, et de réorganiser ainsi, plus de vingt mille familles ; leurs biens non-vendus leur furent rendus ; et passant entièrement l'éponge sur le passé, les individus de toutes les classes, et quelqu'eût été leur conduite, furent également appelés à tous les emplois. Les familles qui devaient leur illustration aux ser-

vices qu'elles avaient rendu aux Bourbons ; celles qui leur avaient été les plus dévouées, occupèrent des places à la cour, dans l'administration et dans l'armée. On avait oublié toutes les dénominations : il n'y avait plus d'aristocratie, de jacobin, et le parti de l'étranger ne consistait plus qu'en quelques brigands souillés du pillage des diligences dans l'Ouest, ou par l'argent de l'Angleterre, dont ils avaient été ou étaient encore les espions. L'établissement de la légion d'honneur, qui fut la récompense des services militaires, civils et judiciaires, réunit à côté l'un de l'autre le soldat, le savant, l'artiste, le prélat et le magistrat ; c'était comme le signe de réunion de tous les états, de tous les partis, et la garantie de leur dévouement à la quatrième dynastie et à la patrie. On ignorait en France s'il existait encore des princes de la maison de Bourbon, et personne ne s'en occupait plus. La France était aussi étrangère à l'influence et aux droits des Bourbons qu'elle l'était aux droits et à l'influence des Mérovingiens ou des Carlovingiens.

CHAPITRE V.

Le sang de la Maison Impériale est mêlé avec celui de toutes les maisons souveraines de l'Europe ; celles de Russie, de Prusse, d'Angleterre, d'Autriche.

La Maison Impériale de France contracta des alliances avec toutes les familles souveraines de l'Europe. Le Prince Eugène Napoléon, fils adoptif de l'Empereur, épousa la fille aînée du Roi de Bavière, une des princesses les plus distinguées de son tems par sa beauté et par ses qualités morales. Cette alliance, contractée à Munich, le 14 Janvier 1806, remplit de bonheur la nation Bavaroise. Le Prince Héréditaire de Bade, beau-frère de l'Empereur de Russie, demanda en mariage la Princesse Stéphanie, fille adoptive de l'Empereur Napoléon : ce mariage se célébra à Paris le 7 Avril

1806. Le Prince Jérôme Napoléon a épousé, le 22 Août 1807, la fille aînée du Roi de Wurtemberg, cousine-germaine de l'Empereur de Russie, du Roi d'Angleterre, et du Roi de Prusse. D'autres alliances de cette nature furent contractées avec des princes souverains d'Allemagne, de la maison d'Hohenzolern. Ces mariages sont heureux ; de tous sont nés des princes et princesses qui en transmettront le souvenir aux générations futures.

Lorsque les intérêts de la France et de l'empire portèrent l'Empereur et l'Impératrice Joséphine à rompre des liens qui leur étaient également chers, les plus grands souverains de l'Europe briguèrent l'alliance de Napoléon : sans des difficultés religieuses, les retards occasionnés par la distance, il est probable qu'une princesse de Russie aurait occupé le trône de France. L'Archiduchesse Marie-Louise, mariée à l'Empereur par procuration donnée au Prince Charles, à Vienne, le 11 Mars 1810, et à Paris, le 2 Avril suivant, monta sur le trône de France. Ce mariage combla de joie les

peuples de la France et de l'Autriche. Aussitôt que l'Empereur d'Autriche avait appris à Vienne qu'il était question du mariage de l'Empereur Napoléon, il témoigna sa surprise qu'on ne pensât pas à sa maison. Il n'était question que d'une princesse de Russie ou de Saxe. L'Empereur François s'en expliqua avec le Comte de Narbonne, gouverneur de Trieste, qui dans ce moment était à Vienne. Des instructions à ce sujet avaient été envoyées par le cabinet de Vienne au Prince Schwartzemberg, son ambassadeur à Paris. Un conseil privé fut convoqué aux Tuileries en Février 1810. Le ministre des relations extérieures y communiqua les dépêches du Duc de Vicence, ambassadeur en Russie: il en résultait que l'Empereur Alexandre était très-disposé à donner sa sœur, la Grande Duchesse Anne, mais paraissait attacher de l'importance à ce qu'il lui fut accordé le public exercice de son culte, et une chapelle du rite grec. Les dépêches de Vienne firent connaître les insinuations et les désirs de cette cour: il

y eut partage d'opinions: l'alliance de la Russie, celle de la Saxe, celle de l'Autriche, furent appuyées. Le vote de la majorité du conseil fut pour le choix d'une archiduchesse d'Autriche. Comme le Prince Eugène avait été le premier à ouvrir cette opinion, l'Empereur, levant la séance à deux heures du matin, l'autorisa à en faire l'ouverture au Prince de Schwartzemberg: il autorisa en même-tems le ministre des relations extérieures à signer dans la journée les conventions du mariage avec l'ambassadeur d'Autriche; et pour lever toutes difficultés pour les détails, il l'autorisa à signer, mot pour mot, le même contrat que celui de Louis XVI., et de l'Archiduchesse Marie Antoinette. Le Prince Eugène vit dès le matin le Prince de Schwartzemberg; le contrat fut signé dans la journée; le courier qui porta cette nouvelle à l'Empereur d'Autriche, le surprit agréablement. Les circonstances particulières de la signature de ce contrat de mariage, firent penser à l'Empereur Alexandre qu'il avait été joué par

la cour des Tuileries; qu'elle avait à-la-fois mené de front deux négociations. Il se trompait: la négociation avec Vienne commença et finit dans un jour*.

* Le bruit est assez généralement répandu que le mariage de l'Archiduchesse Marie Louise avec l'Empereur Napoléon a été un des articles secrets du traité de Vienne: cette opinion n'est pas fondée. Le traité de Vienne est du 15 Octobre 1809, et le contrat de mariage a été signé à Paris, le 7 Février 1810. Tous les individus qui ont assisté au conseil privé du 1r. Février, peuvent affirmer que les circonstances du mariage sont telles qu'elles sont rapportées ci-dessus; qu'il n'était nullement question de l'alliance de la maison d'Autriche, avant la lecture des dépêches du Comte de Narbonne; et que le mariage avec l'Archiduchesse Marie Louise fut proposé, discuté et décidé dans le conseil, et signé dans les vingt-quatre heures. Membres du conseil:—l'Empereur; le Prince Archichantier; le Prince Architrésorier; le Cardinal Archévêque de Lyon; le Prince Eugène Napoléon, Vice-Roi d'Italie, Archichancelier d'Etat de l'Empire; le Prince de Neufchatel, Vice-Connétable; le Prince de Benevent, Vice-Grand Electeur; le Duc de Frioul, Grand Maréchal du Palais; le Comte de Montesquiou, Grand Chambellan; le Comte de Ségur, Grand Maître des Cérémonies; le Duc de Massa, Grand Juge; le Comte Montalivet, Ministre de l'Intérieur; le Duc de Cadore, Ministre des Relations Extérieures; le Duc de Feltre, Ministre de la Guerre; le Comte de Cessac, Ministre de l'Administration de la Guerre; le Duc Decrès, Ministre de la Marine; le Duc de Gaete, Ministre des Finances; le Comte Mollien, Ministre du Trésor; le Duc d'Otrante, Ministre de la Police; le Comte Bigot de Pre-

La naissance d'aucun prince ne produisit plus d'ivresse dans une nation, et plus d'effet dans l'Europe, que la naissance du Roi de Rome: au premier coup de canon annonçant la délivrance de l'Impératrice, tout Paris resta en suspens, dans les promenades, dans les rues, dans l'intérieur des maisons, dans les assemblées publiques. La population toute entière fut occupée à compter le nombre de coups de canon: le vingt-deuxième excita l'ivresse générale. Il était d'usage de tirer vingt-un coups de canon pour la naissance d'une princesse, et cent-un pour celle d'un prince *. Toutes les puissances

arnieu, Ministre des Cultes; le Duc de Bassano, Ministre Secrétaire d'Etat; le Comte de Lacepede, Président du Sénat; le Comte de Fontanes, Président du Corps Législatif; les Comtes de Fermon, Boulay de la Meurthe, et Regnaud de St. Jean d'Angely, Ministres d'Etat, Présidens des Sections du Conseil d'Etat. Tous sont encore vivans, à l'exception du Duc de Massa.

* Les couches de l'Impératrice Marie Louise furent très difficiles: cette princesse et son fils doivent la vie aux soins qu'elle reçut de son époux, et à son imperturbable sang-froid. Le 20 Mars, à 7 heures du matin, le Baron Dubois, accoucheur, entre dans un cabinet où reposait momentanément Napoléon sur une ottomane, pour lui annoncer d'un air effrayé que l'Impératrice était en dan-

de l'Europe s'empressèrent d'envoyer les plus grands seigneurs de leurs cours pour complimenter l'Empereur. L'Empereur de Russie envoya son ministre de l'intérieur; l'Empereur d'Autriche, le Comte Clary, l'un des grands officiers de sa couronne: il apporta au jeune roi le collier en diamans de tous les ordres de la monarchie autrichienne. Le batême du Roi de Rome fut célébré en présence

ger; que l'enfant se présentait mal. "Mais," demanda ce prince, "dans les nombreux accouchemens que vous avez assistés, n'avez-vous jamais rien vu de semblable?" "Surement oui," répondit Dubois, "mais seulement une fois sur mille; et jugez combien il est affreux pour moi que ce cas si extraordinaire se présente pour l'Impératrice." "Eh bien," reprit l'Empereur, "traitez-la comme si elle était une boutiquière de la rue St. Denis; c'est la seule grace que je vous demande: oubliez qu'elle est impératrice." "Mais," répondit l'accoucheur, "puis-je apposer les fers; et si de nouveaux accidens se présentent, dois-je sauver la mère ou l'enfant?" "La mère," répondit Napoléon, "c'est son droit."—Cette réponse, répandue par la renommée dans toute la France, émut vivement l'enthousiasme des femmes. Au même moment il s'était rendu près de l'Impératrice, encourageant par sa présence l'accoucheur, et tranquillisant l'Impératrice autant que cela était possible. Le résultat en fut heureux: l'enfant fut quelques secondes sans donner signe de vie: on le crut mort.

de tous les évêques, et des députés de toutes les contrées de l'empire, et avec toute la pompe souveraine.. L'Empereur d'Autriche, parrain du jeune roi, se fit représenter par l'Archiduc Ferdinand, son frère, Grand Duc de Wurtzbourg, aujourd'hui Grand Duc de Toscane.

CHAPITRE VI.

La Ligue de 1813 *était dans son objet étrangère aux intérêts des Bourbons. Les alliés ne mettent en avant Louis Xavier que sur le refus de Napoléon de signer le démembrement et le déshonneur de l'empire. Ils triomphèrent par la trahison des maréchaux Marmont et Augereau, et du Prince de Benevent. Ils humilient, affaiblissent, déconsidèrent la France.*

Les victoires de Lutzen et de Wurtzen, les 2 et 21 Mai 1813, avaient rétabli la réputation des armes françaises; le Roi de Saxe avait été ramené triomphant dans sa capitale; l'ennemi avait été chassé d'Hambourg; un des corps de la grande armée était aux portes de Berlin, et le quartier impérial était à Breslau. Les armées russes et prussiennes découragées, n'avaient plus d'autre parti que de re-

passer la Vistule, quand l'Autriche, intervenant dans les affaires, conseilla à la France de signer une suspension d'armes. L'Empereur retourna à Dresde ; celui d'Autriche quitta Vienne, et se rendit en Bohême ; celui de Russie et le Roi de Prusse s'établirent à Swednitz. Les pourparlers commencèrent ; le Comte de Metternich proposa le congrès de Prague : il fut accepté : ce n'était qu'un simulacre. La cour de Vienne avait déjà pris des engagemens avec la Russie et la Prusse ; elle allait se déclarer au mois de Mai, quand les succès inattendus de l'armée française l'obligèrent à marcher avec plus de prudence. Quelques efforts qu'elle eût fait, son armée était encore peu nombreuse, mal organisée, et peu en état d'entrer en campagne. Le Comte de Metternich demanda les provinces illyriennes, la moitié du royaume d'Italie, c'est-à-dire Vénise jusqu'au Mincio ; la Pologne, et la renonciation de l'Empereur au protectorat de l'Allemagne, et aux départemens de la trente-deuxième division militaire. Ces con-

ditions excessives n'étaient mises en avant que pour être refusées. Le Duc de Vicence se rendit au congrès de Prague. Le choix du plénipotentiaire russe, le Baron d'Anstetten, fit entrevoir que ce n'était point la paix que voulait la Russie, mais donner le tems à l'Autriche de terminer ses préparatifs militaires. En effet le mauvais augure qu'on avait tiré du choix de ce négociateur se confirma; il ne voulut entrer dans aucune conférence; et l'Autriche, qui s'était prétendue médiatrice, déclara son adhésion à la coalition quand son armée fut prête, sans même avoir exigé l'ouverture d'une seule séance, ou rédigé un seul protocole. Ce système de mauvaise foi et de contradictions perpétuelles entre les actions, les paroles et les actes publics, fut constamment suivi par la cour de Vienne à cette époque. La guerre recommença. La victoire éclatante remportée par l'Empereur à Dresde, le 27 Août 1813, sur l'armée commandée par les trois souverains, fut suivie par les désastres que les fausses manœuvres de

Macdonald en Silésie firent éprouver à son armée, et par la perte de Vandamme, en Bohême. Cependant la supériorité restait encore du côté de l'armée française, qui s'appuyait aux places de Torgau, Wittemberg et Magdebourg. Le Dannemark avait conclu un traité d'alliance offensive et défensive, et son contingent augmentait l'armée d'Hambourg. En Octobre, l'Empereur quittait Dresde pour se porter sur Magdebourg, par la rive gauche de l'Elbe, afin de tromper l'ennemi. Son projet était de repasser l'Elbe à Wittemberg, et de marcher sur Berlin. Plusieurs corps de l'armée étaient déjà arrivés à Wittemberg, et les ponts de l'ennemi à Dessau avaient été détruits, lorsqu'une lettre du Roi de Wurtemberg annonça que le Roi de Bavière avait subitement changé de parti, et que sans déclaration de guerre et avertissement préalable, les deux armées autrichiennes et bavaroises, cantonnées sur les bords de l'Inn, s'étaient reunies en un seul camp ; que ces 80,000 hommes sous les ordres du général de Wrede,

marchaient sur le Rhin; que lui, contraint par la force de cette armée, était obligé d'y joindre son contingent, et qu'il fallait s'attendre que bientôt 100,000 hommes cernerait Mayence; que les Bavarois avaient fait leur cause de celle de l'Autriche. A cette nouvelle inattendue, l'Empereur crut devoir changer le plan de campagne qu'il avait médité depuis deux mois, pour lequel on avait disposé les forteresses et les magasins, et qui était de jeter les alliés entre l'Elbe et la Saale, et sous la protection des places et magasins de Torgau, Wittemberg, Magdebourg et Hambourg, établir la guerre entre l'Elbe et l'Oder, (l'armée française possédait sur cette rivière les places de Glogau, Custrin et Stettin,) et selon les circonstances débloquer les places de la Vistule, Dantzig, Thorn et Mudlin. Il y avait à espérer un tel succès de ce vaste plan, que la coalition en eût été désorganisée, et tous les princes de l'Allemagne confirmés dans leur fidélité et dans l'alliance de la France. On espérait que la Bavière tarderait quinze

jours à changer de parti, et alors on était assuré qu'elle n'en aurait pas changé. Les armées se rencontrèrent sur les champs de bataille de Leipsick, le 16 Octobre. L'armée française fut victorieuse; l'armée autrichienne battue et chassée de toutes ses positions; l'un des généraux commandant un des corps, le Comte de Meerfeld, fut fait prisonnier. Le 18, malgré l'échec éprouvé le 16 par le Duc de Raguse, la victoire était encore aux Français, lorsque l'armée saxonne, toute entière, ayant une batterie de 60 bouches-à-feu, occupant une des positions les plus importantes de la ligne, passa à l'ennemi, et tourna ses canons contre la ligne française. Une trahison aussi inouie devait entraîner la ruine de l'armée, et donner aux alliés tous les honneurs de la journée. L'Empereur accourut en toute hâte avec la moitié de sa garde, repoussa, chassa de leurs positions les Saxons et les Suédois. La journée du 18 se termina; l'ennemi fit un mouvement rétrograde sur toute la ligne, et prit ses bivouacs en arrière

du champ de bataille, qui resta aux Français. Dans la nuit, l'armée française commença un mouvement pour se placer derrière l'Ister, et se trouver en communication directe avec Erfurt, d'où elle attendait les convois de munitions dont elle avait besoin. Elle avait tiré plus de 150,000 coups de canon dans les journées du 16 et 18. La trahison de plusieurs corps allemands de la confédération, entraînés par l'exemple donné la veille par les Saxons, l'accident du pont de Leipsick qui sauta à contretems, firent que l'armée, quoique victorieuse, éprouva par ces funestes événemens, les pertes résultant ordinairement des journées les plus désastreuses. Elle repassa la Saale au pont de Weissenfeld : elle devait s'y rallier, y attendre et recevoir des munitions d'Erfurt, qui en était abondamment approvisionné, lorsque l'on eut des nouvelles de l'armée austro-bavaroise. Elle avait fait des marches forcées ; elle était arrivée sur le Mein ; il fallut donc marcher à elle. Le 30 Octobre, l'armée française la rencontra

rangée en bataille en avant de Hanau, interceptant le chemin de Francfort. Quoique forte, et occupant de belles positions, elle fut culbutée, mise en déroute complète, chassée d'Hanau, qu'occupa le Comte Bertrand. Le général de Wrede fut blessé. L'armée française continua son mouvement de retraite derrière le Rhin, et repassa ce fleuve le 2 Novembre. Des pourparlers eurent lieu ; le Baron de St. Aignan fut à Francfort ; il eut des conférences avec les Comtes de Metternich et de Nesselrode, et Lord Aberdeen, et arriva à Paris porteur de paroles de paix sur les bases suivantes :—Que l'Empereur renoncerait au protectorat de la confédération du Rhin, à la Pologne, et aux départemens de l'Elbe ; mais que la France resterait entière dans ses limites des Alpes et du Rhin, la Hollande y compris ; et qu'on discuterait une frontière en Italie, qui devrait séparer la France des états de la maison d'Autriche. L'Empereur adhéra à ces bases ; mais le congrès de Francfort était une ruse mise en avant comme le congrès de Prague,

dans l'espoir que la France refuserait. On voulait avoir un nouveau texte de manifeste pour travailler l'esprit public ; car au moment où ces propositions conciliatrices étaient faites, l'armée alliée violait la neutralité des cantons, et entrait en Suisse. Cependant les alliés firent connaître enfin leur véritable intention ; ils désignèrent Châtillon-sur-Seine, en Bourgogne, pour le lieu de la tenue du congrès. Les batailles de Champ-Aubert, de Montmirail, et de Montereau, détruisirent les armées de Blucher et de Witgenstein : on ne négocia pas à Châtillon ; les puissances coalisées y présentèrent un *ultimatum* dont les conditions étaient : 1. l'abandon de toute l'Italie, de la Belgique, de la Hollande, et des départemens du Rhin ; 2. l'obligation pour la France de rentrer dans les limites qu'elle avait avant 1792. L'Empereur rejeta cet *ultimatum :* il consentait à faire aux circonstances le sacrifice de la Hollande et de l'Italie ; mais se refusa à abandonner les limites des Alpes et du Rhin, la Belgique, spécialement Anvers. Les

trahisons de Marmont, d'Augereau, du Prince de Benevent, firent triompher les coalisés, malgré les victoires d'Arcy et de St. Dizier. Jusqu'alors ils n'avaient manifesté aucune prétention de simmiscer dans les affaires intérieures de la France; ce que constate l'*ultimatum* de Châtillon, signé par l'Angleterre, l'Autriche, la Russie et la Prusse. Lorsque plusieurs émigrés rentrés se réveillèrent à la vue des armées autrichiennes et russes, dans les rangs desquelles ils avaient longtems porté les armes contre leur patrie, ils crurent le moment arrivé de voir leurs rêves se réaliser: les uns arborèrent la cocarde blanche, les autres la croix de St. Louis. Ils furent désaprouvés par les souverains alliés: Wellington même désavoua à Bordeaux, quoiqu'il les favorisa secrètement, tous ceux qui voulaient relever les enseignes de la maison de Bourbon. Dans toutes les transactions qui détachèrent la Prusse de l'alliance de la France, et la réunirent à la Russie, au traité de Kalisch, dans celui qui réunit l'Autriche à cette coalition, dans

tous les actes diplomatiques, publics et secrets, qui se sont succédés jusqu'au traité de Châtillon ; dans celui-là même, fait en France en Février 1814, les alliés ne songèrent jamais aux Bourbons.

CHAPITRE VII.

Les puissances alliées n'ont eu et n'ont aucun droit sur la France. Louis est illégitime. Il pouvait se légitimer en tenant sa couronne de la nation, et signant avec elle un pacte constitutionnel. Placé alors à la tête du nouvel ordre de choses qu'avait créé la Révolution, il serait devenu chef légitime de la cinquième dynastie.

Ce fut à Paris que les princes alliés conçurent l'idée d'assurer pour un siècle la nullité de la France. En établissant sur le trône une famille si antipathique à la nation française, ils détruisaient jusque dans leur source ces sentimens généreux qui animaient les français depuis trente ans; mais les princes alliés ne pouvaient transmettre aux Bourbons que les droits qu'eux-mêmes avaient. La France n'était pas conquise; et l'eût-elle

été, le droit ne se fonde que sur des traités. Ils sentirent le besoin d'une autorité nationale, et eurent recours au sénat : mais le sénat français ne pouvait délibérer dans une ville où flottait le pavillon russe : mais le sénat n'avait pas l'initiative des *senatus-consultes* qui étaient réservées à l'Empereur et qui devaient être délibérées en conseil privé. On ne fut pas arrêté par ces difficultés : une minorité de sénateurs, parmi lesquels figuraient les Belges, les Hollandais, les Italiens, au moment où l'on séparait leurs patries de la France, s'appela le sénat, présidé par le Prince de Benevent. Ce corps offrit le spectacle nouveau dans l'histoire d'une autorité française qui délibère sur la convocation d'un empereur de Russie. Il adopta un projet de constitution dont par l'article premier il déférait le trône à Louis de Bourbon : avant de prendre possession du trône, ce prince devait jurer le maintien de la constitution qui était l'objet des autres titres. Cette constitution, adoptée par une assemblée illégale, ga-

rantissait toute-fois le nouvel ordre de choses établi par la Révolution. L'acceptation du peuple pouvait tout légaliser; et Louis eût alors régné par un nouveau contrat fait entre sa maison et le peuple français, et se fût trouvé le chef d'une cinquième dynastie. Les rois sont faits pour les nations, non les nations pour les rois. Marchant de bonne foi dans ce système, il fût devenu souverain légitime: on s'attendait donc qu'il se serait appelé Louis I. Roi des Français, par la grace de Dieu et les constitutions du royaume; qu'il aurait juré de maintenir la constitution de laquelle il tient son trône, et par laquelle se trouvaient consolidés tous les intérêts de la nation; qu'il éloignerait tous ceux qui avaient fait la guerre à la France; que son grand aumonier serait un des évêques ou archévêques en possession d'un des sièges de l'empire, en conséquence du concordat de 1801; que ses grands officiers, ceux de sa chambre même, seraient choisis parmi les hommes qui depuis vingt-cinq ans avaient la confiance de la nation;

que ses capitaines des gardes seraient des maréchaux de l'empire; que sa garde serait composée de vétérans choisis dans les rangs de l'armée; que ne pouvant non plus que les princes de sa maison donner de garantie aux Français, qui ne les connaissaient plus depuis vingt-cinq ans que pour des ennemis, ils la rassureraient par l'esprit et l'opinion des personnes appelées à les entourer, soit comme officiers de la couronne, soit comme agens ou membres du ministère, du conseil d'état, de la chambre des pairs. On prévoyait qu'en se conduisant ainsi Louis rallierait, consoliderait, conquerrait la confiance et l'affection de la nation; qu'il ferait oublier la quatrième dynastie. Cette conduite n'eût pas été nouvelle; il avait l'exemple d'Henri IV., qui, quoique vainqueur de ses sujets, voulut leur donner une garantie de ses dispositions, leur inspirer confiance, et ne s'environna que du parti de la Ligue, éloignant ceux qui l'avaient rendu vainqueur dans les champs de Courtray, d'Arc et d'Ivry. Ce prince savait que

l'amour, le cœur des hommes, sont hors du pouvoir de la force, et qu'un roi de France qui ne règne pas sur le cœur des Français, n'est rien. Et cependant Henri IV. succédait au trône sans interrègne: il n'avait à éteindre ni les droits d'une république reconnue, ni ceux d'une quatrième dynastie, ni à effacer la souillure qu'avait imprimé sur l'honneur national la présence de l'étranger: enfin on croyait avoir trouvé dans ce mot dicté au Comte d'Artois: " *Rien n'est changé en* " *France, si ce n'est qu'il y a un Français* " *de plus*"—le principe de conduite qui pouvait légitimer le règne des Bourbons.

CHAPITRE VIII.

Louis prétend avoir régné depuis 1794 : *il méconnait donc le traité de Fontainebleau ? La République et la quatrième dynastie sont donc des gouvernements illégitimes ? Conséquences de ce principe par rapport aux émigrés, au clergé ancien, aux anciens privilégiés.*

Louis, arrivé à Paris, intitule le premier acte de son gouvernement Louis XVIII. par la grace de Dieu, Roi de France et de Navarre : il le date de l'an 19 de son règne. S'il est dans la dix-neuvième année de son règne, il a donc déjà régné 18 ans ; il est donc le continuateur de la troisième dynastie ? S'il n'est roi que par la grace de Dieu, il n'est donc pas roi constitutionnel ? Enfin s'il est roi de France et de Navarre, il est donc le roi féodal ? car l'élocution roi de France, ou celle roi des Français, seraient par

elles-mêmes indifférentes, si l'assemblée constituante, en changeant le titre de roi de France en celui de roi des Français, n'avait déterminé le sens différent qu'on devait y attacher; l'une d'un roi féodal, l'autre d'un roi constitutionnel. Louis entre dans l'exercice du plein pouvoir sans garantir les droits et les intérêts de la nation; il désavoue la constitution du sénat. Toutes ces opérations se font sans danger: elles sont soutenues par cinq cents mille bayonnettes anglaises, russes, et allemandes. L'on allègue qu'Henri IV., entrant à Paris, a ainsi daté ses actes de l'an dixième de son règne; mais Henri IV., comme nous l'avons déjà dit, a toujours régné sans interruption. Louis désavoue les couleurs nationales; l'armée légitime est celle qui a constamment porté les couleurs blanches, celles de la Vendée et de Condé: l'armée qui a fait tant de prodiges, et conquis le monde sous les couleurs nationales, doit les arracher elle-même, et arborer les couleurs qu'elle a constamment vaincues: elle a donc soutenu une mauvaise cause; elle

est donc une armée rébelle, qui a besoin d'indulgence et de pardon? Tous les actes de Louis sont la conséquence de cette criminelle prétention. Il nomme grand aumonier l'Archévêque de Rheims, prélat réfractaire, et se disant chef d'un diocèse supprimé par le concordat. Il appelle à la tête de sa maison le Prince de Condé, à la charge de grand écuyer le Prince de Lambesch, parcequ'ils occupaient ces offices sous la troisième dynastie; pour premiers gentilshommes de la chambre les Ducs de Richelieu, de Duras, de Fleury, d'Aumont, parcequ'ils l'étaient sous la troisième dynastie, ou avaient des brevets de surveillance; pour capitaines des gardes les Ducs d'Avré, de Grammont, de Luxembourg, le Prince de Poix, parcequ'ils l'étaient de la troisième dynastie. Il rétablit les compagnies de gardes du corps, nobles, des cent Suisses, des gardes de la porte, des mousquetaires, gris et noirs, des chevaux légers, des gendarmes, et des gardes de la manche, et enfin tout ce que l'expérience a fait supprimer dans toutes les

cours de l'Europe. On recherche tous les anciens gardes du corps, et tous ceux qui ont fait partie de la maison de Louis XVI., dispersés et vaincus au 6 Octobre et au 10 Août: partie sont agés et caducs; ont perdu depuis ving-cinq ans toute habitude militaire: grand nombre, pour échapper à la misère, végétaient depuis vingt ans dans des places subalternes dans les administrations, les hôpitaux, les charries, les vivres. Comme si les Bourbons n'offraient pas par eux-mêmes assez d'antipathie à la nation et à l'armée, ils s'environnent de tout ce qui est le plus étranger à ses mœurs, à sa physionomie, et à ses droits. Louis s'étant ainsi proclamé continuateur de la troisième dynastie, les anciens évêques revenant d'Angleterre doivent redemander leurs sièges, que le concordat du 2 Avril 1801 a supprimé; le clergé est autorisé à demander la restitution de ses biens: d'abord, ceux qui sont encore dans les mains du domaine, (il y en a pour plusieurs centaines de millions en forêts ou bâtimens employés pour le ser-

vice de l'administration;) puis ceux qui ont été aliénés par une autorité usurpatrice, (à-peu-près un quart du royaume.) Le rétablissement des jurisdictions ecclésiastiques, l'exemption de toutes impositions. L'église catholique doit être dominante dans l'état; c'est le principe fondamental de la troisième dynastie. Les anciens seigneurs, les anciens privilégiés, ont le droit de réclamer contre les lois spoliatrices de la République, et de demander la restitution des justices seigneuriales, des droits féodaux, des propriétés qu'ils ont perdu par la loi sur l'émigration: ils doivent être exempts, eux et leurs terres, de toutes charges publiques: leurs titres, ils les tiennent de leurs ayeux par droit de naissance. Puisque le roi de la troisième dynastie remonte sur le trône, tous les services rendus contre la nation doivent être reconnus: on voit effectivement accourir en foule, de tous les points de la France, une nuée d'hommes réclamant la récompense des services rendus contre la France; pour avoir livré Toulon et

son arsenal aux Anglais; avoir médité de leur livrer Brest et son escadre; avoir servi contre la nation pendant les première et seconde coalitions; pour tous les crimes commis dans la Vendée et dans la Chouannerie; pour le massacre des généraux et des soldats bleus; pour le pillage des diligences et des caisses publiques; pour avoir taxé des acquéreurs de biens nationaux; pour la machine infernale du 3 Nivose. Toutes les réclamations sont fondées dès-lors que la République et la quatrième dynastie ont été des gouvernemens usurpateurs et illégitimes, et que le souverain légitime était alors avec les armées ennemies de la France. On ne peut pas satisfaire à toutes ces réclamations: le clergé ancien, les émigrés, les anciens privilégiés, les Vendéens, sont mécontens; ils se plaignent que les Bourbons ne pensent qu'à eux. Les Princes, pour les appaiser, leur disent d'espérer, d'attendre un meilleur tems, qui ne tardera pas à se réaliser: la nation comprens et pâlit devant ces fallacieuses espérances!!! De leur côté, les privilégiés répondent que

depuis vingt-cinq ans ils ont vieilli de cinquante années par la misère, les cachots, les souffrances essuyées pour la cause des Princes; qu'ils n'ont plus le tems d'attendre.

CHAPITRE IX.

Conséquences de ce principe par rapport au nouveau clergé; à la nouvelle noblesse; aux acquéreurs de biens nationaux; aux employés des diverses administrations, civiles et judiciaires; à l'armée; au peuple entier.

Louis ayant ainsi détruit le titre national que les princes coalisés avaient eux-mêmes cru nécessaire, s'étant déclaré Louis XVIII., par la grace de Dieu, Roi de France et de Navarre, et ayant pris date de la dix-neuvième année de son règne, il s'en suit que la République et la quatrième dynastie sont des gouvernemens illégitimes, que tout ce qui a été fait sous ces gouvernemens est illégal. Ainsi tous les codes, tous les réglemens d'administration publique, les lois et

les réglemens civils et criminels, sont de nulle valeur. Cependant le Roi, dans tous ses actes, fait l'application des dispositions des lois de la République ou de la quatrième dynastie. Tous les jugemens civils, correctionnels ou criminels, toutes les décisions du contentieux, des finances, et de l'administration, continuent à être l'application de tout ce qui a été fait depuis la Révolution. Des hommes sont condamnés à mort pour avoir soutenu la dynastie impériale, en leur appliquant les lois mêmes qui ont été faites par la République et l'Empereur contre les Bourbons. Et en suivant ce principe, il n'est aucun des généraux, officiers, ou soldats, qui ont élevé si haut la gloire de la France sur les champs de bataille de Jemmape, de Rivoli, de Marengo, de Hohenlinden, de Ulm, d'Austerlitz, de Jéna, de Friedland, qui ne puisse être traduit à une commission militaire, et condamné à mort par l'application des mêmes lois. Le clergé, fidèle au concordat de 1801, à

la vue des évêques réfractaires, qui ont seuls la confiance de la cour, est inquiet: le comité des affaires ecclésiastiques, est présidé par un prélat réfractaire: il conçoit ce qu'il doit en redouter, ce qu'il doit attendre de la vengeance des princes dont il a abandonné les intérêts en 1801. L'Empereur a établi des titres héréditaires pour transmettre le souvenir des services rendus soit à l'armée, soit dans l'administration, soit dans la magistrature: il a pensé qu'il était juste et conforme aux intérêts publics, que le souvenir d'un grand service se transmit de père en fils, puisque le code civil permettait la transmission des propriétés foncières: que cela créait une monnaie plus noble, plus propre à exciter des sentimens généreux, en même-tems qu'elle épargnait le trésor public. C'était d'ailleurs une manière de se mettre en harmonie avec le reste de l'Europe, et en même-tems d'illustrer de nouvelles familles sorties du sein du peuple. Les armes que l'on donna à ces maisons étaient

les signes de la liberté publique : cette nouvelle noblesse, qui devait concevoir tant d'inquiétude par le seul appel au trône d'un prince de la maison de Bourbon, ne peut plus se rallier au roi féodal. Les acquéreurs des biens nationaux, au nombre de plusieurs millions, sont frappés et inquiétés dans leurs propriétés, puisque les personnes qui entourent le trône ont intérêt à annuller leurs acquisitions; que la bigoterie et le fanatisme reprennent leur crédit à la cour, et reclament les biens du clergé. Diverses décisions du conseil du Roi justifient ces alarmes. Ceux qui ont rempli des places de magistrats, d'employés civils sous la quatrième dynastie, sont blessés de s'entendre désigner comme ayant été les agens d'un gouvernement usurpateur, rebelle et illégitime. L'armée voit avec indignation mettre à la tête du tableau tous les généraux qui ont servi contre elle dans la Vendée, dans la Chouannerie, dans l'armée de Condé, dans les rangs des ennemis. On la conserve, parcequ'on

la crainte : insensiblement elle sera évincée de tous ses privilèges, de tout ce qu'elle a acquis par vingt-cinq ans de victoires. La charte, il est vrai, garantit l'égalité des citoyens, la liberté de la presse, l'irrévocabilité des ventes des biens nationaux, la suppression des droits féodaux, et la légion d'honneur : mais cette garantie n'est que nominale, puisque la chambre des pairs est en majorité composée d'individus ayant un intérêt contraire à ces principes ; que presque tous ont fait la guerre à la nation, perdu leurs privilèges et leurs biens, et n'ont d'intérêts que ceux détruits par la Révolution : que la chambre des députés devant être élue suivant le mode qu'il plaira au Roi d'établir, ne donne aucune garantie à la nation pour la défense de ses droits. Cette considération est d'une telle importance, qu'elle annulle entièrement la charte, puisqu'elle ne se lie au peuple que par le mode d'élection.

Les Bourbons veulent substituer au serment constitutionnel le serment féodal :

ils ne veulent pas de serment d'obéissance à la constitution ou à la charte. En conséquence, on a suspendu la prestation du serment, afin d'attendre une circonstance favorable. L'armée, les magistrats, ne leur ont encore prêté aucun serment. La croix de la légion d'honneur est prodiguée, et devient la récompense de tous les ennemis de la patrie : les attributions pécuniaires attribuées à cette légion, les maisons d'éducation des orphelins, sont supprimées. Le Roi a conservé les ordres du *St. Esprit, de St. Lazare, qui exigent des preuves de plusieurs siècles* de noblesse. Le St. Esprit est déclaré le premier ordre de l'état. On viole les statuts de la légion d'honneur, pour en prodiguer le grand cordon, dans le tems que l'on ne fait aucune nomination dans celui du St. Esprit. On attend le tems où on sera plus consolidé, et où on sera obligé à moins de ménagemens, pour pouvoir suivre les statuts de l'ordre, et y admettre des hommes qui puissent prouver des siècles de noblesse. Le Roi, dont

le principal caractère est la dissimulation, ne porte jamais le grand cordon de la légion d'honneur. L'armée voit tous les jours vanter avec enthousiasme les soldats de la Vendée et de l'émigration : elle ne lit dans les journaux, on n'imprime que les plus odieuses calomnies pour ternir sa gloire. Cela seul est suffisant pour la rendre irréconciliable avec les Bourbons, et accroître chaque jour la répugnance qu'elle ressent pour des princes revenus sur le trône par le secours de 500,000 bayonnettes ennemies. Comment l'armée pourrait-elle jamais s'attacher à des princes ennemis de sa gloire, étrangers à toutes ses grandes et mémorables journées ? Le peuple tout entier se voit menacé du retour du régime féodal des privilèges : il ne sera plus appelé à partager les honneurs, mais seulement à supporter toutes les charges : il est rentré sous le joug de ses maîtres : ses enfans seront soldats, jamais officiers : le chemin des honneurs civils de la magistrature, des armées, lui est fermé désormais sans

retour—sentiment d'autant plus pénible, qu'il n'est pas un village qui n'ait donné naissance à un général, ou à un colonel, ou à un capitaine, ou à un préfet, ou à un juge, ou à un administrateur, qui s'était élevé par son propre mérité, et illustré sa famille et son pays. C'est ce qui lui donnait pour la quatrième dynastie ce sincère attachement, qui lui fait dire que *si Louis de Bourbon est le roi des nobles, Napoléon est le roi du peuple.*

CHAPITRE X.

Louis veut monter sur le trône de la troisième dynastie; il s'asseoit sur un amas de cendres: il est isolé, étranger à la nation; sans droits et sans force.

Le titre de Roi de France ne donnait aux rois de la troisième dynastie qu'un droit de suzeraineté; celui de Roi de Navarre qu'un droit sur cette petite province: ils régnaient sur les peuples en vertu d'un titre particulier; savoir, celui de duc en Bretagne, en Normandie, en Bourgogne, en Lorraine, &c. de comte en Flandres, en Champagne, en Provence, &c.: il fallait donc, pour rétablir le trône de la troisième dynastie, rétablir aussi les provinces, leurs privilèges, leurs droits. Les Bretons, les Normands, les Bourguignons, &c. ne reconnaissaient devoir obéissance à leurs princes qu'après

que ceux-ci avaient juré le maintien de leurs constitutions particulières, de leurs droits, de leurs privilèges. Les rois de la troisième dynastie étaient les chefs d'un système féodal; le grand et le petit feudataire avaient des droits également sacrés et de même nature. Il fallait donc rétablir tout ce système, et rendre tous les droits. Les Bourbons étaient les chefs de la noblesse; ils devaient maintenir ses privilèges, ses jurisdictions, ses droits. Tout cela ne se peut faire qu'au grand détriment de la nation, contradictoirement aux intérêts du peuple, et sans provoquer une sanglante et terrible réaction. Pour faire ainsi rétrograder la civilisation, replonger dans l'ignorance et la superstition une nation toute entière, il faut la permanence d'une forte armée étrangère. Le trône de la troisième dynastie a été réduit en cendres; il n'existe plus: la prétention de s'y asseoir est insensée; c'est s'enfoncer au milieu d'un épais brouillard, pour tomber dans un précipice. Si les Bourbons veulent régner du droit de leur naissance, il faut qu'avant d'exiger l'obéis-

sance des peuples, ils rétablissent les droits de la nation, les états-généraux, les parlemens, les constitutions de la Bretagne, de la Bourgogne, &c. Ils n'en ont rien fait; ils ont donné une charte qui doit remplacer toutes les anciennes institutions, et en ce cas elle ne peut être une émanation de la simple autorité royale, un acte de réformation octroyé par son bon plaisir. Il y avait en France une nation avant qu'il n'y eut des rois; des assemblées du champ de Mars, du champ de Mai, des états-généraux, supérieurs, plus anciens, au moins paralleles, à la royauté. Pour supprimer toutes les anciennes lois et constitutions de l'état, et les remplacer par de nouvelles, il faut encore faire un contrat avec la nation. Les rois de France n'ont jamais régné qu'avec des conditions, et avec une autorité restreinte, du moins en droit. Si les Bourbons se sont saisis du trône par droit de naissance, les feudataires n'ont-ils pas ce même droit pour se saisir de leurs fiefs.

Si Louis règne comme chef de la cin-

quième dynastie, par l'effet d'un nouveau et libre contrat avec la nation, il ne faut pas s'appeler Roi de France et de Navarre, mais Roi des Français: il ne faut pas dater de l'an dix-neuvième de son règne, mais de l'an premier. Il ne faut pas donner une charte comme un édit, mais la négocier avec la nation comme un traité. Si le mode d'élection n'est pas fixe, constitutionnel, immuable, la charte n'est rien; elle ne donne aucune garantie. Il faut supprimer l'ordre du St. Esprit, et celui de St. Lazare, parcequ'ils exigent des preuves de noblesse.

Le système actuel qui régit la France, est tout *orgueil, arbitraire, contradiction, et fausseté;* ce qui a élevé une nouvelle barrière entre les Bourbons et le peuple. *Orgueil* et *arbitraire*—Louis règne par la grace de Dieu: il ne reconnait ni contrats anciens, ni contrats modernes: il ne reconnait ni les privilèges du royaume, ni ceux des provinces: tout a péri; il ne reste que lui. Il donne, pour remplacer des corps nationaux, une charte qui émane de lui seul. *Contradiction et*

fausseté—il supprime la féodalité, et se déclare régner en vertu du droit féodal. Il proclame l'égalité des citoyens, l'irrévocabilité des ventes des domaines nationaux, le libre exercice de tous les cultes, et il n'appelle autour de lui, dans le palais comme dans l'administration, que des hommes dont les intérêts et l'existence sont liés au rétablissement des privilèges, à la résiliation des ventes des domaines, et à l'intolérance religieuse. Il promit à l'armée la conservation de ses droits, et il arbore le pavillon blanc; et il ne s'entoure, n'accorde de confiance, n'ouvre son cœur qu'aux officiers chouans, émigrés, ou vendéens. Il se dit être fier de la gloire nationale, et il reconnait ne devoir son trône qu'au Prince Régent d'Angleterre; et il signe les plus honteuses et déshonorantes transactions.

La couronne de la troisième dynastie est dissoute; elle s'est évaporée; elle ne peut donner ni droit, ni force. Louis ne voulut pas être, et il n'est pas, chef de la cinquième dynastie: il n'est que l'agent des puissances ennemies de la France.

Il a marché de Londres aux Tuileries sur un pont de bayonnettes étrangères, dégouttantes du sang français. Il ne jouit d'aucune indépendance : il est l'instrument dont se sert l'ennemi pour châtier et humilier son pays. Cependant les armées étrangères quittent la France, et Louis, par la grace de Dieu, Roi de France et de Navarre, est dans la dix-neuvième année de son règne, se dit maître d'un peuple au milieu duquel il se trouve isolé, et qui ne voit en lui que l'ennemi de ses droits, l'auteur de ses maux, l'instrument de son déshonneur, et de la perte de sa gloire. Il est gardé, il est au pouvoir d'une armée qui est toute entière l'armée de la nation. Les armées étrangères quittent la France, et Louis n'est encore d'accord sur rien avec ses peuples ; pas même sur la nature du serment qu'il doit en exiger ! !

La momie d'un descendant de Sesostris était placée depuis plusieurs siècles dans la salle intérieure de la grande pyramide ; elle était revêtue de tous les

attribus de la souveraineté, et posée sur le trône où s'étaient assis ses ancêtres. Lorsque les prêtres de Memphis voulurent la présenter aux hommages des Egyptiens, elle tomba en poussière; elle n'était plus en rapport avec l'atmosphère et la chaleur du soleil.

PROCLAMATION.

Au Golf-Juan, du 1er. Mars, 1815.

Napoléon, par la Grace de Dieu et les Constitutions de l'Empire, Empereur des Français, &c. &c. &c.

A L'ARMÉE.

Soldats !

Nous n'avons pas été vaincus—Deux hommes sortis de nos rangs ont trahi nos lauriers, leur pays, leur Prince, leur bienfaiteur.

Ceux qui nous avons vu pendant vingt-cinq ans parcourir toute l'Europe pour nous susciter des ennemis, qui ont passé leur vie à combattre contre nous dans les rangs des armées étrangères, en maudissant notre belle France ; prétendraient-ils commander et enchaîner nos aigles, eux qui n'ont jamais pu en soutenir les regards ? Souffrirons-nous qu'ils héritent

du fruit de nos glorieux travaux? qu'ils s'emparent de nos honneurs, de nos biens, qu'ils calomnient notre gloire? Si leur règne durait, tout serait perdu, même le souvenir de ces immortelles journées.

Avec quel acharnement ils les dénaturent! ils cherchent à empoisonner ce que le monde admire, et s'il reste encore des défenseurs de notre gloire, c'est parmi ces mêmes ennemis que nous avons combattus sur le champ de bataille.

Soldats! dans mon exil j'ai entendu votre voix; je suis arrivé à travers tous les obstacles et tous les périls.

Votre général, appelé au trône par le choix du peuple, et élevé sur vos pavois, vous est rendu: venez le joindre.

Arrachez ces couleurs que la nation a proscrites, et qui, pendant vingt-cinq ans, servirent de ralliement à tous les ennemis de la France. Arborez cette cocarde tricolore; vous la portiez dans nos grandes journées!

Nous devons oublier que nous avons été les maîtres des nations, mais nous ne devons pas souffrir qu'aucune se mêle

de nos affaires. Qui prétendrait être maître chez nous? Qui en aurait le pouvoir? Reprenez ces aigles que vous aviez à Ulm, à Austerlitz, à Jéna, à Eylau, à Friedland, à Tudella, à Eckmühl, à Essling, à Wagram, à Smolensk, à la Moscowa, à Lutzen, à Vurchen, à Montmirail. Pensez-vous que cette poignée de Français, aujourd'hui si arrogans, puissent en soutenir la vue? Ils retourneront d'où ils viennent, et là, s'ils le veulent, ils régneront comme ils prétendent avoir régné depuis dix-neuf ans.

Vos biens, vos rangs, votre gloire,— les biens, les rangs, et la gloire de vos enfans, n'ont pas de plus grands ennemis que ces princes que les étrangers nous ont imposés: ils sont les ennemis de notre gloire, puisque le récit de tant d'actions héroïques, qui ont illustré le peuple Français combattant contre eux pour se soustraire à leur joug, est leur condamnation.

Les vétérans des armées de Sambre et Meuse, du Rhin, d'Italie, d'Egypte, de l'Ouest, de la Grande Armée, sont

humiliés; leurs honorables cicatrices sont flétries, leurs succès seraient des crimes, ces braves seraient des rebelles, si, comme le prétendent les ennemis du peuple, des souverains légitimes étaient au milieu des armées étrangères. Les honneurs, les récompenses, les affections, sont pour ceux qui les ont servis, contre la partie et nous.

Soldats! venez vous ranger sous les drapeaux de votre chef. Son existence ne se compose que de la vôtre; ses droits ne sont que ceux du peuple et les vôtres; son intérêt, son honneur, sa gloire, ne sont autres que votre intérêt, votre honneur, et votre gloire. La victoire marchera au pas de charge,—l'aigle, avec les couleurs nationales, volera de clocher en clocher, jusqu'aux tours de Notre-Dame: alors vous pourrez montrer avec honneur vos cicatrices; alors vous pourrez vous vanter de ce que vous aurez fait; vous serez les libérateurs de la patrie.

Dans votre vieillesse, entourés et considérés de vos concitoyens, ils vous entendront avec respect raconter vos hauts

faits: vous pourrez dire avec orgueil, "Et moi aussi, je faisais partie de cette Grande Armée, qui est entrée deux fois dans les murs de Vienne, dans ceux de Rome, de Berlin, de Moscow, qui a délivré Paris de la souillure que la trahison et la présence de l'ennemi y ont empreinte." Honneur à ces braves soldats, la gloire de la patrie, et honte éternelle aux Français criminels, dans quelque rang que la fortune les ait fait naître, qui combattirent vingt-cinq ans avec l'étranger pour déchirer le sein de la patrie.

(*Signé*) NAPOLEON.

Par l'Empereur,

Le Grand-Maréchal faisant fonctions de Major-Général de la Grande Armée.

(*Signé*) BERTRAND.

PROCLAMATION.

Au Golf-Juan, le 1er Mars, 1815.

Napoléon, par la Grace de Dieu et les Constitutions de l'Etat, Empereur des Français, &c. &c. &c.

AU PEUPLE FRANÇAIS,

Français,

La défection du Duc de Castiglione livra Lyon sans défense à nos ennemis; l'armée dont je lui avais confié le commandement, était, par le nombre de ses bataillons, la bravoure et le patriotisme des troupes qui la composaient, à même de battre le corps d'armée autrichien qui lui était opposé, et d'arriver sur les derrières du flanc gauche de l'armée ennemie qui menaçait Paris.

Les victoires de Champ-Aubert, de Montmirail, de Château-Thierry, de Vauchamp, de Mormans, de Montereau, de Craone, de Rheims, d'Arcy-sur-Aube,

et de Saint-Dizier, l'insurrection des braves paysans de la Lorraine, de la Champagne, de l'Alsace, de la Franche-Comté, et de la Bourgogne, et la position que j'avais prise sur les derrières de l'armée ennemie en la séparant de ses magasins, de ses parcs de réserve, de ses convois et de tous ses équipages, l'avaient placée dans une situation désespérée. Les Français ne furent jamais sur le point d'être plus puissans, et l'élite de l'armée ennemie était perdue sans résource: elle eût trouvé son tombeau dans ces vastes contrées qu'elle avait si impitoyablement saccagées, lorsque la trahison du Duc de Raguse livra la capitale et désorganisa l'armée. La conduite inattendue de ces deux généraux, qui trahirent à la fois leur patrie, leur prince et leur bienfaiteur, changea le destin de la guerre. La situation désastreuse de l'ennemi était telle, qu'à la fin de l'affaire qui eut lieu devant Paris, il était sans munitions, par la séparation de ses parcs de réserve.

Dans ces nouvelles et grandes circonstances, mon cœur fut déchiré: mais mon

ame resta inébranlable. Je ne consultai que l'intérêt de la patrie : je m'exilai sur un rocher au milieu des mers : ma vie vous était, et devait encore vous être utile ; je ne permis pas que le grand nombre de citoyens qui voulaient m'accompagner partageassent mon sort : je crus leur présence utile à la France, et je n'emmenai avec moi qu'une poignée de braves, nécessaires à ma garde.

Elevé au trône par votre choix, tout ce qui a été fait sans vous est illégitime. Depuis vingt-cinq ans la France a de nouveaux intérêts, de nouvelles institutions, une nouvelle gloire, qui ne peuvent être garantis que par un gouvernement national et par une dynastie née dans ces nouvelles circonstances. Un prince qui régnerait sur vous, qui serait assis sur mon trône par la force des mêmes armées qui ont ravagé notre territoire, chercherait et vain à s'étayer des principes du droit féodal : il ne pourrait assurer l'honneur et les droits que d'un petit nombre d'individus ennemis du peuple, qui depuis vingt-cinq ans les a

condamnés dans toutes nos assemblées nationales. Votre tranquillité intérieure et votre considération extérieure seraient perdues à jamais.

Français ! dans mon exil j'ai entendu vos plaintes et vos vœux : vous réclamez ce gouvernement de votre choix qui seul est légitime. Vous accusiez mon long sommeil ; vous me reprochiez de sacrifier à mon repos les grands intérêts de la patrie.

J'ai traversé les mers au milieu des périls de toute espèce ; j'arrive parmi vous reprendre mes droits, qui sont les vôtres. Tout ce que des individus ont fait, écrit ou dit depuis la prise de Paris, je l'ignorerai toujours ; cela n'influera en rien sur le souvenir que je conserve des services importans qu'ils ont rendus, car il est des événemens d'une telle nature qu'ils sont au-dessus de l'organisation humaine.

Français ! il n'est aucune nation, quelque petite qu'elle soit, qui n'ait eu le droit, et ne se soit soustraite au déshonneur d'obéir à un Prince imposé par

un ennemi momentanément victorieux. Lorsque Charles VII. rentra à Paris, et renversa le trône éphémére de Henri VI. il reconnut tenir son trône de la vaillance de ses braves, et non d'un Prince Régent d'Angleterre.

C'est aussi à vous seuls, et aux braves de l'armée, que je fais et ferai toujours gloire de tout devoir.

(*Signé*) NAPOLEON.

Par l'Empereur,

Le Grand-Maréchal faisant fonctions de Major-Général de la Grande Armée.

(*Signé*) Comte BERTRAND.

Imprimé par J. M'Creery,
Black-Horse-Court, Fleet-Street, London.

PUBLISHED

FOR

JAMES RIDGWAY, PICCADILLY.

1.—THE LAST REIGN of the EMPEROR NAPOLEON, in a Series of LETTERS from PARIS, addressed to LORD BYRON. By JOHN HOBHOUSE, Esq. Second Edition. 1*l.* 4*s.*

2.—LETTERS from the CAPE of GOOD HOPE, with EXTRACTS from the GREAT WORK PREPARING for the PRESS, under the Inspection of NAPOLEON. Third Edition, 8*s.* Boards.

3.—THE DECLINE AND FALL OF JOACHIM MURAT, King of Naples. By F. MACHERONI, Esq. 8*s.* Boards.

4.—LETTER to the DUKE OF WELLINGTON from LORD KINNAIRD. 2*s.*

5.—PETITION delivered to THE CHAMBER OF PEERS OF FRANCE. By LORD KINNAIRD. 2*s.*

6.—LETTER to the EARL OF LIVERPOOL. By LORD KINNAIRD. 2*s.*

7.—A LETTER to SIR SAMUEL ROMILLY, M.P. from HENRY BROUGHAM, Esq. M. P.

8.—The NEW ROLLIAD, or, The DEVONSHIRE ELECTION. 2*s.*

9.—THE ROLLIAD, a POEM, with the Criticisms, Probationary Odes, Political Eclogues, and Miscellanies. Embellished with a Frontispiece. 16*s.* Boards.

10.—HORTUS SUBURBANUS LONDINENSIS; or a CATALOGUE of PLANTS, cultivated in the Neighbourhood of London. Arranged according to the Linnæan System, with their Names in Latin and English. Presenting at one view,

1st. The natural Order to which they belong,
2d. Their native Place of Growth,
3d. When introduced,
4th. Their Time of flowering,
5th. In what Books described,
6th. And a Reference to Figures,

Forming a complete Botanical Index to the present Time.

By ROBERT SWEET, F. L. S. &c.&c.
Practical Gardener. Price 18*s.* in boards.

11th.—The BOTANICAL REGISTER, No. 43, containing Eight Coloured Figures of Exotic Flowers, drawn by Sydenham Edwards, Esq. F. L. S. To be continued Monthly. 4*s.* each.

*** The MORNING and EVENING NEWSPAPERS are regularly delivered in London, and sent Post free to all parts of the Country.

LA

CAMPAGNE DE 1815,

OU

RELATION DES OPÉRATIONS MILITAIRES

QUI ONT EU LIEU

EN FRANCE ET EN BELGIQUE,

PENDANT LES CENT JOURS;

Ecrite à Ste Hélène,

PAR LE GÉNÉRAL GOURGAUD.

Orné d'une Carte du principal Théâtre de la Guerre.

"Tout ce que peut faire un grand homme d'état et un grand capitaine, Annibal le fit pour sauver la patrie: n'ayant pu porter Scipion à la paix, il donna une bataille où la fortune sembla prendre plaisir à confondre son habilité, son expérience, et son bon sens. Carthage reçut la paix, non d'un ennemi, mais d'un maître."

MONTESQUIEU.

A LONDRES:

IMPRIMÉ POUR J. RIDGWAY, PICCADILLY.

1818.

28005

L'EMPEREUR NAPOLÉON ayant daigné me faire connaître son opinion sur les principales opérations de la Campagne de 1815 ; je profitai de cette circonstance favorable, et des souvenirs de la grande catastrophe dont j'avais été témoin, pour écrire cette relation.

Depuis mon retour en Europe, j'ai lu beaucoup d'écrits sur le même sujet. La plupart des auteurs, m'ont paru n'avoir été guidés que par la passion ou la haine ; d'autres, ont été aveuglés par un excessif amour-propre national : bien peu ont cherché à donner une idée juste des évènemens.

L'erreur, à force d'être répétée, finit souvent pas être prise pour la réalité : j'ai pensé que pouvant la détruire, un silence plus prolongé de ma part serait blamable. Cette raison seule a pu vaincre ma répugnance à m'exposer à la critique littéraire.

Militaire, je ne parle des évènemens politiques que pour expliquer comment une seule bataille a suffi pour soumettre la nation française, gouvernée par le premier capitaine des tems modernes. Ce n'est pas à moi, d'essayer de traiter cette grande question: la bataille de Waterloo a-t-elle affermi ou ébranlé tous les trônes; a-t-elle assuré la tranquilité de l'Europe, ou en a-t-elle sapé toutes les bases? L'avenir y répondra.

Le public trouvera dans cet ouvrage un récit simple mais fidèle; les militaires, les renseignemens indispensables pour apprécier les fautes qui ont été commises et les talens qui ont été déployés; les Français, une nouvelle preuve que malgré leurs malheurs, leur réputation guerrière n'a pas été ternie dans les champs de Waterloo.

Peut-être les ministres des puissances ennemies de la France, frémiront-ils en voyant le danger qu'ils ont couru; et combien leurs plans, leurs projets, ont été près d'échouer. Tout a dépendu du sort d'une bataille; et quel général peut être

sûr du succès? César, après vingt années de victoires est, à Munda comme à son premier combat, forcé de courir toutes les chances de la fortune.

Le hazard exerce bien moins d'influence sur les opérations qui précédent et conduisent à une bataille; c'est par elles qu'un général établit toute sa supériorité. Aussi, dans cette funeste campagne, voit-on Napoléon, quoiqu'avec une armée d'une infériorité effrayante, rencontrer ses ennemis presque à forces égales, sur tous les champs de bataille. Son habilité seule rétablit partout l'équilibre: l'ennemi surpris dans ses cantonnemens, avec ses troupes disséminées à vingt lieues à la ronde, est forcé de se battre isolément, et réduit enfin à recevoir le dernier combat dans une position telle, que s'il est battu, il est perdu sans ressources. La grande lutte n'est plus qu'une bataille ordinaire; c'est là que la question doit se décider.

Toutes les probabilités de la victoire sont pour les Français. Tout est bien combiné, tout paraît prévu; mais que peut le plus grand génie contre le destin? Napoléon est vaincu....

Triste exemple des vicissitudes humaines! Autant dans d'autres tems la fortune s'était plu à le favoriser, autant à présent elle semble prendre plaisir à l'accabler. Trahi par les hommes sur lesquels il était le plus en droit de compter, abandonné par ceux qu'il a comblé de bienfaits, il quitte la France. Il croit que son ennemi le plus grand doit être le plus généreux, * * * *

* * * * * * *

* * * * * * * *

* * * * * * *

* * * Ah! Napoléon, que n'as-tu trouvé la mort à Waterloo!

TABLE DES MATIÈRES.

Chap.		Page
I.	Situation des Armées des Puissances liguées contre la France	1
II.	Situation des Armées Françaises en Avril, Mai, et Juin.—Préparatifs de Défense	4
III.	L'Empereur se décide à prendre l'Offensive et à entrer en Belgique.—Ses Raisons	19
IV.	Armée Française disponible. — Passage de la Sambre	27
V.	Batailles de Ligni et des Quatre-Bras	44
VI.	Bataille de Waterloo	60
VII.	Quelques Observations sur la Bataille	95
VIII.	Suites de la Bataille.—Pertes éprouvées par l'Armée Française et par les Armées ennemies—Quartier-Général à Laon. — Ordres expédiés aux autres Armées	107
IX.	Mouvement du Corps du Maréchal Grouchy—Il se joint à l'Armée sous Laon	112
X.	Ressources militaires qui restent encore à la France après la Bataille	114
XI.	Arrivée de l'Empereur à Paris. Insurrection des Chambres; il ne lui reste plus que trois partis à prendre. Raisons qui déterminent son Choix. Il abdique	118
XII.	L'Empereur ayant abdiqué, les Armées anglo-hollandaise et prussienne s'avancent imprudemment sur Paris. Cette Manœuvre, qui eût du les perdre, leur réussit entièrement	125

APPENDIX.

No 1. Ordre du Jour et Position de l'armée Française le 14 Juin 131

Page

No. 2. Ordre de Mouvement, *idem* 137

3. Tableau faisant connaître la Composition et la Force de l'Armée Française destinée à agir en Flandres à l'Epoque du 15 Juin, 1815.

4. Tableau faisant connaître les Corps sous les Ordres directs de l'Empereur le 16 Juin, 1816. Ceux qui ont Combattu, et les Pertes qu'ils ont éprouvées.

5. Tableau faisant connaître les Corps sous les Ordres du Maréchal Ney, le 16 Juin, 1815; ceux qui ont combattu, et les Pertes qu'ils ont éprouvées.

6. Tableau faisant connaître approximativement la Force de l'Armée Anglo-hollandaise sous les Ordres du Duc de Wellington, à l'Epoque du 14 Juin, 1815.

7. Rapport du Duc de Wellington, sur la Bataille de Waterloo 147

8 Etat des Pertes de l'Armée Anglaise et Hanovrienne 160

9. Rapport des Opérations de l'Armée Prussienne. 164

10. Rapports du Prince d'Orange 179

11. Rapport du Maréchal Grouchy 187

12. Lettre du Prince Bernard de Saxe Weimar . . 192

13. Déclaration de Napoléon au Peuple Français. 197

14. *Datto* à l'Armée 198

15. Convention pour la Reddition de Paris . . . 200

16. Attestation donnée par le Capitaine Maitland au Général Gourgaud 205

17. Protestation de l'Empereur Napoléon 207

CAMPAGNE DE 1815.

CHAPITRE I.

Situation des Armées des Puissances liguées contre la France.

Dans le mois d'Avril, 1815, les armées russes étaient au-delà du Niémen: celles de la Prusse et de l'Autriche étaient en partie sur le pied de paix; la plupart des corps prussiens avaient passé l'Elbe; une partie de l'armée autrichienne était dans le royaume de Naples; les Anglais avaient la moitié de leurs forces en Amérique: ainsi l'on calculait que les armées de la Russie, de l'Autriche, de la Prusse, de l'Angleterre, ne pouvaient être complétées chacune à cent cinquante mille hommes (force que ces puissances s'étaient engagées à fournir par le traité d'Avril) et rendues sur les frontières de la France qu'à la fin du mois de Juillet. L'armée anglaise, y compris celle hanovrienne, ne pouvait former que quatre-vingt mille hommes. Le gouvernement anglais donnait des sub-

sides pour soixante-dix mille autres. Les troupes de Hollande, de Nassau, de Danemarck, les contingens des maisons de Saxe, de Hesse, de Bavière, de Bade, de Wirtemberg, servaient à compléter les unes le contingent des Anglais, les autres les armées de la Russie, de la Prusse, et de l'Autriche. L'Espagne ne faisait point partie de la ligue; elle agissait séparément: elle avait déclaré la guerre à la France, mais sa situation intérieure était telle qu'on avait peu à craindre des mauvaises dispositions de sa cour. Le Portugal quoiqu'en guerre avec la France, ne voulut fournir aucun contingent à la coalition; et la Suède ayant obtenu ce qu'elle désirait, la Norvège, ne fournit aucune troupe.

Dès le mois de Mai les forces alliées se mirent en marche pour se rapprocher des frontières françaises: pendant ce tems les armées anglaise et prussienne qui étaient restées dans la Belgique, furent dans de perpétuelles alarmes. Elles craignaient à chaque instant d'être attaquées, et elles n'étaient pas en mesure de se maintenir dans ce pays. Wellington, de Vienne, et Blucher, de Berlin, accoururent en toute hâte à Bruxelles. Anvers et Ostende furent pendant tout le mois de Mai encombrées de troupes venant d'Angleterre; et

au commencement de Juin le Duc de Wellington avait sous ses ordres plus de cent mille hommes, en comptant les troupes de Belgique, de Hollande, de Nassau, et de Brunswick. Blucher à la même époque en avait cent vingt mille, y compris les troupes des maisons de Saxe. Les quatre-vingt mille hommes qui manquaient pour compléter les deux contingens étaient attendus pour le mois de Juillet. L'armée autrichienne avait une quarantaine de mille hommes le long du Rhin, et en avant des lignes de la Keich; c'étaient pour la plupart des troupes de la confédération. Les troupes autrichiennes étaient en marche pour arriver sur le Rhin, et pour pénétrer en France par le Mont Cénis et le Simplon. Celles de Russie étaient encore loin des frontières françaises. Ainsi dans le courant de Juillet, la France devait être attaquée par six cents mille ennemis; mais au commencement de Juin, il n'y avait que les armées des generaux Blucher et Wellington qui fussent en mesure de se battre. Après en avoir ôté ce qu'elles étaient obligées de laisser dans les places fortes, elles présentaient une force disponible de deux cents mille hommes réunis sur les frontières.

CHAPITRE II.

Situation des Armées Françaises en Avril, Mai, et Juin.—Préparatifs de Défense.

L'Empereur Napoleon était arrivé à Paris le 20 Mars. La ville de Marseilles n'arbora le drapeau tricolore que le 12 Avril; et le Duc d'Angoulême ne s'embarqua que le 16 du même mois: ce ne fut donc réellement que vers les premiers jours de Mai, que la France fut pacifiée et tout-à-fait soumise au gouvernement impérial. La France comptait cent cinq régimens d'infanterie, dont trois étaient aux colonies: quelques-uns avaient trois bataillons organisés, mais en général, ils n'en avaient que deux. L'un portant l'autre, l'effectif de chaque régiment montait à neuf cents hommes; sur ce nombre, environ six cents étaient présens sous les armes, et pouvaient entrer en campagne. Toute l'infanterie présentait donc quatre-vingt mille hommes disponibles. Les troupes du génie, formées en trois beaux régimens, étaient de cinq à six mille hommes. L'artillerie avait huit régimens à pied et quatre à cheval: les premiers

étaient d'environ quinze cents hommes; les derniers avaient au plus cent canonniers montés. Les bataillons du train avaient été amalgamés; ils ne comptaient presque que des cadres, et n'avaient qu'un très-petit nombre de chevaux de trait. Le personnel de l'artillerie et du génie était cependant encore suffisant pour les plus grandes armées, et quant au matériel, quelques grandes qu'ayent été les pertes que l'on avait éprouvées par la cession des équipages d'artillerie renfermés dans les places d'Anvers, Vésel, Mayence, et Alexandrie, il était encore en suffisance, et pouvait fournir à toutes les pertes que l'on pourrait essuyer pendant plusieurs campagnes. Il se trouvait environ cent cinquante mille fusils neufs dans les magasins, indépendamment de ceux entre les mains des soldats, et de ceux fournis à la garde nationale; et il existait trois cent mille armes, tant en pièces de rechange qu'en fusils à réparer.

La cavalerie était dans le plus mauvais état: réduite à cinquante-sept régimens, (deux de carabiniers, douze de cuirassiers, trente de dragons et chasseurs, six de lanciers, et sept d'hussards), elle ne pouvait pas mettre quatorze mille hommes à cheval. Le nombre des cavaliers était beaucoup plus considérable, mais on manquait de

selles, d'équipemens, et de chevaux pour les monter. Les deux régimens de carabiniers n'avaient chacun que quatre-vingt chevaux prêts à entrer en campagne. Tous les régimens et leurs dépots formaient au plus un total de seize à dix-sept mille chevaux.

Dans tout 1814, on n'avait rien donné aux corps pour l'habillement, si ce n'est à quelques régimens privilégiés. L'armée était entièrement nue. Les manufactures de draps pour la troupe étaient même désorganisées. Il n'y avait pas une aune de drap en magasin.

Ainsi, l'état militaire de la France avait été tellement réduit, que cette puissance pouvait à peine, dans le courant d'Avril, assembler une armée de cent mille hommes, force à peu-près suffisante pour pouvoir fournir des garnisons à nos places fortes. Il ne restait rien de disponible pour former une armée mobile.

L'Empereur rendit à tous les régimens les anciens numeros, qu'ils avaient illustrés dans tant de batailles. Dans chaque régiment les troisième, quatrième, et cinquième bataillons furent récrées; ce qui donna de l'emploi à tous les officiers à demi-solde. On appela sous les drapeaux tous les hommes en congé, tous les anciens

militaires, et la conscription de 1815. On leva deux cents bataillons de chasseurs et de grenadiers de garde nationale; ce qui présenta une force de cent-vingt mille hommes. Tous ces bataillons, dès le lendemain de leur formation, sans être ni habillés ni armés, partaient pour les diverses places où ils devaient être en garnison; et là, ils recevaient des armes, et l'on y terminait leur organisation. Des mesures étaient prises pour leur habillement; mais cette opération ne pouvait être entièrement achevée que dans le courant de Juillet et d'Août. Toutes les places fortes et les côtes furent réarmées avec la plus grande promptitude. Six mille canonniers gardes-côtes furent organisés. La création de vingt régimens d'infanterie de marine, chacun de deux bataillons, et composés de tous les matelots qui avaient servi sur les escadres, fut ordonnée. Ils furent formés par le département de la marine; leurs officiers étaient des enseignes, des lieutenans, et des capitaines de vaisseau. Ces régimens se réunissaient à Cherbourg, Brest, Rochefort et Toulon; ils étaient destinés à garder nos côtes, nos ports, nos établissemens; et l'on comptait sur la moitié ou les deux-tiers de ces régimens pour en renforcer l'armée active dans le courant

d'Août. On forma une vingtaine de bataillons d'officiers et de soldats en retraite, qu'on réunit dans les places fortes pour diriger les gardes nationales, surveiller le service, et encourager les habitans. On en plaça à Marseilles, à Bordeaux, et dans plusieurs autres grandes villes, où l'on les jugeait utiles pour électriser l'esprit public. Tous les dépots des régimens furent dirigés vers l'intérieur, sur Paris et Lyon.

La réorganisation de la cavalerie présentait beaucoup d'obstacles. On contracta des marchés de chevaux; on en leva par département, et l'on adopta l'excellente mesure de prendre douze mille chevaux de gendarmerie, en en payant le prix, comptant aux gendarmes, qui en quinze jours se remontèrent eux-mêmes. Par là, l'armée se trouva recevoir un grand nombre de chevaux tout dressés.

L'infanterie de la garde impériale fut doublée, et sa cavalerie triplée. Son artillerie, qui avait été licentiée, fut réorganisée et composée de cent-vingt bouches-à-feu attelées. Les équipages de pont, ceux du génie, et ceux de l'administration, furent formés. On ne peut reprocher ni à l'Empereur, ni au ministère, ni à la nation, aucun retard; tout se fit comme par enchantement; et au commencement de Juin,

toute l'armée de ligne était rendue disponible pour l'offensive; tous nos grands établissemens, toutes nos places fortes se trouvant gardées par de nombreux bataillons de garde nationale d'élite soldée. A cette époque, on avait près de deux cent cinquante mille hommes d'infanterie, mais dont cent-vingt mille seulement étaient habillés, équipés, et disponibles: les autres ne pouvaient l'être que dans le courant de Juin, Juillet, et Août: cinquante mille cavaliers montés, dont trente mille prêts à entrer en campagne; les autres le deviendraient successivement dans le courant des mêmes mois; l'artillerie avait déjà six à sept cents bouches-à-feu attelées, ainsi que leur double approvisionnement: elles étaient servies par de bons canonniers, indépendamment des compagnies d'artillerie de ligne réparties dans toutes nos places pour leur défense. Tout cet ensemble formait une armée de plus de trois cent cinquante mille hommes effectifs, dont cent quatre-vingt mille prêts à faire la guerre, et de cent cinquante mille dans les places. Enfin toutes les mesures étaient prises pour une nouvelle levée, et l'armement de trois cent mille hommes. La proposition devait en être faite aux Chambres à la fin de Juin. Ils devien-

draient disponibles successivement en Août et Septembre.*

Un grand nombre d'ateliers d'armes établis dans Paris, fabriquaient quinze cents fusils par jour; et avant le 1r. Juillet ils en devaient fournir de trois à quatre mille. Il avait fallu quelque tems pour dresser les ébénistes du faubourg St. Antoine au montage des fusils, et les rendre propres à ce nouveau travail. Le nombre d'armes fournies par ces ateliers se composait de fusils entièrement neufs, de vieux fusils réparés, et de fusils fabriqués avec des pièces de rechange. Toutes les manufactures d'armes de l'empire avaient doublé leurs produits. On avait autorisé la réception des fusils modèle mixte. Des platines beaucoup plus simples que celles ordinaires avaient été inventées; tous les ouvriers en cuivre, tels que les garçons horlogers, ciseleurs, &c. les faisaient aussi bien que les meilleurs platineurs. En outre de ce genre de fabrication, les ateliers de platines à l'étampe avaient été rétablis. Tous ces moyens réunis ne laissaient aucune inquiétude sur cet objet important.

* POUR EN 11 IN.

Infanterie.—250,000 dont 120,000 en état d'agir.
Cavalerie. — 50,000 *id.* —30,000 *idem.*
Artillerie. —— 6 à 700 bouches-à-feu.

La défense de toutes les places une fois assurée, Paris et Lyon furent choisis comme grands centres de résistance. On réunit à Paris quatre cents pièces de canon de campagne, et trois cents de gros calibre; et à Lyon, un équipage de cent bouches-à-feu de gros calibre, et de cent d'artillerie de campagne. Deux immenses dépots de munitions de toutes espèces furent formés dans ces deux villes. Un grand nombre d'officiers d'artillerie de terre et de mer, plusieurs bataillons de ces deux armes, y furent exclusivement attachés. On y créa en outre plusieurs compagnies de canonniers volontaires.

Paris avait pour sa défense douze légions de garde nationale, formant trente mille hommes sous les armes, parfaitement armés; et quinze mille fédérés, qui portaient la dénomination de tirailleurs de la garde nationale. Ces derniers étaient des ouvriers qui pour la plupart avaient servi dans les armées. Leurs cadres étaient composés d'officiers et de sous-officiers de la ligne; et pour la défense de la ville, ces tirailleurs valaient autant que des troupes de ligne.

La défense de Lyon, quant au personnel, reposait sur sa garde nationale, qui avait été complétée à dix mille hommes; et l'on avait ordonné la formation de plu-

sieurs bataillons de tirailleurs à l'instar de ceux de Paris.

Un système de fortification fut arrêté pour l'une et l'autre de ces grandes cités. On y travailla avec la plus grande activité. A Paris, on commença par fortifier les hauteurs de Montmartre, et tout le terrein depuis la butte Chaumont, le cimetière du père Lachaise, jusqu'auprès de la barrière du Trône. Toutes ces hauteurs furent occupées par un système continu d'ouvrages, tracé par le général du génie Haxo. Le village de St. Denis fut lui-même fortifié et environné d'inondations. On termina le canal déjà aux deux-tiers achevé, qui fait communiquer les eaux de celui de l'Ourcq avec celles de la Seine à St. Denis. Des demi-lunes furent établies sur les chaussées pour couvrir les ponts du canal qu'elles traversent. Les terres du déblai du canal de St. Denis étaient jetées sur ses deux rives, de manière à former sur la rive gauche un rempart, et sur la rive droite une espèce de chemin couvert. Sur la chaussée qui de la barrière du Trône va à Vincennes, on pratiqua une sorte de double caponnière jusqu'à mi-portée de canon du château; ce qui flanquait parfaitement à gauche les ouvrages du cimetière Lachaise, et à droite

ceux que l'on avait élevés dans le parc de Bercy. Ce travail fut très-facile, car cette chaussée est très-élevée, domine bien les environs, et est soutenue par deux bons murs en maçonnerie. A l'extrémité de cette double caponnière, une forte redoute fut élevée; elle croisait son feu avec celui de Vincennes, et même était flanquée par ce dernier. Tous ces ouvrages étaient terminés, palissadés et armés dans les premiers jours de Juin.

Sur la rive gauche de la Seine, les ouvrages étaient tracés; et à cette époque des ateliers assez nombreux d'ouvriers travaillaient à les élever. La partie de l'enceinte, sur cette rive, n'est que le tiers de celle sur la rive droite, et avant le 15 Juillet les ouvrages de la rive gauche devaient être terminés. Cela aurait formé l'enceinte de Paris. Elle appuyait, sur la rive droite, sa droite et sa gauche à la Seine, à St. Denis, et en arrière de Vincennes; sur la rive gauche, elle appuyait également sa droite et sa gauche au fleuve, l'une près de Bicêtre, l'autre en avant de la barrière de Grenelle. La ligne de défense suivait ensuite la rive droite de la Seine, vis-à-vis Sèvres, St. Cloud, Neuilly, et rejoignait St. Denis. Des instructions avaient été données pour l'établissement

d'une seconde ligne, qui s'appuyerait sur la rive droite, à la Seine, à la hauteur de la barrière de Grenelle, comprendrait les hauteurs de l'Etoile, et viendrait appuyer sa droite à Montmartre, qui déjà se trouvait en seconde ligne. Des ouvrages fermés à la gorge devaient être élevés en arrière de ceux de la butte Chaumont, et de ceux du cimetière Lachaise, pour servir de réduits aux troupes lorsqu'elles auraient été forcées dans les premiers retranchemens; ils assureraient en outre, aux assiégés, la possession des dernières sommités de ces hauteurs. On calculait que ces derniers travaux seraient terminés avant le 1^r^. Août.

Le parc d'artillerie destiné au service de la rive droite avait été réuni à Vincennes; et celui pour la rive gauche était aux Invalides. Les calibres des bouches-à-feu furent divisés de manière que la rive droite eût ceux de 6, 12, et 24; et la rive gauche ceux de 4, 8, 16, et 24. Les ouvrages avaient été disposés de façon que partout l'artillerie de campagne pût s'y mettre en batterie. Cent cinquante bouches-à-feu attelées étaient organisées et destinées à se porter sur le point qui serait menacé. Les fortifications de Soissons, Laon, et Château-Thierry avaient été réta-

blies, comme faisant partie du grand système de défense de la capitale.

A Lyon, on avait établi une tête-de-pont aux broteaux, un pont-levis au pont de la Guillotière, et rétabli l'enceinte entre le Rhône et la Saone, ainsi que celle sur la rive droite de la Saone, par les hauteurs de Pierre-en-cise. La partie comprise entre la Saone et le Rhône, qui est considérée comme le vrai point d'attaque, avait été rendue plus forte en occupant les hauteurs par plusieurs bons ouvrages de campagne. Ces ouvrages terminés, on avait résolu d'occuper, aussi longtems que possible, le faubourg de la Guillotière, en le couvrant par un système de redoutes auquel se prêtait favorablement le terrein. Vers le 15 Juillet, tous ces travaux devaient être entièrement achevés et armés.

Dans les premiers jours de Juin, toutes les troupes de l'empire furent formées en sept corps d'armée, quatre corps d'observation, et une armée dite de la Vendée.

Le premier corps d'armée était à Lille, composé de seize régimens d'infanterie et de trois de cavalerie, ce qui faisait quatre divisions d'infanterie et une de cavalerie; en tout, dix huit mille fantassins et quinze cents cavaliers. Le Général d'Erlong le commandait. Le deuxième corps, com-

posé d'une manière semblable, et d'une force à-peu-près égale au premier, occupait Valenciennes, sous les ordres du Général Reille. Le troisième, commandé par le Général Vandamme, était à Mésières ; il n'avait que trois divisions d'infanterie et une de cavalerie. Le quatrième corps, sous les ordres du Général Gérard, était à Metz, et garnissait la Moselle : il avait la même composition que le troisième, mais un régiment de moins ; et ceux qui le composaient étaient faibles. Le cinquième corps, qui avait le Général Rapp pour chef, était en Alsace : il avait trois divisions d'infanterie et une de cavalerie. Le sixième corps, commandé par le Général de Lobau, était composé de neuf régimens d'infanterie et de trois régimens de cavalerie : il occupait Laon. Les quatrièmes régimens de chaque division avaient été retenus dans la Vendée. Le septième corps, à Chambéri, sous le commandement du Maréchal Suchet, était formé de deux divisions d'infanterie et une de cavalerie, et de deux divisions de garde nationale du Dauphiné et du Lyonnais. Le corps d'observation du Var, commandé par le Maréchal Brune, avait trois régimens d'infanterie et un de cavalerie. Le Général Lecourbe commandait à Béfort un corps

d'observation de trois régimens d'infanterie, et trois de cavalerie ; il était soutenu par un grand nombre de bataillons de garde nationale soldée de la Franche-Comté : il devait surveiller Basle, Huningue, et défendre le Jura. Deux corps d'observation, l'un à Bordeaux, sous le Général Clausel, l'autre à Toulouse, sous le Général Decaen, avaient trois régimens d'infanterie, et un de cavalerie dans chacune de ces villes, ils étaient renforcés par toutes les levées de garde nationale soldée du Languedoc ; mais on fut obligé de détacher de chacun d'eux un régiment. Ces deux régimens furent envoyés dans la Vendée. L'armée de la Vendée, commandée par le Général Lamarque, comptait huit régimens d'infanterie de ligne, deux de jeune garde, deux de cavalerie, et dix escadrons de gendarmerie, partie à pied, partie à cheval, formant plus de trois mille gendarmes.

Dans tous les différens corps d'armée, la force moyenne de chaque régiment d'infanterie était de onze à douze cents hommes présens sous les armes ; et la force de ceux de cavalerie de quatre à cinq cents.

Sur les deux cents bataillons de garde nationale, organisée et soldée, trente étaient destinés à former une réserve d'infanterie

sur la Loire. La réserve de cavalerie était composée de quatre corps, chacun de deux divisions, chaque division ayant trois régimens; ce qui faisait par corps environ trois mille chevaux. Ils étaient cantonnés entre l'Aisne, la Meuse, et la Sambre. Le premier, commandé par le Général Pajol, était formé de cavalerie légère. Le second, sous les ordres du Général Excelmans, était composé de dragons. Les troisième et quatrième corps, commandés par les Généraux Milhaut et Kellerman, étaient en entiers de cuirassiers.

L'artillerie de chaque corps se composait d'une batterie de huit bouches-à-feu par division d'infanterie, d'une batterie à cheval de six bouches-à-feu par division de cavalerie, et d'une batterie de réserve de huit pièces de 12 par corps d'armée.

Telle était en Juin la situation militaire de la France.

CHAPITRE III.

L'Empereur se décide à prendre l'Offensive et à entrer en Belgique.—Ses raisons.

Les militaires manifestaient diverses opinions au sujet du plan d'opérations à suivre. Les uns auraient voulu que dès la fin du mois d'Avril, l'Empereur fût entré en Belgique, eût attaqué, battu et dispersé l'armée Anglaise, et eut armé la population de ce pays, sur les dispositions duquel on ne pouvait avoir de doutes. Il est de fait qu'en Avril, et dans le commencement de Mai, au lieu de deux cent vingt mille ennemis qui y étaient en Juin, la France n'en aurait à combattre que cent vingt mille; et cela pendant que l'attaque imprudente que le Roi de Naples venait de faire contre les troupes autrichiennes attirait sur l'Italie toute l'attention de l'Autriche. Ce projet certainement eût été le meilleur de tous s'il eût été possible; mais avant de commencer les hostilités, il fallait armer et approvisionner les places fortes, lever les bataillons de garde nationale pour en former les garnisons, et rendre disponibles les troupes de ligne pour en composer l'ar-

mée. Quelque activité que l'on ait mise pour remplir ce double objet, les résultats n'ont pu en être obtenus que vers le 1r. Juin. D'ailleurs, jusques dans les premiers jours de Mai, on avait conservé l'espérance de maintenir la paix, et l'opinion publique aurait désaprouvé que l'on eût commencé la guerre avant d'avoir épuisé toutes les chances de conserver la paix.*

D'autres militaires auraient voulu au contraire qu'on ne prît l'offensive nulle part; que toutes les places fussent bien armées et approvisionnées pour six mois; que de nombreux bataillons de garde nationale y fussent placés en garnison; enfin, que toutes les troupes de ligne formées en corps d'armée, comme elles l'étaient en Juin, eussent l'ordre de se retirer lente-

* Quand on fait attention à la conduite du Roi de Naples dans les années 1814 et 1815, on ne peut s'empêcher de convenir que ce malheureux prince, est celui qui, par sa mauvaise politique, a le plus contribué à renverser deux fois Napoléon. Si en 1814 il n'eût pas abandonné la cause de la France pour celle de l'Autriche, la France n'eût pas été envahie; et si en 1815, il n'eût pas déclaré la guerre à l'Autriche, la France n'aurait probablement pas subi une seconde fois le joug de l'étranger. L'Empereur d'Autriche voyant son gendre assis de nouveau sur le trône de France, paraissait disposé à négocier avec lui; lorsque l'attaque de Murat lui faisant croire qu'elle était le résultat d'un plan concerté avec Napoléon, il rompit toute négociation, en disant: *Comment puis-je traiter avec Napoléon, quand il me fait attaquer par Murat?*

ment devant l'ennemi, pour venir se concentrer sous Paris et sous Lyon, où d'immenses magasins de toutes espèces avaient été préparés. Ceux-ci disaient : " Les premier, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième corps d'armée et la garde impériale se réuniront devant la capitale ; et en supposant que les alliés commencent les hostilités au 15 Juillet, ils ne pourront arriver dans le rayon de Paris avant le 15 Août. Nos corps d'armée auront donc deux mois de plus pour s'augmenter ; les dépots leur fourniront des renforts considérables ; la guerre de la Vendée sera entièrement terminée ; et au lieu de cent vingt mille hommes que ces corps peuvent présenter de disponibles au 15 Juin, ils en auront deux cent mille au 15 Août. Tous les dépots réunis autour de Paris et de Lyon fourniront toutes les semaines de nouvelles ressources ; l'ennemi s'approchant, les circonstances deviendront telles que tout sera légitime, et les moyens d'organisation et d'équipement deviendront nombreux. " D'un autre côté, les fortifications de Paris seront entièrement terminées, et l'on aura non-seulement achevé les ouvrages sur la rive gauche, mais aussi établi le second système de défense, qui permettrait de négocier et de sauver la ville

quand le premier aurait été forcé. On aura également eu le tems de fortifier tous les points importans des environs de la capitale, tels que des positions à Nogent, à Montereau, à Meaux, et de préparer tout ce qui peut favoriser la célérité des mouvemens de nos corps sur les rives de la Marne et de la Seine. La présence de l'Empereur à Paris, pendant deux mois, avec une grande partie de l'armée, donnera le tems et le pouvoir non-seulement d'accroître les moyens matériels de défense, mais encore de changer l'organisation de la garde nationale. Trente mille gardes nationaux sont inutiles pour la garde proprement dite de la capitale, et employent des fusils qui pourraient être utiles ailleurs. On aura donc le loisir de bien organiser la garde nationale, de la réduire à cinq ou six mille hommes, tous pères de famille ou vieillards, ce qui suffirait pour la police, et d'employer tout le reste dans des bataillons dont les cadres seraient formés d'officiers de la ligne." Ces militaires ajoutaient: "Dans un mois on a organisé quatorze à quinze mille fédérés de bonne volonté, lorsque le danger était encore éloigné, et quand on était tenu à de grands ménagemens; dans les deux mois qui suivront, l'approche du danger

donnant un mouvement convenable à l'esprit public, on pourra porter ce nombre à quarante mille. Les officiers pour les cadres ne manquent pas, ainsi on pourra avoir avant le mois d'Août soixante mille hommes conduits par des officiers ayant fait la guerre, pour couvrir toute l'enceinte de la ville: l'on rendra disponible, par ce moyen, une armée de deux cent mille hommes avec une nombreuse artillerie. Elle pourra alors manœuvrer tout autour de la capitale, couverte par ses fortifications, et défendue par une garnison considérable. Dans une pareille situation, il serait impossible à l'ennemi, avec quatre ou cinq cent mille hommes, de bloquer un semblable système sans s'exposer à une perte certaine: dès-lors les communications avec la France seraient toujours libres. D'un autre côté, le même système serait suivi pour Lyon; le septième corps, (Suchet), et celui d'observation de Béfort, (Lecourbe), s'y centraliseraient, ainsi que toutes les gardes nationales du Dauphiné, de la Franche-Comté et du Lyonnais. On y réunirait cinquante mille hommes de toutes troupes, qui tiendraient tête à toute l'armée autrichienne. L'ennemi s'avançant sur ces deux grands centres de résistance, Paris et Lyon, serait obligé de laisser non-

seulement des corps pour masquer toutes nos places, Dunkerque, Lille, Arras, Condé, Bouchain, Lequesnoy, Landrecies, Valenciennes, Maubeuge, Avesnes, Philippeville, Givet, Rocroy, Mésières, Sédan, Mont-Médi, Verdun, Thionville, Longwi, Sarre-Louis, Metz, Sarguemines, Bitch, Landau, Hagueneau, Phalsbourg, Strasbourg, Schetestadt, Brisack, Huningue, Béfort, Bésançon, Auxonne, Joux, Mont-Meillau, Grénoble, Mont-Dauphin, Embrun, Briançon, Sistéron, Antibes, Toulon, &c. mais encore de tenir un grand nombre de corps détachés pour les opposer à nos corps de partisans, empêcher les hostilités de nos paysans, et assurer les communications : ainsi, les six cent mille hommes des armées alliées seraient insuffisans. Dans cette position, tout ce que le caractère français a de grand et de généreux s'exalterait, et il ne serait question dans toute la France que de vaincre ou mourir. Lorsque de pareils sentimens animent une population de vingt-huit millions d'ames, elle devient invincible ; les rois de l'Europe devraient nécessairement le sentir, et la paix en serait probablement le résultat."

Le troisième projet était de prévenir l'ennemi ; on savait, jour par jour, où se

trouvaient les armées russes et autrichiennes, et l'époque de l'arrivée de l'armée anglaise d'Amérique. Ces armées ne pouvaient être prêtes à agir simultanément qu'en Juillet : on proposait de réunir au 15 Juin le plus de troupes qu'il serait possible, et l'on calculait pouvoir en réunir de cent trente à cent quarante mille hommes sur la frontière du nord ; d'attaquer aussitôt, de disperser les Anglais ; et de chasser les Prussiens au delà du Rhin. Cela obtenu, tout était terminé ; une révolution dans le ministère aurait lieu à Londres ; la Belgique se leverait en masse, et toutes les troupes belges passeraient sous leur ancien étendart : toutes les troupes de la rive gauche du Rhin, celles de Saxe, de Bavière, de Wirtemberg, &c., fatiguées du joug de plomb de la Prusse et de l'Autriche, se tourneraient du côté de la France. Pendant ces grands mouvemens, tout ce qui s'équipait dans les dépots, tous les bataillons de garde nationale soldée, qui étaient dans nos places, deviendraient disponibles, et l'armée de France se présenterait sur le Rhin, égale en force à celles d'Autriche et de Russie. On s'assurerait ainsi de la Belgique et de la barrière du Rhin ; et l'on pourrait alors espérer d'obtenir, par une paix solide, ces limites na-

turelles de la France, que l'Empereur n'avait jamais voulu céder.

L'Empereur adopta les deux derniers projets, comme étant l'un la suite de l'autre. D'un côté, il fit tous les préparatifs à Paris et à Lyon pour en faire deux grands centres de résistance; et de l'autre, il réunit toutes les troupes disponibles en Flandres pour y prendre l'offensive. Dans le cas où cette offensive n'aurait pas le succès qu'on en pouvait espérer, tout était preparé pour se replier sur Paris et sur Lyon, et éxécuter le second projet. *Il répugnait à l'Empereur d'abandonner, dès le commencement de la campagne, sans défense, aux ravages de l'ennemi, les provinces les plus dévouées à la cause nationale, l'Alsace, la Lorraine, la Bourgogne, la Franche-Comté, les départemens de la Meuse, le Dauphiné, la Picardie, et tous les environs de Paris.* Sans doute qu'en revenant au second projet, après avoir échoué en prenant l'offensive, on y revenait avec quelque désavantage; mais ce désavantage ne pouvait être mis en balance avec l'espoir de dissoudre la coalition par un coup de tonnerre, en détruisant l'armée anglaise, et en établissant une guerre réglée sur nos frontières.

Les évenemens ont déjoué tous ces calculs, mais le plan choisi était tellement

dans toutes les règles militaires, que malgré sa non-réussite, tout homme de sens conviendra qu'en pareille situation, c'est encore celui qu'il faudrait suivre.

CHAPITRE IV.

Armée Française disponible.—Passage de la Sambre.

Le plan de campagne fut arrêté par Napoléon dans les premiers jours de Mai. Il se décida, dès ce moment, à prendre l'offensive au 15 Juin, et à passer la Sambre à Charleroi. Il ne pouvait disposer pour cette opération que des premier, deuxième, troisième, quatrième, sixième corps d'armée, de la garde impériale, et des réserves de cavalerie.*

* ARMÉE FRANÇAISE DISPONIBLE.

Premier Corps		18,120 hommes	46 bouches-à-feu.
Second		23,420	46
Troisième		15,260	38
Quatrième		14,260	38
Sixième		11,260	38
Garde	Infanterie	12,940	72
	Cavalerie	4,480	24
Réserve Cavalerie		11,260	48
Sapeurs, Ponts, &c.		3,700	
Total Général		115,000 hommes.	350 bouches-à-feu.

Le cinquième corps était indispensable en Alsace pour contenir les troupes ennemies qui étaient sur la rive gauche du Rhin et sur la Sarre. Le corps d'observation de Béfort, ainsi qu'on l'a vu plus haut, servait de noyau à un grand nombre de bataillons de garde nationale d'élite; et en l'appelant à l'armée du nord, on eût annullé une vingtaine de ces bataillons qui, soutenus par lui pouvaient rendre de grands services. D'ailleurs, les trois régimens d'infanterie de ce corps formaient à peine deux mille hommes, et d'après le plan général, il était destiné à se replier sur Lyon. Le septième corps, qui couvrait Lyon, et donnait de la consistance à toutes les gardes nationales du dauphiné et du Lyonnais, n'ayant que huit régimens, ne pouvait être affaibli. Le corps d'observation du Var était absolument nécessaire pour surveiller Marseilles, toutes les côtes de la Provence, et se centraliser à Toulon, un des points les plus importans de l'empire. Les deux corps d'observation de Bordeaux, de Toulouse, étaient très-faibles, mais ils donnaient de la valeur à de corps nombreux de garde nationale, et maintenaient la tranquillité dans ces deux grandes villes.

L'on voit donc qu'en laissant un rideau

devant toutes nos frontières, on ne pouvait rassembler dans le nord que les cinq corps sus-mentionnés. Ces cinq corps d'armée, avec la garde impériale, et les réserves de cavalerie, au lieu de cent trente mille hommes sur lesquels on comptait en Mai, n'en présentaient plus que cent quinze mille en Juin. (*V. Appendix.*) La guerre de la Vendée, allumée le 15 Mai, avait diminué l'armée du nord d'une quinzaine de mille hommes, dont trois régimens de dragons, deux de la jeune garde, et un bon nombre de détachemens, et de troisièmes bataillons: ils avaient été arrêtés à leur passage sur la Loire pour cette armée de la Vendée.

Le quatrième corps, commandé par le Général Gérard, se mit en marche de Metz le 6 Juin, et se dirigea sur la Meuse et Philippeville, où il arriva le 14. Le Général Belliard prit à Metz le commandement de toute la Mozelle, et masqua le mouvement du quatrième corps, en occupant tous les débouchés de la Sarre par des détachemens des garnisons de Metz, Longwi, &c. et en plaçant sur l'extrême frontière tous les corps francs qui avaient été levés dans ces pays; ensorte que l'ennemi, au moment où le quatrième corps quittait la Sarre, voyant se renforcer tous les postes sur cette rivière, se crut menacé de ce côté. La garde impériale

partit de Paris le 8, le lendemain de l'ouverture des deux Chambres, et se dirigea à marches forcées sur Avesnes. Tous les corps de l'armée du Nord étaient en marche, et partout leur mouvement était masqué, comme celui du quatrième corps, par de nombreux détachemens des garnisons de toutes les places sur la ligne de Dunkerque à Maubeuge.

L'Empereur partit de Paris le 12 au matin, déjeuna à Soissons, visita cette place et sa garnison, et fut coucher à Laon, où il donna les derniers ordres pour la mise en état de défense de ce point important. Le 13 il arriva à Avesnes, en examina les fortifications, et eut une conférence avec les maréchaux et commandans des corps.* L'armée marcha toute la journée du 14, et le soir elle campa sur trois directions. La gauche, composée des deuxième et premier corps qui avaient fait leur mouvement en suivant la Sambre qui les couvrait, était bivouaquée, le deuxième corps en tête, à Laire, le premier à Solre-sur-Sambre. Tous les passages et les ponts sur cette rivière étaient soigneusement gardés, et les corps avaient établi leurs bivouacs en arrière des bois et des accidens de terrein

* Voyez Appendix, Ordre du Jour.

qui les dérobaient aux regards des vedettes ennemies. Au centre, à Beaumont, était le quartier-général, avec la garde, les troisième et sixième corps, les réserves de cavalerie, et les équipages de pont. La droite, formée par le quatrième corps, et une division de cuirassiers (Delort) était en avant de Philippe-ville. Les rapports et appels du soir présentaient le résultat suivant.

		Infanterie.	Cavalerie.	Bouches-à-feu.
GAUCHE 38,500 hommes.	1er. Corps,	16,000.	1,500.	46.
	2e. Corps,	19,500.	1,500.	46.
CENTRE 51,500.	3e.	13,000.	1,500.	38.
	6e.	9,000.	1,500.	38.
	Garde Imp.	14,000.	4,000.	96.
	Réserve de Cavl. 1er. Corps,		2,500.	12.
	Réserve de Cavl. 2e.		2,500.	12.
	Réserve de Cavl. 3e.		2,500.	12.
	Réserve de Cavl. 4e.		1,300.	6.
DROITE 14,750.	4e. Corps,	12,000.	1,500.	38.
	Divis. de Cuirass.		1,200.	6.
	TOTAL.....	83,500.	21,500.	350.

Ce qui, avec les troupes d'artillerie et des équipages, formait un total de cent quinze mille hommes, dont vingt-quatre mille de cavalerie.

Les armées alliées restaient dans une grande sécurité dans leurs cantonnemens. L'armée prussienne, commandée par le Maréchal Blucher, était forte de cent vingt mille hommes, dont dix-huit mille de cavalerie: elle avait trois cents bouches-à-feu, et était

divisée en quatre corps, chacun de trente mille hommes.* Le premier, commandé par le Général Ziéthen, appuyait sa droite aux cantonnements des Anglais, bordait la Sambre aux environs de Charleroi, et avait Fleurus pour point de concentration. Le deuxième, commandé par le Général Borstell, était cantonné sur la frontière, aux environs de Namur, qui était son point de centralisation. Le troisième, commandé par le Général Thielman, bordait la Meuse aux environs de Dinant, et devait se concentrer à Ciney. Enfin, le quatrième corps, sous les ordres du Général Bulow, était cantonné en arrière des trois autres : il avait son quartier-général à Liége, mais devait se réunir sur Hannut. Il fallait plus d'une demi journée pour la seule réunion de chaque corps autour des quatre points désignés ; et pour se porter sur le point d'attaque, le deuxième corps, de Namur, avait huit lieues à faire ; le troisième, de Ciney, quatorze lieues ; et le quatrième, de Hannut, quinze lieues. Le quartier-général de Blucher était à Namur, éloigné de seize lieues de celui

* ARMÉE PRUSSIENNE.

Infanterie	102,000
Cavalerie	18,000
Total	120,000

du Duc de Wellington, qui était à Bruxelles.

L'armée anglo-hollandaise,* sous les ordres du Duc de Wellington, formée d'Anglais, d'Hanovriens, d'Allemands, de Belges, de Brunswickois, d'Hollandais, était de plus de cent mille hommes, dont près de seize mille de cavalerie. Le train d'artillerie de ces diverses troupes formait un total de deux cent cinquante-huit bouches-à-feu. Cette armée, composée de dix divisions d'infanterie, (formant vingt-cinq brigades, dont dix de troupes anglaises, cinq hanovriennes, deux de légion allemande, cinq hollandaises, une de Nassau, deux de Brunswickois,) et de onze brigades de cavalerie, dont sept anglaises et de légion allemande, une hanovrienne, deux hollandaises, une Brunswickoise, fut divisée en deux grands corps d'infanterie et un de cavalerie. Le premier, sous les ordres du Prince d'Orange, dont le quartier-général était à Braine-le-Comte, était composé de deux divisions anglaises, deux divisions ,et une brigade hollandaises, et de cinq bataillons de Nassau, qui complettaient la troisième division. Le

* ARMEE ANGLO-HOLLANDAISE. (*Voyez Appendix.*)

Infanterie . . .	79,100 hommes.
Cavalerie	15,600
Artillerie, Génie, &c.	7,500
Total	102,500 hommes et 259 canons.

deuxième corps, sous les ordres du General Hill, qui avait son quartier-général à Grammont, était formé de quatre divisions anglaises et d'une division de Brunswickois. La cavalerie était sous les ordres de Lord Uxbridge.

Les points de réunion des corps de cette armée étaient Ath, Enghein, Braine-le-Comte, Nivelles, Hall, Bruxelles, &c., il fallait au moins deux jours pour qu'elle fût toute réunie sur Charleroi ou Fleurus.

Dans la nuit du 14 au 15, des espions, de retour au quartier-général, annoncèrent que tout était tranquille à Namur, à Bruxelles, et même à Charleroi ; ce qui fit concevoir l'espoir de séparer les deux armées ennemies, et de les combattre l'une après l'autre. C'était déjà un succès obtenu que les mouvemens de l'armée française, depuis deux jours, eussent été dérobés à l'ennemi, et que celui-ci fut encore dans ses cantonnemens. Bientôt on eut la certitude que les hussards des avant-postes n'avaient aucune idée de ce qui se passait. Cependant le Général Bourmont, chef d'état-major du quatrième corps, était passé à l'ennemi dans la journée du 14, avec le colonel du génie Clouet, et un officier d'état-major. Ils auraient donc pu être arrivés à Namur ; mais il est vrai qu'eux-mêmes venant de Metz avec le quatrième corps, ignoraient les intentions et

les mouvemens des autres corps français.* On calculait qu'à la pointe du jour du 15, les premiers coups de fusil seraient tirés sur les avant-postes prussiens : le quartier-général prussien serait donc prévenu à 10 heures du mouvement de l'armée française, tandis que celui de l'armée anglaise ne le serait que vers la fin de la journée. L'armée prussienne, prévenue 8 ou 10 heures avant l'armée anglaise, serait donc la première réunie. On concevait même l'espérance de pouvoir l'attaquer avant que ses quatre corps se fussent joints, ou de l'obliger de prendre une position en arrière, dans la direction de Liege et du Rhin, qui était sa ligne d'opérations ; et la séparant ainsi de l'armée anglaise, donner lieu à d'autres combinaisons.

Dans ces calculs le caractère des généraux en chefs devait entrer pour beaucoup : les habitudes de hussard du Maréchal Blucher, son activité, et son caractère dé-

* Le 15, lorsque le Maréchal Ney joignit l'Empereur, S. M. lui dit : " Eh bien, Monsieur le Maréchal, *Votre protégé Bourmont, dont vous me répondiez tant, que je n'ai placé qu'à votre sollicitation, a passé à l'ennemi.*" Le Maréchal confus, cherchait à s'excuser, en disant que M. Bourmont lui avait paru si dévoué à sa Majesté, qu'il en aurait répondu comme de lui-même ; mais l'Empereur l'interrompit, et lui dit : " Allez, Monsieur le Maréchal, CEUX QUI SONT BLEUS SONT BLEUS ; CEUX QUI SONT BLANCS SONT BLANCS !"

cidé, contrastaient beaucoup avec le caractère circonspect, les manières lentes et méthodiques du Duc de Wellington: aussi était-il facile de prévoir que l'armée prussienne serait la première réunie, comme aussi qu'elle montrerait plus de décision et de promptitude pour accourir au secours de son alliée. Blucher, n'eût-il eu que deux bataillons ralliés, les aurait employés au soutien de l'armée anglaise; et on devait penser que Wellington, à moins que toute son armée ne fût réunie, n'attaquerait pas les Français pour dégager Blucher. Toutes ces raisons faisaient désirer que ce fût contre l'armée prussienne que commençât l'attaque; il fallait donc qu'elle se trouva la première réunie, et c'est ce qui eut lieu.

Le 15, au point du jour, les trois colonnes françaises se mirent en marche.* L'avant garde de la gauche, formée par une division du deuxième corps, rencontra au sortir de ses bivouacs, l'avant-garde du corps prussien du Général Ziéthen; elle la culbuta, s'empara du pont de Marchiennes, et fit trois cents prisonniers; le reste des Prussiens se sauva sur Charleroi, où était le quartier-général de ce corps.

Au centre, le Général Vandamme avait ordre de partir à trois heures du matin.

* Voyez Appendix, Ordre de Mouvement.

De son camp à Charleroi, il n'y avait pas de chaussée; ses colonnes s'égarèrent dans les chemins de traverse, et ce corps au lieu d'arriver à Charleroi à neuf heures, ce qui était de la plus haute importance, n'y arriva qu'à une heure après midi. Napoléon, à la tête de sa garde, déboucha sur cette ville par une autre traverse, et y entra à onze heures. Le Général Pajol, avec sa cavalerie légère, y était entré déjà depuis une demi-heure, à la suite de l'ennemi. Cette absence pendant quatre heures du corps de Vandamme, fut un funeste contretems.

La droite, commandée par le Général Gérard, rencontra de mauvais chemins; son avant-garde surprit de bonne heure le pont du Chatelet, mais toute cette colonne ne put y arriver que dans la soirée. En sortant de Charleroi, une chaussée, dite celle de Bruxelles, se dirige sur cette ville, qui est à quatorze lieues de la première en passant par Gosselies, Frasnes, Gennape, et Waterloo. Une autre chaussée prend, à droite de la route de Bruxelles, et se dirige par Gilly, sur Namur, distant de huit lieues de Charleroi. Le corps de Ziéthen, instruit par ses hussards du mouvement de toute l'armée française, évacua, en toute hâte, Charleroi par les routes de

Bruxelles et de Namur. La partie du corps prussien qui prit la route de Bruxelles s'arrêta à Gosselies ; celle qui prit la route de Namur s'arrêta à Gilly. Le Général Pajol envoya un régiment de hussards, commandé par le General Clary, sur la route de Bruxelles, pour poursuivre l'arrière-garde prussienne, tandis qu'avec les autres troupes de sa division, il la poussait sur la route de Namur.

On escarmouchait sur les deux routes quand l'Empereur arriva. Instruit des dispositions du Général Pajol, il jugea que le Général Clary n'était pas assez fort, et envoya le Général Lefebvre Desnouettes avec sa division de cavalerie et ses batteries pour le soutenir. Il plaça la division d'infanterie Duhesme en bataille, derrière Pajol, et détacha un régiment d'infanterie avec deux pièces, pour prendre une position à moitié-chemin de Charleroi à Gosselies. Dans cet état de choses, l'Empereur donna ordre d'attendre le reste de la garde, et le troisième corps. Il envoya l'ordre au Général Reille de hâter son passage à Marchiennes, de se porter sur Gosselies, et de pousser vivement tout ce qu'il rencontrerait sur la route de Bruxelles. Le Comte d'Erlong eut le même ordre. Grouchi ne tarda pas à arriver avec toutes les réserves de

cavalerie; il fut suivi du troisième corps. Aussitôt que Ziéthen s'en apperçut, il évacua Gilly, qui est à l'intersection des deux routes, dont l'une se dirige sur Namur, et l'autre sur Sombref, où elle rencontre la route de Namur à Nivelles.

Le Général Pajol prit aussitôt position à Gilly, ayant en face de lui un gros corps ennemi.

Cependant le Général Reille, avec le deuxième corps, avait passé la Sambre à Marchiennes. Il se porta rapidement par la traverse pour couper, vers Gosselies, la route de Bruxelles. Le premier corps devait suivre le mouvement du deuxième: le Maréchal Ney arriva en ce moment sur le champ de bataille, près de Napoléon, qui lui donna à l'instant l'ordre de se rendre à Gosselies, et de prendre le commandement de toute la gauche, composée des premier et deuxieme corps, de la division de cavalerie legère de la garde, et d'une brigade de la cavalerie de Pajol. Cette cavalerie devait être remplacée dans la nuit par la grosse cavalerie du Général Kellerman. Napoléon prescrivit au Maréchal Ney de donner tête baissée sur tout ce qu'il rencontrerait sur la route de Bruxelles, et de prendre position avec ce corps de plus de quarante mille hommes, au delà des Quatre-Bras, en

tenant de fortes avant-gardes sur les routes de Bruxelles et de Namur.* L'empereur envoya en même temps un de ses officiers pour faire connaître, aux commandans des corps que sa Majesté donnait le commandement de toute la gauche à ce maréchal.

Lorsque le Maréchal Ney arriva à Gosselies, la brigade Clary, soutenue par le deuxième corps, s'emparait de ce bourg, et en chassait les Prussiens, qui se retirèrent sur Fleurus. Le Général Reille détacha, à la poursuite de l'ennemi, la division d'infanterie Girard, et continua sa marche sur Bruxelles, pour aller prendre position aux Quatre-Bras. Le Prince Bernard de Saxe, commandant une brigade (forte de cinq bataillons, 4000 hommes) de la troisième division belge de l'armée du Duc de Wellington, était cantonné à Gennape: entendant le bruit du canon sur Charleroi, et instruit de la retraite du corps de Ziéthen,

* L'Empereur, après lui avoir donné ces ordres, ajouta: "*Monsieur le Maréchal, vous connaissez bien la position des Quatre-Bras!*" "Oui, Sire, répondit le Maréchal; comment ne la connaîtrais-je pas: il y a vingt ans que j'ai fait la guerre en ce pays; cette position est la clef de tout." "*Eh bien, lui dit l'Empereur, ralliez y vos deux corps, et, s'il est nécessaire, élevez y quelques redoutes: pressez la marche de d'Erlong, et qu'il rappelle tous les détachemens qu'il aura laissés aux ponts sur la Sambre: tout doit être rallié avant minuit.*" Ney répartit aussitôt: "Tiez-vous à moi; dans deux heures nous serons aux Quatre-Bras, à moins que toute l'armée ennemie n'y soit!"

il se porta avec sa brigade à Frasnes, où était un de ses bataillons avec une batterie belge; mais la cavalerie légère française l'ayant bientôt chassé de ce village, le Prince Bernard se retira sur les Quatre-Bras et prit position. Notre cavalerie plaça des postes dans le bois de Bossu qui est à cette hauteur, et le Maréchal Ney, entendant la canonnade entre Fleurus et Gilly, fit arrêter le corps de Reille, entre Gosselies et Frasnes.*

Aussitôt que l'Empereur eût appris que la gauche était maîtresse de Gosselies, et qu'elle se dirigeait sur les Quatre-Bras, il s'était porté sur Fleurus. Les corps de Vandamme et de Grouchi s'étaient réunis à Gilly; mais ces généraux, trompés par de faux rapports, restaient immobiles, croyant toute l'armée prussienne dans les bois

* On se demande pourquoi Ney n'a-t-il pas occupé cette position des Quatre-Bras? Il paraît que le souvenir de sa conduite en 1814, et dernièrement en Mars 1815, occasionnait en lui un bouleversement moral, qui se faisait sentir dans toutes ses actions. D'ailleurs, ce maréchal, le premier des braves au feu, prenait souvent le change dans des dispositions de campagne. Instruit par sa cavalerie légère que l'ennemi n'avait que peu de force aux Quatre-Bras, il jugea plus prudent de rester à la hauteur des coups de canon qu'il entendait sur sa droite, et dirigea la division Girard comme une avant-garde sur Fleurus. Voulant cependant paraître avoir exécuté ses ordres, il rendit compte à S. M. qu'il occupait les Quatre-Bras par une avant-garde, et que ses masses étaient en arrière.

de Fleurus. L'Empereur ayant été en personne reconnaître l'ennemi, ne vit qu'une partie du corps de Ziéthen, et ordonna de l'attaquer vivement; celui-ci se mit sur-le-champ en retraite. L'Empereur, impatienté de voir ce corps lui échapper, donna ordre à l'aide-de-camp Le Tort de prendre les quatre escadrons d'escorte, et de charger l'arrière-garde. Ils enfoncèrent deux carrés, et détruisirent un régiment; mais l'intrépide Le Tort, officier du plus grand mérite, tomba blessé mortellement. L'ennemi se retira sur Fleurus à travers les bois de Trichenaye et de Lambusart, où les corps de Grouchy et de Vandamme prirent position. L'Empereur, après avoir reçu des nouvelles de sa droite, revint à Charleroi, pour y recevoir tous ses rapports.

Dans la nuit du 15 au 16, les positions respectives des trois armées furent celles-ci: le quartier-général français à Charleroi; celui des Prussiens à Namur; celui des Anglais à Bruxelles.

La gauche de l'armée française, sous les ordres du Maréchal Ney, avait son quartier-général à Gosselies, son avant-garde à Frasnes; le corps du Général Reille entre Gosselies et Frasnes, ayant une division (Girard), à Vagnies, dans la direction de

Fleurus ; le corps du Général d'Erlong entre Marchiennes et Julmet.

Le centre, formé du corps de Vandamme et des réserves de cavalerie de Grouchi, bordant les bois vis-à-vis Fleurus.

La droite, formée du corps du Général Gérard, ayant passé la Sambre, était en avant du Chatelet.

La garde impériale, échelonnée entre Fleurus et Charleroi. Le sixième corps, en avant de cette ville. Le corps des cuirassiers de Kellerman, avec le grand parc d'artillerie, sur la rive gauche de la Sambre, en arrière de Charleroi.

L'armée prussienne avait son premier corps rallié à Fleurus ; les trois autres corps en mouvement pour se réunir à leurs points de concentration, afin de se porter ensuite sur Sombref et Ligni.

L'armée anglaise venait de recevoir l'ordre de se réunir. Pendant tous les mouvemens du 15, le Duc de Wellington était resté tranquille à Bruxelles. Sur les sept ou huit heures du soir il avait reçu un courrier de Blucher, qui lui annonçait que les hostilités étaient commencées ; qu'une forte reconnaissance française avait sabré quelques uns de ses avant-postes ; mais le Général Anglais, attendant que le mouvement fut plus prononcé, n'avait

donné aucun ordre de marche: ce ne fut que sur les minuit qu'un second courrier de Blucher lui porta au bal la nouvelle que les Français avaient pris Charleroi. Alors le Duc avait fait battre la générale, et avait expédié dans les cantonnemens les ordres pour la réunion des troupes sur-le-champ. Le corps du Duc de Brunswick, et la division du Général Picton, qui étaient à Bruxelles, furent les premiers réunis; et à la pointe du jour, ils se mirent en marche, se dirigeant sur Charleroi.

CHAPITRE V.

Bataille de Ligni.

Le 16, au matin, Napoléon donna ordre au Général Kellerman de se porter avec son corps de cuirassiers, de Charleroi aux Quatre-Bras, pour renforcer la gauche, sous les ordres du Maréchal Ney*. Il en-

* GAUCHE SOUS LE MARÉCHAL NEY.

		Bouches-à-feu.
Deuxième Corps	23,420.	46.
Premier Corps	18,420.	46.
Cuirassiers	2,700.	12.
Cavalerie Légère (garde)	2,240.	12.
	46,780.	116.

voya l'ordre à ce Maréchal de marcher en avant avec toute cette gauche ainsi renforcée; ce qui lui faisait plus de quarante-cinq mille hommes, et de prendre une bonne position au-delà de celle des Quatre-Bras, puisqu'il ne l'avait pas prise la veille; et dans le cas où l'armée prussienne, comme on le supposait, recevrait la bataille près de Fleurus ou de Gembloux, de faire un détachement, par la chaussée des Quatre-Bras à Namur, sur le flanc droit des Prussiens.

L'aide-de-camp Flahaut fut envoyé près de ce maréchal, pour presser et suivre tout ce mouvement. Napoléon marcha sur Fleurus avec tout le centre, à l'exception du sixième corps, (Lobau), qui fut laissé à Charleroi. La droite, conduite par le Général Gérard, partit du Chatelet, et joignit le centre à une heure après midi.

On ne tarda à appercevoir un corps prussien assez considérable, placé sur les hauteurs de Bry. L'armée prit position. Le corps de Vandamme en avant de Fleurus; celui de Gérard au centre; les deux corps de cavalerie légère, Pajol et Excelmans, sous les ordres du Maréchal Grouchi, à l'extrême droite. La garde impériale à pied et à cheval, et toutes les réserves d'artillerie, en seconde ligne sur le rideau

en arrière de Fleurus. Le sixième corps reçut l'ordre de se rendre sur ce village. Napoléon, peu accompagné, parcourut toute la ligne des tirailleurs, monta sur plusieurs hauteurs et dans des moulins. Il ne tarda pas à reconnaître l'armée prussienne, dont la gauche était à Sombref, le centre à Ligni, la droite à St. Amand, et les réserves sur les hauteurs de Bry; tout le front couvert par un ravin profond qui liait entr'eux les trois villages. Cette position de bataille, quoique très-forte par elle-même, parut cependant, au premier coup-d'œil, extraordinaire; car celle des Quatre-Bras se trouvait sur les derrières de l'ennemi, dont la droite était ainsi tout-à-fait en l'air.

L'Empereur jugea que cette armée était d'environ quatre-vingt-dix mille hommes,* et qu'elle était là, attendant, d'une part l'arrivée du corps de Bulow, et de l'autre l'arrivée de l'armée anglo-hollandaise aux

* ARMÉE PRUSSIENNE.

90,000 hommes.

ARMÉE FRANÇAISE.

Garde.	15,180.
Division Girard.	5,160.
Troisième Corps.	15 260.
Quatrième *id.*	14,260.
Cavalerie sous Grouchi.	8,420.
	68,280 hommes.

Quatre Bras. L'une et l'autre de ces opérations ne pouvaient avoir lieu que dans la journée du 17. Il était donc évident, par la position que le Maréchal Blucher venait de prendre, qu'il croyait en imposer à l'armée française, gagner un jour et une nuit, afin de donner le tems à ses réserves de le joindre, et à l'armée anglaise de se former à sa droite; ce qui alors aurait mis en ligne une armée de deux cent mille hommes. Napoléon résolut d'attaquer à l'instant; toute l'armée fit un changement de front, l'aile droite en avant, en pivotant sur l'extrémité de la gauche. Par ce mouvement le corps de Vandamme se trouva vis-à-vis St. Amand; celui de Gérard vis-à-vis Ligni, et celui de Grouchi opposé à Sombref. La garde et les cuirassiers de Milhaut, en seconde ligne, à 500 pas en avant de Fleurus, du côté de St. Amand.

La division Girard, (du corps de Reille), qui formait l'extrême droite des corps sous le Maréchal Ney, se trouvait présentement former l'extrême gauche du corps de Vandamme. Ainsi cette division liait les deux armées.

Napoléon avait envoyé ordre sur ordre au Maréchal Ney d'attaquer avec la plus grande impétuosité tout ce qui était devant lui. A midi, il lui fit témoigner son mé-

contentement de ce qu'il n'avait pas encore pris les armes, et était dans ses bivouacs: il lui réitéra l'ordre d'attaquer, tête baissée, la position des Quatre-Bras, où, d'après les nouvelles qu'il avait reçues de Bruxelles, il ne trouverait que quelques forces belges, l'armée anglaise n'étant pas réunie, et ignorant encore le 15, à onze heures du soir, tout ce qui se passait. Sa Majesté lui prescrivit de nouveau qu'aussitôt qu'il aurait pris position en avant des Quatre-Bras, il suivît l'ordre qu'il avait déjà reçu de faire un détachement par la chaussée de Namur, pour tomber sur les derrières de l'armée prussienne, dont on lui faisait connaître la position. Ce mouvement devait causer la ruine totale de l'armée ennemie. L'Empereur en était si persuadé, qu'il termina ses instructions au Colonel Forbin Jauson, qu'il envoyait au Maréchal Ney, par ces mots: " *Dites-lui que le sort de la France est entre ses mains.*"

Le tems était précieux: il fallait se hâter d'agir. A trois heures, tous les préparatifs étant terminés, Vandamme aborda la droite de l'ennemi à St. Amand, que la division Girard devait tourner. Quelques instans après, Gérard attaqua le centre à Ligni, en même tems que Grouchi rejettait au-delà du ruisseau de Ligni toute la cavalerie

ennemie, et forçait la gauche des Prussiens à rentrer dans sa position de Sombref. Napoléon ne fut pas satisfait de l'attaque de Vandamme: les succès y furent variés. Le Général Girard, officier plein de feu et de moyens, fit avec sa division plus qu'on ne pouvait attendre d'une pareille division de 4,000 hommes. Le Général Gérard, à la tête du quatrième corps, dans son attaque sur Ligni, se comporta avec son talent et sa bravoure ordinaires. La canonnade et la fusillade, engagées sur toute la ligne, le feu devint très-vif. Le village de Ligni, d'une construction bien solide, et situé au-delà du ravin, qui là est fort-escarpé, fut défendu avec beaucoup d'opiniâtreté: il fut pris et repris plusieurs fois. A cinq heures et demie, Gérard n'en était pas encore entièrement maître; l'aide-de-camp Gourgaud, qui suivait cette attaque, vint en rendre compte à l'Empereur, et lui dire que toutes les réserves du quatrième corps étaient engagées sans que rien fut encore décidé pour la possession du village. Napoléon fit faire alors plusieurs mouvemens à sa garde, pour la diriger lui-même sur ce point important, et faire une attaque décisive, ayant derrière lui toute la cavalerie. On pouvait espérer les résultats les plus beaux, lorsque le Général Vandamme en

voya prévenir qu'à une lieue sur sa gauche, une colonne ennemie, d'une vingtaine de mille hommes, débouchait des bois, et nous tournait ainsi, en ayant l'air de se porter sur Fleurus. L'Empereur fit faire halte à sa garde, et ordonna diverses dispositions pour recevoir cette colonne. Ce mouvement paraissait inexplicable : il fallait que ce corps ennemi eût pénétré entre les corps du Maréchal Ney et ceux de l'Empereur. A six heures et demie, l'aide-de-camp Déjean, que S. M. avait envoyé pour reconnaître les mouvemens de cette colonne, vint annoncer que c'était le premier corps d'armée, commandé par le Général d'Erlong. Napoléon ne put se rendre raison d'un tel mouvement.

L'erreur une fois reconnue, il fallut une demi-heure pour rappeler les réserves, et ce ne fut qu'à sept heures que Napoléon put marcher sur Ligni. L'attaque eut lieu, comme elle avait été projettée ; mais cette malheureuse erreur l'avait retardée de deux heures. Ligni fut emporté ; l'ennemi, battu partout, ayant son centre enfoncé ; et sa droite, tournée au-delà de St. Amand par la division Girard, abandonna précipitamment le champ de bataille, et se mit en retraite dans plusieurs directions. Quarante pièces de canon, six drapeaux, et un

grand nombre de prisonniers, tombèrent en notre pouvoir. L'obscurité de la nuit, ne permit pas d'obtenir tous les résultats qu'on devait espérer de cette victoire. Une seule division du sixième corps tira quelques coups de fusil à la fin de la journée. On peut dire que ce corps ne fut pas engagé; ainsi l'armée prussienne, forte de quatre-vingt-dix mille hommes, (Bulow ne l'avait pas rejointe), a été battue en quatre heures de tems, par soixante mille Français. (*Voyez Appendix.*)

Notre perte a été de sept à huit mille hommes. Le brave Général Girard termina glorieusement sa carrière dans cette journée.* L'ennemi a évalué lui-même ses pertes à vingt-cinq mille hommes. Le Maréchal Blucher, renversé de son cheval, fut quelques instans au pouvoir de nos cuirassiers. L'armée prussienne opéra sa retraite, le premier corps et le deuxième sur Tilly, et le troisième sur Gembloux, où il se rencontra dans la nuit avec celui de Bulow, (le quatrième,) qui arrivait de Liege.

* C'est le même général qui, blessé de deux balles dans le corps, à la journée de Lutzen, ne voulut pas se laisser enlever avant la fin de la bataille, disant : " C'est aujourd'hui le jour, pour tout ce qui a le cœur français, de vaincre ou mourir "

Pendant que le centre et la droite de l'armée française obtenaient ces succès, de grandes fautes se commettaient à la gauche: le Maréchal Ney n'occupait pas la position des Quatre-Bras. Le Prince d'Orange, dont le quartier-général était à Nivelles, s'était porté le 16, à la pointe du jour, aux Quatre-Bras, et avait renforcé la brigade du Prince Bernard par une autre brigade: ainsi, cette importante position ne fut occupée, une grande partie du jour, qu'avec neuf mille hommes! Le Maréchal Ney, qui devait l'occuper le 15 au soir, qui aurait du au-moins l'occuper le 16, à la pointe du jour, n'avait encore fait aucun mouvement à deux heures après midi. Il ne marcha sur cette position qu'après que l'ordre lui en eut été réitéré, et qu'il entendit la canonnade bien engagée sur Ligni. On ne sait par quelle fatalité il ne fit pas avancer toutes les troupes sous ses ordres, et laissa en arrière la cavalerie légère de la garde, et tout le premier corps, (d'Erlong). Il ne se porta en avant qu'avec trois divisions du corps de Reille, ce qui, avec la cavalerie et l'artillerie, faisait une vingtaine de mille hommes, laissant derrière lui deux mille cavaliers d'élite, et les dix-huit mille hommes d'infanterie du premier

corps, qui un peu plus tard se porta sur Fleurus.*

Les tirailleurs du Prince d'Orange furent bientôt repliés, et toute la division était menacée d'une perte totale, si le corps de Brunswick, et une demi-heure après la division anglaise du Général Picton, qui étaient partis le matin de Bruxelles, ne fussent arrivés sur le champ de bataille. L'ennemi se trouvait alors avoir plus de trente mille hommes, mais il avait très-peu de cavalerie et d'artillerie, cette dernière n'ayant pu suivre le mouvement accéléré de l'infanterie qui, venant de Bruxelles, avait fait neuf lieues. Cependant, le Maréchal Ney, par son intrépidité, et par l'ardeur des troupes françaises, gagnait toujours du terrein, et repoussait un ennemi supérieur en forces. Le Duc de Brunswick avait été tué; des charges de cuirassiers avaient enfoncé le carré du 42e. régiment, (Ecossais), enlevé son drapeau, tué son colonel; la victoire allait se déclarer pour les Français, lorsque les divisions Cook et d'Alten vinrent rétablir les affaires des

* CORPS FRANÇAIS QUI COMBATTENT AUX QUATRE-BRAS.

Deuxième Corps, (diminué de la division Girard)	18,260.
Cavalerie du premier Corps	1,630.
Cuirassiers	2,840.
Total	22,720.

ennemis. Ce renfort, d'environ dix-huit mille hommes, qui sur les quatre heures du soir portait les forces du Duc de Wellington à cinquante mille hommes, lui permit de se maintenir dans sa position : et l'armée française fut réduite à ne se plus battre que pour conserver la sienne.

La perte des français sur ce point fut d'environ quatre mille hommes : l'ennemi perdit deux fois plus, ayant eu constamment ses masses nombreuses exposées à tout le feu de notre artillerie, et sans pouvoir y répondre*.

Il est impossible de se battre avec plus de courage et d'ardeur que ne le fit le Maréchal Ney, avec ce qu'il fit donner de troupes. S'il avait employé la cavalerie de la garde, et tout le corps d'Erlong, que dès la veille il aurait du tenir en position d'agir, cette portion de l'armée anglaise aurait été complettement détruite et rejettée au-delà de la Dyle. Par le mal que le Maréchal Ney a causé à l'ennemi avec vingt-deux mille hommes, on peut juger de celui qu'il aurait fait avec quarante-cinq mille.

Pendant la nuit l'artillerie et la cavalerie anglaise, ainsi que les autres divisions, arrivèrent successivement ; mais le matin du 17, le Duc de Wellington, instruit de la perte

* Voyez Appendix.

de la bataille de Ligni, et de la retraite de Blucher, dut abandonner les Quatre-Bras, et repasser la Dyle, laissant dans cette position sa cavalerie, avec trois ou quatre batteries à cheval, pour protéger son mouvement, et retarder le plus long-tems possible la marche de l'armée française.

Le Maréchal Ney commit la faute de laisser, le 15, le premier corps trop long-tems à Marchiennes, et de ne pas prendre un camp en avant des Quatre-Bras. Il allégua, pour sa justification, que voyant Fleurus occupé en forces par l'ennemi, et qu'ayant eu l'avis que toute l'armée prussienne y était, il craignit, en se portant sur les Quatre-Bras, de se trouver débordé par sa droite. Par une raison semblable, le lendemain, 16, il n'exécuta pas l'ordre de se diriger à la pointe du jour aux Quatre-Bras, position qui n'était alors occupée que par des troupes légères, qui ensuite le fut par une division hollandaise, depuis midi jusqu'à l'arrivée des divisions anglaises à 4 heures: de sorte que l'occupation de cette position si importante, opération qui n'offrait aucun obstacle depuis le jour jusqu'à midi, qui était facile, de midi à 4 heures, devint impossible, de 4 heures à la nuit. Si le Maréchal Ney l'eût occupée, dès 10 heures du matin, la grande route de Nivelles

se trouvant coupée, toutes les troupes anglaises cantonnées aux environs de Nivelles auraient été obligées de se rejoindre sur Gennapes; il eût été impossible au Duc de Wellington d'attaquer sans artillerie, sans cavalerie, et avec des troupes harassées et arrivant successivement, une armée en position. Il n'aurait donc songé le 16 qu'à rassembler son armée sur une position derrière Gennape, pour être dans le cas d'agir le 17; et alors le Maréchal Ney, en détachant le premier corps par la route des Quatre-Bras, sur Marbois et Sombref, éloigné de deux lieues seulement, aurait entrainé la ruine totale de l'armée prussienne.

Les mouvemens du premier corps sont difficiles à expliquer; il était à-tort resté, la nuit du 15 au 16, échelonné entre Marchiennes et Julmet, et il s'était ensuite dirigé, de la route de Charleroi à Bruxelles, sur Fleurus. Le Maréchal Ney avait-il mal compris l'ordre de faire, une fois maître des Quatre-Bras, une diversion sur les derrières de l'armée prussienne? ou bien, le Comte D'Erlong, arrivé entre Gosselies et Frasnes, entendant une forte canonnade sur la droite, et n'entendant rien dans la direction des Quatre Bras, a t il alors jugé devoir se diriger sur la canonnade qu'il eût laissée derrière lui

en continuant à suivre la grand route? Ce fut encore un faux mouvement de ce corps, le 16 au soir, lorsqu'instruit que le village de St. Amand était enlevé, il fit une seconde marche de flanc pour retourner près du Maréchal Ney, qu'il ne joignit qu'à neuf heures du soir. Ainsi ce corps d'armée entier ne fut utile nulle part.

Dans ces combats les soldats français se battirent avec la même bravoure et la même confiance dans la victoire, qu'ils avaient montrées dans les plus belles journées ; mais plusieurs généraux, le Maréchal Ney lui-même, n'étaient plus les mêmes hommes. Ils n'avaient plus cette énergie ni cette brillante audace, qu'ils avaient si souvent déployées autrefois, et qui avaient eu tant de part aux grands succès. Ils étaient devenus craintifs et circonspects dans toutes leurs opérations ; leur bravoure personelle seule leur était restée. C'était à qui se compromettrait le moins. Ainsi, le 15, le Général Vandamme arriva à Charleroi quatre heures plus tard qu'il ne devait ; ainsi, il s'arrêta avec le Maréchal Grouchy à Gilly, et perdit encore du tems, au lieu d'attaquer vivement, et de se porter sur Fleurus. Mais les deux divisions déjà entamées du corps de Ziéthen, paraissaient être toute l'armée de Blu-

cher; ce ne fut, comme on a vu plus haut, que lorsque Napoléon, arrivé sur ce point, eut reconnu qu'il n'y avait que peu d'ennemis, qu'ils attaquèrent. L'Empereur n'avait pas pu quitter le point de réunion des deux routes de Namur et de Bruxelles, avant que le deuxième corps ne fut arrivé par Marchiennes sur la route de Bruxelles, et ne fut maître de Gosselies, afin d'assurer la position de Charleroi: cela fit perdre deux heures. Ces fautes permirent aux ennemis d'occuper la nuit Fleurus: ce qui fut cause que le Maréchal Ney n'osa pas se porter sur les Quatre-Bras, mouvement que dans d'autres tems il n'aurait pas hésité à faire, en laissant une forte réserve sur ses derrières. Lorsque le 16, sur les midi, l'armée eut pris position en avant de Fleurus, et qu'on découvrit l'armée prussienne, l'opinion de presque tous les généraux fut que les armées de Wellington et de Blucher étaient réunies: ils voulaient le prouver par la position que Blucher avait prise, en plaçant sa droite dans la direction de Marchiennes, et en laissant fort en arrière les Quatre-Bras; ce qui rendait la position de l'armée prussienne tout-à-fait hazardée, à-moins, disaient-ils, que derrière cette ligne toute l'armée anglaise ne fût en échelons. Na

poléon mit fin à la discussion, en donnant l'ordre de marcher en avant, disant qu'il n'y avait d'ennemis que ce que l'on en voyait, et que la position qu'avait prise Blucher était une faute résultant du caractère de ce maréchal, et de l'espérance qu'il avait d'être joint, pendant la nuit, par ses réserves, et par l'armée anglaise.

Personne ne peut douter qu'il n'y eut dans l'armée française quelques officiers et quelques hommes éparpillés dans différens régimens, qui se plaisaient à exagérer les forces de l'ennemi, à publier à chaque instant qu'on était tourné, &c. &c. On a déjà vu que, le 14, le Général Bourmont, avec un colonel du génie, avaient passé à l'ennemi; et pendant la bataille du 16, plusieurs officiers désertèrent. Dans le fort de l'action, Napoléon reçut cinq ou six rapports alarmans; l'un était celui d'un général, qui annonçait que Vandamme, avec tout son état-major, venait de passer à l'ennemi; un autre, qu'il fallait se méfier du Maréchal Soult, qu'il avait envoyé de faux ordres de mouvemens. Un maréchal de logis de dragons vint d'un air tout éperdu, demandant à grands cris à parler à l'Empereur, et lui dit: "Sire, je viens prévenir votre Majesté que le Général Hénain harangue en ce moment les officiers de sa di-

vision, pour les faire passer à l'ennemi." "Comment sais-tu cela?" lui dit Napoléon, "où est-il? l'as-tu entendu?" Et il se trouva qu'il n'avait ni vu ni entendu le Général Hénain, mais qu'un officier lui avait dit d'aller faire ce rapport. Tout cela était faux: Vandamme aurait pu peut-être agir avec plus de vigueur; mais il était loin d'avoir la pensée de trahir. Hénain, au moment où il était ainsi accusé, avait la cuisse emportée par un boulet.

Telle était la situation des esprits, que les soldats n'avaient réellement confiance que dans Napoléon: ils étaient disposés à se croire trahi à chaque instant. Plusieurs bons officiers, qui avaient servi dans la maison du Roi, avaient été replacés dans des régimens: peut-être fut-ce un tort. On n'eut aucun reproche à leur faire, mais le soldat nourrissait toujours des soupçons contre eux.

CHAPITRE VI.

Bataille de Waterloo.

L'Empereur ne rentra à Fleurus, où était son quartier-général, qu'à onze heures du

soir. Il reçut le rapport de ce qui s'était passé à la gauche dans l'attaque des Quatre-Bras, il expédia sur-le-champ, l'ordre au Maréchal Ney d'avoir ses troupes sous les armes à la pointe du jour, et de poursuivre vivement l'armée anglaise, aussitôt qu'elle commencerait sa retraite, que nécessitait la perte de la bataille de Ligni par les Prussiens. L'Empereur faisait connaître à ce maréchal qu'il déboucherait sur la position des Quatre-Bras, par la chaussée de Namur, et que si le Duc de Wellington avait continué à occuper cette position, son armée se trouverait ainsi attaquée de front, et débordée sur son flanc gauche.

Le 17, à la pointe du jour, le Général Pajol, avec sa cavalerie légère, et une division d'infanterie du sixième corps, se mit à la poursuite des Prussiens : il ramassa un grand nombre de prisonniers, de caissons, et de bagages. L'Empereur envoya des reconnaissances sur les Quatre-Bras, pour communiquer avec la gauche. En même-tems il passa la revue des troupes qui avaient combattu. Le corps de Vandamme avait peu souffert : celui de Gérard avait éprouvé plus de pertes, ayant été plus fortement engagé. La garde impériale n'avait eu que quelques hommes tués ou blessés.

Le sixième corps n'avait perdu personne.* L'Empereur visita ensuite le champ de bataille, fit relever les blessés des Français et des Prussiens: ceux-ci avaient éprouvé une perte énorme; il y avait cinq fois plus de Prussiens tués que de Français. D'après les rapports de leurs généraux même, leur perte a été de vingt-cinq mille hommes, ce qui s'explique facilement, en remarquant que les masses prussiennes occupèrent toute la journée la plaine élevée, qui est entre Ligni, St. Amand, et le moulin de Bry, où elles étaient absolument à découvert, exposées au feu de toute notre artillerie; et les masses en réserve se trouvant dans le prolongement des attaques, aucun boulet français n'était perdu, tandis qu'au contraire, les réserves des Français furent tenues constamment hors de la portée du canon ennemi. Les réserves même des

* PERTES ESSUYÉES A LA BATAILLE DE LIGNI.

3e. Corps. Trois Divisions	1800
Division Girard	2000
4e. Corps. Trois Divisions	2000
Corps de Cavalerie Pajol	250
Id. d'Excelmans	250
Cuirassiers, Milhaut	100
Cavalerie des 3e. et 4e. Corps	300
Garde de toutes armes	100
Total	6800 hommes.

attaques pûrent se placer dans des plis de terrein, où elles étaient à l'abri de l'artillerie ennemie.

Sur les dix heures, l'officier commandant la reconnaissance envoyée aux Quatre-Bras, fit connaître qu'au lieu de rencontrer les troupes du Maréchal Ney, il avait trouvé les Anglais en cette position, et qu'ils l'avaient même poursuivi. Il n'y avait pas de tems à perdre: l'Empereur mit sur-le-champ en mouvement pour se porter sur ce point par la chaussée et par Marbois, le Comte de Lobau, avec deux divisions de son corps, et sa cavalerie, augmentée d'une division de cavalerie de Pajol. Il suivit lui-même ce mouvement avec toute sa garde et le corps de cuirassiers du Général Milhaut, laissant, tant en réserve que pour garder Fleurus et relever les blessés, la division du Général Girard (du deuxième corps) qui avait beaucoup perdu la veille. Il donna l'ordre au Maréchal Grouchy, avec les troisième et quatrième corps d'armée, la division d'infanterie du sixième, qui se trouvait avec la cavalerie Pajol, et le corps de cavalerie légère du Général Excelmans, de poursuivre vivement les Prussiens, de culbuter leur arrière garde, et de les presser au point de ne les pas perdre de vue. Les instructions données à ce maréchal lui pres-

crivaient surtout de déborder l'aile droite des Prussiens, de manière à être toujours en communication avec le reste de l'armée.

L'armée française se dirigeait ainsi sur Bruxelles en deux colonnes. L'une, de gauche, où était l'Empereur, devait joindre la route de Charleroi à Bruxelles aux Quatre-Bras, et réunie aux corps du Maréchal Ney, être forte de soixante-six mille hommes, et deux cent cinquante bouches-à-feu ; ayant devant elle toute l'armée anglo hollandaise. L'autre, de droite, forte de trente six mille hommes, et cent dix bouches-à-feu, commandée par le Maréchal Grouchy, devait passer la Dyle à Wavres, ayant devant elle toute l'armée prussienne en retraite.*

Vers les 11 heures les coureurs du sixième corps ayant rencontré la cavalerie anglaise, ce corps prit position au-delà de Marbois. L'Empereur y accourut sur le-champ. Une vivandière anglaise, surprise par nos hussards, donna des détails sur l'armée du Duc de Wellington, qu'elle disait avoir repassée la Dyle : elle annonça que la position des Quatre-Bras était encore occupée par un

* *Colonne de gauche sous l'Empereur.*

hommes	bouches à feu,
66,000	240

marchant sur Waterloo.

Colonne de droite sous Grouchy.

hommes	bouches à feu,
36 000	110

marchant sur Wavres.

gros corps de cavalerie anglaise, avec du canon. Cette femme n'avait aucune connaissance du corps du Maréchal Ney; elle croyait qu'il avait repassé la Sambre. Bientôt nos tirailleurs s'engagèrent avec ceux des Anglais: sur notre flanc gauche on tiraillait également; ce qui parassait singulier; mais on ne tarda pas à reconnaître que nos hussards s'étaient engagés par erreur avec ceux du Maréchal Ney. On marcha en avant: le corps de cavalerie anglaise, appercevant de la hauteur des Quatre-Bras, toute la route de Namur couverte de troupes, se mit aussitôt en retraite. L'Empereur arriva au galop aux Quatre-Bras: la pluie tombait par torrens; il se hâta de faire mettre en batterie douze pièces d'artillerie à cheval pour canonner l'arrière-garde ennemie.

L'étonnement de l'Empereur fut grand en voyant que le corps du Maréchal Ney était encore dans ses bivouacs en avant de Frasnes. Impatienté de ce retard, il prit le parti d'envoyer directement aux troupes l'ordre de se mettre en marche, et de le venir joindre. Il fallut les attendre près d'une heure. Enfin le corps du Comte d'Erlong défila aux Quatre-Bras: le sixième corps qui venait par la chaussée de Namur fit halte, et le premier prit l'avant garde, soutenu par l'artillerie à che-

val de la garde, et la cavalerie du sixième corps. Le Maréchal Ney parut: l'Empereur lui témoigna sa surprise de la non-exécution de ses ordres: il balbutia quelques excuses, disant qu'il avait cru que toute l'armée anglo-hollandaise était encore aux Quatre-Bras, appuyée à sa gauche par toute l'armée prussienne, que de faux rapports lui avaient annoncé victorieuse à Ligni. Le second corps suivit le premier; après marcha le sixième, et ensuite la garde. Le corps de cuirassiers du Général Milhaut flanqua la route. L'Empereur se mit à la tête de toutes les troupes. Son projet avait été le matin de coucher à Bruxelles, ou dans la forêt de Soignes; et dans le cas où l'armée anglo-hollandaise serait en position derrière la Dyle, de l'attaquer le jour même. L'inconcevable retard du Maréchal Ney avait déjà fait perdre plusieurs heures; cependant l'Empereur ne désespérait pas encore d'atteindre l'armée ennemie: il marcha avec la brigade d'avant-garde, et l'ennemi fut poussé l'épée dans les reins. Vingt-quatre pièces d'artillerie à cheval mitraillèrent constamment les masses de la cavalerie ennemie, en les suivant de position en position. Elles leur firent éprouver beaucoup de perte. L'avant-garde arriva a six heures et demie du soir au village de Plan-

chenoit, vis-à-vis le débouché de la forêt de Soignes: elle fut bientôt accueillie par le feu de quinze à vingt bouches-à-feu, et par la manière dont elles étaient placées, on conjectura qu'une forte arrière-garde était là pour protéger le passage de la forêt. Si cette arrière-garde était de plus de quinze mille hommes, il était impossible de la débusquer le soir même, attendu qu'au moment où tous nos préparatifs d'attaque seraient faits, la nuit serait arrivée. Le tems était très-pluvieux; on ne pouvait distinguer la ligne ennemie. On chercha à lui en imposer, en faisant déployer les cuirassiers, Milhaut, avec l'artillerie à cheval. L'ennemi se démasqua alors, et il n'y eut plus de doute que toute l'armée anglaise ne fut là en position. L'Empereur donna ordre aux divers corps d'établir leurs bivouacs, et plaça son quartier-général à la Ferme du Caillou.

L'armée française de soixante-sept mille hommes était placée en avant de Planchenoit, à cheval sur la grande route de Bruxelles, à quatre lieues et demie de cette ville, ayant vis-à-vis d'elle l'armée anglo-hollandaise, dont le quartier-général était à Waterloo. Le Maréchal Grouchy, avec un corps de trente-cinq à quarante mille hommes, était sur la droite: il avait marché

la journée du 17 *, dans la direction de

* ARMEE DE L'EMPEREUR DEVANT PLANCHENOIT LE 17 AU SOIR, DIMINUEE DES PERTES EPROUVEES ANTERIEUREMENT.

		Infanterie. Hommes.	Cavalerie. Hommes.	Artillerie. Hommes.	Artillerie. Can.
1er. Corps, Erlong	4 Divisions, Infanterie	16,220	—	—	—
	1 Division, Cavalerie	—	1,400	—	—
	Artillerie	—	—	900	46
2e Corps, Reille	3 Divisions d'Infanterie	12,640	—	—	—
	1 Division de Cavalerie	—	1,300	—	—
	Artillerie	—	—	710	38
3e Corps,	1 Division (Domont) attachée au 6e Corps	—	1,370	—	—
6me Corps, Lobau	2 Divisions d'Infanterie	7,000	—	—	—
	Artillerie	—	—	610	30
Garde Impériale	JeuneGarde(Duhesme)	3,800	—	—	—
	Moyenne Garde	4,200	—	—	—
	Vieille Garde	4,400	—	—	—
	Cavalerie Légère	—	2,100	—	—
	Cavalerie, (Grenadiers et Dragons	—	2,000	—	—
	Artillerie	—	—	1,920	96
Cuirassiers, Kellermann	2 Divisions	—	2,330	—	—
	Artillerie	—	—	220	12
Cuirassiers, Milhaut	2 Divisions	—	2,530	—	—
	Artillerie	—	—	210	12
Corps de Pajol	1 Division (Subervick).	—	1,130	—	—
	Artillerie	—	—	110	6
	TOTAUX	48,260	14,160	4,680	240

67,100 hommes, et 240 bouches-à-feu.

ARMEE DU MARECHAL GROUCHY EN MARCHE SUR WAVRES, LE 17, ET DIMINUEE DES PERTES FAITES ANTERIEUREMENT.

		Infanterie. Hommes.	Cavalerie. Hommes.	Artillerie. Hommes.	Artillerie. Can.
2e Corps,	1 Division (Girard)	3,060	—	—	—
	Artillerie	—	—	100	8
3e Corps, Vandamme	3 Divisions d'Infanterie	11,330	—	—	—
	Artillerie	—	—	660	38
4e Corps, Gérard	3 Divisions, Infanterie	10,130	—	—	—
	1 Division de Cavalerie	—	1,330	—	—
	Artillerie	—	—	610	30
6e Corps,	1 Division (Teste)	4,000	—	—	—
	Artillerie	—	—	160	8
Corps de Pajol	1 Division (Soult)	—	1,150	—	—
	Artillerie	—	—	100	6
Corps d'Excelmans.	2 Divisions de Cavalerie	—	2,390	—	—
	Artillerie	—	—	200	12
	TOTAUX	28,520	4,870	1,830	110

35,220 hommes, et 110 bouches-à-feu.

RECAPITULATION GENERALE.

Armée avec l'Empereur	67,100	hommes, et	240	bouches-à-feu.
Armée avec le Mal. Grouchy	35,220	id.	110	id.
Perte à Ligni	6,000	id.	—	—
le 16 Aux Quatre-Bras	4,140	id.	—	—
	113,260	et	350	bouches-à-feu,

force de l'armée française lorsqu'elle passa la Sambre, le 15.

Wavres, et on le supposait campé vis-à-vis cette ville, ayant devant lui l'armée prussienne en retraite.

A dix heures du soir, l'Empereur expédia un officier au Maréchal Grouchy, pour lui faire connaître qu'il y aurait le lendemain une grande bataille ; que l'armée anglo-hollandaise était en position en avant de la forêt de Soignes, sa gauche appuyée au village de la Haye ; que le Maréchal Blucher aurait pris un des trois partis suivans : 1°. qu'il aurait fait sa retraite sur Liège ; 2°. qu'il se serait retiré sur Bruxelles ; 3°. qu'il resterait en position à Wavres : que dans tous les cas il fallait que le Maréchal Grouchy manœuvrât par St. Lambert, pour déborder la gauche de l'armée anglaise, et venir se joindre avec la droite de l'armée française ; mais que ce mouvement, que dans les deux premiers cas, ce Maréchal devait faire avec la majorité de ses forces réunies, ne devait être fait dans le troisième cas qu'avec un détachement plus ou moins fort, selon la nature de la position qu'il occupait vis-à-vis l'armée prussienne. A deux heures apres minuit, une dépêche du Maréchal Grouchy fit connaître qu'il avait placé son quartier-général à Gembloux, ignorant la direction qu'avait prise Blucher, et si les prussiens s'étaient portés sur Bru-

xelles ou sur Liège: qu'en conséquence il avait placé deux avant-gardes, l'une entre Gembloux et Wavres, et l'autre à une lieue de Gembloux, dans la direction de Liège. Ainsi Blucher lui avait échappé; et Grouchy n'avait fait que deux lieues dans la journée du 17. L'Empereur lui envoya sur-le-champ un duplicata de l'ordre déjà expédié la veille à dix heures du soir, lui faisant connaître qu'il devait prendre les armes avant le jour, et passer la Dyle au-dessus de Wavres, pour se porter sur St. Lambert. L'officier, porteur de cette dépêche, partit avant trois heures du matin: il devait être avant six heures à Gembloux: il n'avait que cinq lieues à faire, et toujours sur la chaussée. Sur les cinq heures du matin, on reçut au quartier-général une deuxième dépêche du Maréchal: il mandait qu'étant enfin instruit que l'ennemi s'était dirigé sur Wavres, il partirait à la petite pointe du jour pour le talonner dans cette direction: cette lettre était datée de deux heures après minuit. La route de Gembloux à Wavres, et de Gembloux à St. Lambert, étant la même pendant deux lieues, on eut donc l'espoir que l'officier rencontrerait le Maréchal Grouchy, déjà en route, et qu'ainsi au lieu d'arriver à midi à St. Lambert, il pourrait y arriver à dix heures

du matin ; et dans le cas où, vu le départ du maréchal, l'officier ne le trouverait pas, on était toujours assuré que ce maréchal serait à midi devant Wavres, et qu'il aurait reçu le premier ordre, écrit à dix heures du soir la veille, qui le prévenait de la bataille.

Le 18, au matin, le tems était très-couvert ; il avait plu toute la nuit, et à la pointe du jour il pleuvait encore. Les rapports de la nuit, et l'observation des feux, avaient entièrement confirmé la présence de toute l'armée anglo-hollandaise. Sa force était de quatre-vingt-cinq à quatre-vingt-dix mille combattans, et de deux cent cinquante bouches-à-feu.* L'armée française n'ayant que soixante-sept ou soixante-huit mille hommes, était bien inférieure, mais elle était supérieure en nature de troupes. Les soldats belges et allemands ne valaient pas les soldats français ; parmi ceux-ci était la garde impériale, et les quatre divisions de cuirassiers. L'artillerie française, à cause des batteries de réserve de la garde, était aussi nombreuse que l'artillerie ennemie : elle avait deux cent quarante bouches à-feu. La victoire ne paraissait pas douteuse,

* WATERLOO.

	hommes.	bouches-à feu
Armée anglo-hollandaise	85,000.	250.
armée française.	67,000.	240.

et avec cette victoire on pouvait espérer la destruction de l'armée anglaise, par la position qu'elle avait prise. A la pointe du jour, l'Empereur, en déjeunant, dit: " Sur cent chances, nous en avons quatre-vingt pour nous." En ce moment arrivait le Maréchal Ney, qui venait de visiter la ligne, et qui dit: " *Sans doute, Sire, si Wellington était assez simple pour rester là; mais je viens vous annoncer que la retraite est prononcée, et que si vous ne vous hâtez de les attaquer, ils vont nous échapper.*" L'Empereur n'attacha pas une grande importance à ce rapport: il lui paraissait évident que puisque le Duc de Wellington n'avait pas battu en retraite avant le jour, c'est qu'il était décidé à courir les hazards d'une bataille. Sur les huit heures, le tems s'éclaircit: l'Empereur reconnut toute la ligne ennemie: il jugea que l'on pourrait manœuvrer dans les terres. Il expédia, aux divers commandans des corps d'armée ses ordres pour la bataille: tout se mit en mouvement.

L'armée anglaise avait derrière elle la forêt de Soignes, et une seule chaussée pour ses communications avec Bruxelles; ce qui rendrait sa retraite très-difficile. Elle occupait un beau plateau. Sa droite, appuyée à un ravin au-delà de la route de

Nivelles, se prolongeait sur Braine-la-Leud: sa gauche couronnait les hauteurs de la Haie, et son centre, occupant à gauche la ferme de la Haie-Sainte, et à droite celle d'Hougoumont, se trouvait en avant du village de Mont St. Jean, où se réunissent les deux chaussées de Nivelles et de Charleroi, que cette ligne coupait. On reconnut que l'ennemi n'avait élevé aucune redoute ou d'autres ouvrages, et qu'il n'y avait point ou que peu d'obstacles naturels devant son front. Le plateau était légèrement concave à son centre, et le terrein finissait en pente douce dans un ravin peu profond, qui séparait les deux armées.

L'armée française fut placée dans l'ordre suivant. Le Général Reille, avec le deuxième corps, sa droite à la chaussée de Charleroi à Bruxelles, sa gauche à celle de Nivelles, ayant vis-à-vis d'elle le bois d'Hougoumont, et sa cavalerie légère au-delà de la chaussée. Le Général d'Erlong, sa gauche à la chaussée de Charleroi, et sa droite à hauteur de la gauche des Anglais, vis-à-vis le village de la Haie; sa cavalerie légère sur sa droite, jettant des partis sur la Dyle. Le corps de cuirassiers du Général Kellerman, en seconde ligne, derrière le deuxième corps; celui du Général Milhaut, derrière le premier

corps. Le sixième corps, (Comte de Lobau,) se forma en colonnes serrées sur la droite de la chaussée de Charleroi : il se trouvait ainsi en réserve derrière la gauche du premier corps, et en potence derrière le centre de la première ligne. La garde impériale, en troisième ligne, formait une réserve générale, ayant l'infanterie au centre, la division de cavalerie du Général Lefebvre Desnouettes à la droite, la division des grenadiers à cheval et dragons à la gauche.

Ces dispositions indiquaient le projet de l'Empereur, qui était de percer le centre de l'armée anglaise, de le pousser sur la chaussée, et arrivant sur le débouché de la forêt, de couper la retraite à la droite et à la gauche de la ligne. Le succès complet de cette attaque devait rendre toute retraite impossible, entraîner la destruction de l'armée anglaise, et dans tous les cas la séparer de l'armée prussienne.

Vers onze heures le Général Reille engagea la canonnade pour chasser l'ennemi du bois de Hougoumont. L'engagement devint bientôt très vif sur ce point. Le Prince Jérôme, avec sa division, s'empara de ce bois : il en fut chassé ; une nouvelle attaque l'en rendit maître, mais l'ennemi s'était maintenu dans le château qui était

au millieu. Ce château avait été crénelé; ce qui rendait ce poste de campagne assez fort, et le mettait à l'abri d'un coup-de-main. L'Empereur envoya l'ordre au Général Reille de former une batterie d'obusiers, et de mettre le feu au château. On voyait avec plaisir que les meilleures troupes anglaises étaient sur ce point; entr'autres la division des gardes (Général Cooke). Dans ce moment on apperçut fort au loin, du côté de St. Lambert, un corps de cinq à six mille hommes de toutes armes. On crut d'abord que c'était le Maréchal Grouchy, mais un quart d'heure après, des hussards amenèrent un ordonnance prussien, porteur d'une dépêche, qui apprit que les troupes que l'on appercevait, étaient l'avant-garde du corps de Bulow. Le Major Général (Soult) expédia au Maréchal Grouchy un officier pour l'instruire de cet évènement; il lui envoya même la dépêche interceptée. L'officier d'état-major, qui sentait l'importance de sa mission, pouvait joindre le Maréchal en moins de deux heures de tems. On se promettait un grand succès de l'arrivée du maréchal sur les derrières du corps de Bulow. Cependant, comme ce corps ne paraissait plus éloigné que de deux petites lieues du champ de bataille, il devint nécessaire de lui opposer des

forces. Le Maréchal Grouchy pouvait tarder plus ou moins à passer la Dyle, ou pouvait même en être empêché par des évènemens inattendus. Le Lieutenant Général Domont fut envoyé avec sa cavalerie légère, et la division (Subervick) du corps de cavalerie de Pajol, ce qui devait faire près de trois mille chevaux, à la rencontre de l'avant-garde de Bulow; il avait l'ordre d'occuper tous les débouchés, d'empêcher les hussards ennemis de se jetter sur nos flancs, et d'envoyer des coureurs à la rencontre du Maréchal Grouchy. Le Comte de Lobau, avec les deux divisions de son corps, (sept mille hommes), alla reconnaître son champ de bataille derrière la cavalerie du Général Domont, afin que si le mouvement du Général Bulow n'était pas arrêté par le Maréchal Grouchy, il pût se porter à la rencontre des Prussiens pour garantir nos flancs. Par là, la destination de ce corps se trouva changée.

L'Empereur ayant ainsi pris toutes les précautions pour parer au corps de Bulow, envoya l'ordre au Maréchal Ney, de commencer l'attaque projettée, avec le premier corps, renforcé par des batteries de réserve, et de s'emparer de la Haie Sainte, située sur la chaussée de Charleroi, où était appuyé le centre de l'ennemi. Celui

ci, attaqué sur son centre, devait se décider à des contre-mouvemens sur ses ailes; ce qui ferait connaître parfaitement la situation de la bataille, déployer toutes les forces de l'ennemi, et mettrait au jour tous ses projets. Une bataille, comme une action dramatique, a un commencement, un milieu, et un dénouement. Le commencement donne lieu à des contre-mouvemens de l'ennemi, fait naître des incidens qu'il faut surmonter, et qui influent sur le dernier mouvement qui décide la bataille.

Les troupes étaient pleines d'enthousiasme; l'Empereur parcourut toute la ligne, les acclamations de joie étaient telles qu'elles gênaient les manœuvres, et empêchaient les commandemens d'être entendus. Il se plaça sur une éminence près la ferme de la Belle Alliance, d'où il appercevait tout, les ailes ennemies aussi bien que celles françaises. De là, il était en état de bien juger tous les mouvemens que l'ennemi ferait, aussitôt qu'il se verrait menacé sur son centre; et Sa Majesté avait sous sa main toutes les réserves pour pouvoir en disposer rapidement, se mettre à leur tête, et remédier aux manœuvres inattendues de l'ennemi. Il était midi; quatre-vingt pièces de canon commencèrent leur feu. Au bout d'une demi-heure, les batteries enne-

mies opposées s'éloignèrent, et des différens points de la ligne, on vit de nouvelles batteries venir pour les renforcer. Tous les tirailleurs ennemis évacuèrent le bas du rideau ; l'ennemi plaça ses masses en arrière des crêtes des hauteurs pour s'en abriter, et diminuer les pertes que lui causait notre artillerie. Notre infanterie se porta en avant. On remarqua alors beaucoup de mouvement sur la route de Bruxelles ; toutes les voitures et bagages de la droite et de la gauche, éloignées de cette route, voyant le feu s'en approcher, s'y précipitèrent en tumulte pour gagner Bruxelles. Cependant la ligne ennemie ne fit aucune grande manœuvre ; elle resta dans son immobilité. Plusieurs charges de sa cavalerie furent faites avec succès sur le flanc d'une des colonnes du premier corps, et une quinzaine de nos pièces qui se portaient en avant, furent culbutées dans un chemin creux : une brigade de cuirassiers de Milhaut s'avança contre cette cavalerie, et bientôt elle en couvrit de morts le champ de bataille. Aussitôt que l'Empereur s'apperçut que l'ennemi ne faisait pas de grand mouvement de sa droite, et qu'il y avait du désordre à la nôtre, il s'y porta au galop. Les cuirassiers Milhaut, et derrière eux en seconde ligne la cava-

lerie de la garde, offraient un coup-d'œil imposant. L'Empereur eut bientôt rétabli l'ordre: la canonnade continua avec fureur, et une nouvelle attaque sur la Haie Sainte, nous rendit maîtres de ce point important.

L'ennemi attachait une grande importance au poste d'Hougoumont, sur sa droite: il envoya de nouvelles forces pour soutenir la brigade des gardes. De son côté, le Général Reille fit soutenir l'attaque de la division Jérôme, par la division Foi. Les obusiers avaient mis le feu au château, et l'avaient détruit presqu'en entier. Les trois-quarts des bois et des vergers étaient en notre pouvoir. Ce champ de bataille était couvert des gardes anglaises, l'élite de l'armée ennemie. Il était quatre heures et demie: le feu le plus vif règnait de tous côtés. En cet instant le Général Domont fit prévenir Sa Majesté que le corps de Bulow, qu'il observait, se mettait en mouvement, et qu'une division de huit à dix mille Prussiens débouchait des bois de Frischenois: qu'on n'avait aucune nouvelle du Maréchal Grouchy; que les reconnaissances qu'il avait envoyées dans les directions par où il devait venir n'avaient pas rencontré un seul de ses coureurs. Le

corps du Comte de Lobau* se porta en trois colonnes dans les positions qu'il avait reconnues. Par ce mouvement ce corps se trouvait avoir fait un changement de front, et était placé en potence sur l'extrémité de notre droite. La première brigade prussienne, abordée franchement, fut bientôt mise en déroute : elle fut aussitôt soutenue par la seconde brigade, et une demi-heure après, tout le reste du corps de Bulow arriva, et se forma en débordant toujours la droite du Comte de Lobau : de sorte que Bulow, quoiqu'il ne gagna pas de terrein sur ce dernier, prolongeait toujours son feu sur nos derrières. Le sixième corps était rangé en bataille parallelement, à la chaussée, à hauteur de la Belle Alliance, et à la distance d'une portée de fusil de celle-ci. Les boulets prussiens arrivaient sur cette chaussée, qui servait à tous les mouvemens de l'armée, et plus loin, dans le groupe de l'Empereur.

Napoléon voyant que les Prussiens continuaient à déborder la droite du sixième corps, envoya sur ce point la division de jeune garde du Général Duhesme, avec

* A quatre heures et demie, le corps de Lobau, sept mille hommes, se porte contre les Prussiens, ce qui réduit à soixante mille hommes, les troupes opposées à l'armée anglo-hollandaise.

deux batteries. Elle prologea notre ligne jusqu'à la hauteur des premières troupes de gauche de Bulow. En même-tems une division du premier corps, qui formait notre droite, et qui était en réserve, se porta vivement sur l'extrême gauche de la ligne anglo-hollandaise, s'empara du village de la Haie, et coupa ainsi la communication entre l'armée anglo-hollandaise et le quatrième corps prussien. On espérait à chaque instant, et l'on attendait avec la plus vive impatience, l'arrivée du Maréchal Grouchy sur les derrières de ce corps, qui se serait alors trouvé sans retraite. Il était six heures, et l'on n'avait encore aucune nouvelle de ce Maréchal. Cependant toutes ces dispositions eurent le plus grand succès. L'impétuosité de la jeune garde, qui avait fait un grand mal à l'ennemi ; la prise du village de la Haie, qui tournait la droite de Bulow, arrêtèrent le mouvement de ce dernier, il cessa d'être offensif ; il n'eut plus rien d'inquiétant.

Aussitôt que l'Empereur avait vu que l'attaque de Bulow était en activité, et qu'il n'était pas arrêté par le Maréchal Grouchy, à-peu-près sur les quatre heures et demie, il avait ordonné au Maréchal Ney de se maintenir dans la Haie Sainte, en la crénelant, et en y établissant plusieurs

bataillons ; mais de ne faire aucun mouvement jusqu'à ce qu'on vit l'issue de la manœuvre des prussiens. Une demi-heure après, sur les cinq heures, au moment où ces derniers nous attaquaient le plus vivement, les Anglais cherchèrent à reprendre la Haie Sainte : ils furent vigoureusement repoussés par le feu de notre infanterie, et par une charge de la cavalerie ; mais le Maréchal Ney, emporté par trop d'ardeur, oublia l'ordre qu'il avait reçu ; il déboucha sur le plateau, qui fut immédiatement couronné par les deux divisions de cuirassiers de Milhaut, et par la cavalerie légère de la garde. Tous les officiers qui entouraient l'Empereur, voyant ce mouvement, le succès des charges, la retraite de plusieurs carrés anglais, et la cessation du feu d'une partie des batteries ennemies, chantèrent victoire, et se livrèrent à la joie. L'Empereur n'en jugeait pas ainsi : il dit au Maréchal Soult : " *Voilà un mouvement prématuré, qui pourra avoir des résultats funestes sur cette journée.*" Soult s'emporta contre Ney—" *Il nous compromet,*" dit-il, " *comme à Jéna.*" L'Empereur envoya l'ordre aux cuirassiers de Kellerman, de soutenir la cavalerie que nous avions sur le plateau, de peur qu'elle ne fut repoussée par la cavalerie ennemie, ce qui, dans la

circonstance des affaires, eût entraîné la perte de la bataille : car on était dans ces momens si importans, où le moindre incident peut causer de grands résultats. Le mouvement de toute cette cavalerie, qui se portait en avant au galop, et aux cris de vive l'Empereur, en imposa à l'ennemi, rassura la contenance de nos troupes, et les empêcha de s'alarmer du prolongement du feu des Prussiens sur nos derrières.

Vers six heures on reconnut que les Prussiens avaient engagé toutes leurs forces. Leur marche offensive cessa ; leur feu resta stationnaire. Une demi-heure après, il rétrograda, et nos troupes avancèrent. Les boulets prussiens n'arrivaient plus sur la chaussée, ni même à la première position qu'avaient occupée les troupes de Dulhesme et du Comte de Lobau : ces troupes s'étaient avancées. L'extrême gauche des Prussiens faisait un quart de conversion en arrière, et tendait à se remettre en ligne avec la première brigade. Notre cavalerie se soutenait sur le plateau, malgré tout le feu auquel elle était exposée : elle avait enfoncé plusieurs carrés, enlevé trois drapeaux, désorganisé un grand nombre de batteries, dont les pièces, sans avant-trains, étaient en notre pouvoir. , L'épouvante et la stupeur régnaient dans toute la ligne ennemie ; les

fuyards gagnaient déjà Bruxelles ; toute retraite en ordre devenait impossible, et l'armée entière allait être perdue. Depuis une demi-heure la situation des Français était bien changée : l'ennemi n'était menaçant nulle part : nous étions, maîtres d'une partie de son champ de bataille, en position offensive sur son centre. Nous étions victorieux non-seulement de l'armée anglo-hollandaise de quatre-vingt cinq mille hommes, mais encore du corps de Bulow de trente mille Prussiens. Nous n'avions pas de nouvelles de Grouchy. Ainsi soixante-cinq à soixante-huit mille Français avaient battu cent quinze mille Anglais, Belges, Prussiens, &c. A sept heures et demie on entendit enfin la canonnade du Maréchal Grouchy : on la jugea à deux lieues et demie sur notre droite. L'Empereur pensa que le moment était venu de faire une attaque décisive, et de terminer la journée. Il rappela à cet effet divers bataillons et batteries de la garde qui avaient été détachés vers Planchenoit. En ce même moment l'armée ennemie fut informée de l'arrivée du Maréchal Blucher, et du premier corps prussien qui avait quitté Wavres le matin, et venait, par Ohain, se joindre à la gauche de l'armée anglo-hollandaise. Ce n'était pas le seul renfort ; deux brigades de cavalerie anglaise,

forte de six régimens, qui avaient été placées en réserve sur cette route, rendues disponibles par l'arrivée des troupes prussiennes, venaient de rentrer en ligne. Ces nouvelles remontèrent le moral de l'armée anglo-hollandaise : elle reprit courage, et réassit sa position.

Dans ces circonstances critiques, trois bataillons d'infanterie de la deuxième ligne de notre droite se mirent en retraite en bon ordre jusqu'auprès de la garde impériale, que l'Empereur réunissait. Ce mouvement, dont on ne sait comment expliquer les motifs, dégarnissait notre ligne : l'Empereur courut au devant d'eux pour en savoir la cause : les soldats dirent qu'ils n'avaient pas été forcés, mais que cette marche rétrograde avait été ordonnée. L'Empereur les harangua, et ils retournèrent à leur poste.

La cavalerie, qui du plateau où elle était, appercevait tout le champ de bataille, en avant, sur sa droite, et sur ses derrières, vit ce mouvement rétrograde des trois bataillons ; en même tems elle apperçut le premier corps de Blucher qui arrivait à la hauteur du village de la Haye, et les deux brigades de cavalerie fraiches, qui se disposaient à charger : elle craignit d'être coupée ; plusieurs régimens firent un mouvement en arrière,

L'Empereur formait alors sa garde en colonnes, pour faire l'attaque méditée; mais appercevant l'hésitation où était la cavalerie, il jugea que les circonstances le maîtrisaient, et que sans attendre que toutes les colonnes fussent formées, il fallait à l'instant même soutenir la cavalerie, et faire un mouvement qui calma les imaginations, et arrêta l'indécision où les troupes étaient de battre en retraite. Il se porta avec les quatre premiers bataillons sur la gauche de la Haie Sainte, et envoya au Général Reille l'ordre de réunir tout son corps sur son extrême gauche, et de le former en colonnes d'attaque. Arrivé à la Haie Sainte, l'Empereur rencontra une partie des troupes de Ney qui se retiraient: il envoya son aide-de-camp Labeydoyère leur dire, pour relever leur moral, que le corps du Maréchal Grouchy arrivait. En même tems il remit, au Maréchal Ney, les quatre bataillons de la garde qu'il conduisait, et lui donna l'ordre de se porter en avant, afin de conserver la position du plateau. Cela produisit l'effet que l'Empereur désirait: tout s'arrêta et retourna à la position. Un quart-d'heure après, les huit autres bataillons arrivèrent au bord du ravin; l'Empereur les fit se former ainsi: un bataillon en bataille, en ayant deux en colonnes serrées sur ses

flancs, formation qui réunissait les avantages de l'ordre mince et de l'ordre profond. Deux de ces brigades, ainsi formées, et marchant à distance de bataillon, faisaient une première ligne, derrière laquelle était en réserve la troisième brigade. Les batteries étaient placées dans les intervales. De son côté, le Général Reille réunit tout son corps vers Hougoumont, traversa le ravin, et aborda la position ennemie.

Cependant les quatre bataillons de la moyenne garde étaient aux prises; ils repoussaient tout ce qui se trouvait devant eux, et restaient inébranlables sous le feu d'une ligne ennemie bien considérable. Le Général Friant, commandant l'infanterie de la garde, blessé à la main, vint dire à l'Empereur que tout allait bien sur le plateau, et qu'à l'arrivée de la vieille garde on aurait tout le champ de bataille. Il était de sept heures et demie à huit heures: un cri d'alarme se fit entendre à la droite. Blucher, avec tout le corps de Ziéthen, aborda le village de la Haye, qui fut aussitôt enlevé. Un mouvement général d'étonnement s'en suivit dans toute notre droite; par là, nous nous trouvions coupés du corps du Comte de Lobau. Les traitres et les malveillans qui se trouvaient dans l'armée, et ceux qui avaient déserté, pro-

firèrent habillement de cette occasion pour augmenter le désordre, qui se propagea aussitôt avec la plus grande rapidité sur toute la ligne. Les huit bataillons de la garde, parmi lesquels étaient ceux de la vieille garde, au lieu de se porter en avant pour soutenir les quatre bataillons engagés, durent faire un mouvement sur la droite, pour servir de réserve et rallier les troupes qui venaient d'être chassées de la Haie: ils barrèrent tout ce champ de bataille, en se formant en carré par bataillon. Toute l'extrémité de notre droite pouvait encore se rallier derrière eux. Le soleil était couché: rien n'était désespéré; lorsque les deux brigades de cavalerie ennemie, qui n'avaient pas encore donné, pénétrèrent entre la Haie Sainte et le corps du Général Reille. Elles auraient pu être arrêtées par les huit carrés de la garde; mais voyant le grand désordre qui régnait à la droite, elles les tournèrent. Ces trois mille chevaux frais empêchèrent tout ralliement. L'Empereur ordonna à ses quatre escadrons de service de les charger. Ces escadrons étaient trop peu nombreux: il aurait fallu là toute la division de cavalerie de réserve de la garde; mais par un malheur qui tenait à la fatalité de ce jour, cette division de deux mille grenadiers à cheval et dra-

gons, tous gens d'élite, s'étaient engagés sur le plateau sans l'ordre de l'Empereur. Il n'y eut plus alors aucun moyen de rallier les troupes : les quatre escadrons culbutés, la confusion ne fit qu'augmenter.

Les corps de cavalerie et les quatre bataillons de la garde qui, sur le plateau, tenaient tête depuis plusieurs heures à presque toute l'armée anglaise, avaient épuisé tous leurs efforts; leur artillerie avait brulé toutes ses munitions; ils virent de ce plateau le feu de nos carrés derrière eux; ils se mirent aussi en retraite, et la victoire s'échappa de nos mains. Le plateau abandonné, toute l'armée anglo-hollandaise fit un mouvement de ligne en avant, et s'arrêta à la position que nous avions occupée si long-tems. Dans le désordre où était l'armée française, il arriva ce qui arrive souvent en pareille circonstance : nos troupes d'infanterie et de cavalerie se battirent entre elles sans se reconnaître. Les huit bataillons de la garde qui étaient au centre, après avoir lutté long-tems contre toutes les attaques d'infanterie et de cavalerie ennemies, et n'avoir cédé le terrein que pied à pied, furent entièrement désorganisés par la masse des fuyards, et écrasés par le nombre des ennemis qui les entouraient. Ces braves

grenadiers combattirent jusqu'à la fin et vendirent chèrement leur vie. C'est alors que Cambrone, sommé de se rendre, fit cette réponse française : " *La garde meurt et ne se rend pas!* "

L'Empereur se porta à la gauche de Planchenoit sur une deuxième position, où était en réserve un régiment de la garde avec deux batteries. Il fit là de nouveaux efforts pour arrêter les fuyards, et les rallier; mais d'une part les ténèbres de la nuit, qui empêchaient l'Empereur d'être vu des soldats, et de l'autre l'extrême confusion qui régnait partout, rendait ce ralliement déjà bien difficile; lorsque toute la cavalerie prussienne, soutenue par quelques bataillons d'infanterie légère, et tout le corps de Bulow, reprirent l'offensive, et pénétrant par la droite de Planchenoit, portèrent le désordre à un tel point que tout ralliement devint impossible. L'Empereur voyant que tous ses efforts étaient vains, que l'ennemi était déjà sur la chaussée, et qu'enfin, il ne lui restait plus d'espoir, céda à la nécessité. Il prit la route de Charleroi,* après avoir envoyé plusieurs

* Lorsque l'Empereur arriva à cette dernière position près Planchenoit, il n'avait avec lui que trois ou quatre de ses officiers; tous les autres étaient en mission. Après avoir reconnu l'impossibilité de rallier les fuyards, il me chargea de

officiers au Maréchal Grouchy, pour lui annoncer la perte de la bataille, lui porter l'ordre de passer la Sambre à Namur, et de se diriger par Charlemont sur Laou, pour s'y réunir à l'armée.

L'attaque qu'on avait entendue au coucher du soleil, à deux lieues et demie sur notre droite, était effectivement celle de Grouchy : ce maréchal se battait à Wavres, et une de ses colonnes passait la Dyle à Limale, sur les derrières de St. Lambert. En chemin entre Gembloux et Wavres, il avait entendu depuis midi notre épouvantable canonnade. On ne pouvait pas s'y tromper ; c'était une canonnade de grande bataille. Le Général Excelmans, fortement ému, se rendit près du maréchal, et lui dit : " *Monsieur le Maréchal, les armées sont aux mains ; le feu est si nourri que la terre en tremble. Il me semble que ce n'est plus sur*

faire mettre en batterie quelques pièces qui étaient là, et de tirer sur la cavalerie anglaise, qui s'approchait rapidement : ce furent les derniers coups de canon. Un moment après, comme nous étions presque entourés par les ennemis, il fit former en carré le bataillon de la garde, et commanda le feu. L'Empereur paraissait décidé à ne pas survivre à cette fatale journée : il voulait mourir avec ses grenadiers, et allait entrer dans le carré, lorsque le Maréchal Soult, qui était tout-près de lui, lui dit : " *Ah, Sire, les ennemis sont déjà trop heureux !* " et en même tems il poussa le cheval de l'Empereur sur la route de Charleroi.—Ext. du J. du G. Gourgaud.)

Wavres, que nous devons marcher, mais bien, droit sur la canonnade; nous arriverons bientôt pour y prendre part." Le maréchal hésita; mais lui montrant ses instructions, il lui dit qu'il serait possible qu'alors Blucher marchât sur Fleurus, et tournât ainsi toute notre droite: qu'il ne pouvait pas prendre sur lui une telle responsabilité. Le Général Gérard, qui partageait entièrement l'opinion d'Excelmans, lui dit alors: *" Mais Monsieur le Maréchal, c'était hier que vos instructions vous prescrivaient de marcher sur Wavres: vous avez jugé ne pas pouvoir le faire, parceque vous étiez incertain des mouvemens de Blucher: aujourd'hui il est évident que l'armée prussienne a gagné une demi-marche sur nous, et que pendant que nous marcherons sur Wavres, elle se portera ailleurs; au lieu qu'en marchant droit sur un aussi épouvantable feu, nous sommes surs de trouver à qui parler.*" Le maréchal, qui lui-même brulait du désir de prendre part à la grande bataille, se rendit à ces raisons: il donna ordre à son infanterie de s'arrêter, et il faisait ses dispositions pour marcher sur St. Lambert, lorsque son avant-garde s'engagea du côté de Wavres. En ce même instant il reçut le rapport que toute l'armée prussienne était en avant de cette ville; (il n'y avait cependant que le troisième corps

prussien). Le Général Gérard insista néanmoins, auprès du maréchal, pour qu'il se dirigeât encore sur St. Lambert, lui disant que probablement ce n'était qu'une arrière-garde prussienne, qui battra en retraite devant lui, tandis que les coups décisifs auront lieu à la gauche; mais le maréchal effrayé de la responsabilité qui pésait sur lui dans de telles circonstances, crut, malheureusement, agir pour le mieux en reprenant son mouvement sur Wavres. Ce ne fut que quatre heures après qu'il reçut l'ordre positif de marcher sur St. Lambert. Les autres ordres qui lui avaient été expédiés pour le même objet, ne lui étaient pas parvenus.

Telle fut la bataille de Waterloo: l'Empereur en attribua principalement la perte d'une part, 1°. A l'incertitude où le Maréchal Grouchy resta le 17 sur les mouvemens de l'ennemi. Si dans la soirée du 17, il se fut trouvé sur Wavres, en communication avec la gauche de l'armée, Blucher n'aurait pas osé se dégarnir devant lui, où alors Grouchy l'aurait suivi. 2°. Au malentendu des instructions données à ce maréchal, et la non-reception des ordres que Sa Majesté lui envoya la nuit du 17 au 18, et le 18 au matin; et d'une autre part à l'attaque intempestive que le Maréchal

Ney fit avec la cavalerie, deux heures trop-tôt, malgré les ordres réitérés de l'Empereur.

Le manque d'un commandant général de la garde, qui, composée de tant de corps différens, en avait le plus grand besoin, a aussi eu une fatale influence. Le Duc de Trevise, qui remplissait cette place, avait été forcé, par cause de maladie, de s'en démettre le 14 à Beaumont. On se rappelle que lorsque l'Empereur voulut faire charger la division de cavalerie de réserve de la garde, elle s'était mal-à-propos engagée sur un autre point : ce fut un grand malheur. La présence de cette cavalerie d'élite eût contenu celle de l'ennemi. Tous les autres corps de notre cavalerie, notre infanterie, se seraient ralliés, et nous eussions conservé le champ de bataille. Le corps de Ziéthen n'était pas en mesure de pouvoir pousser vivement son attaque ; ses troupes étaient très-fatiguées ; un grand nombre étaient restées en arrière. L'armée française, conservant le champ de bataille, malgré les corps de Bulow et de Ziéthen, et ayant derrière elle toutes les troupes de Grouchy, on pouvait raisonnablement espérer que les armées ennemies, qui avaient éprouvé de bien grandes pertes, seraient forcées de battre en retraite.

Tous les commandans des corps se comportèrent avec la plus grande bravoure. Leurs intentions étaient pures et loyales; mais, ainsi que nous l'avons déjà dit, il régnait parmi eux une dissention d'opinion qui tenait aux événemens de 1814, et qui à eu un bien funeste résultat. Le Maréchal Ney, peut-être en conséquence de sa situation morale, était tombé dans une aberration d'esprit dont il ne sortait qu'au milieu du feu, où la bravoure naturelle de son tempérament reprenait le dessus, et lui rendait ses facultés. Une des fautes que l'Empereur se reproche, est celle d'avoir employé ce maréchal, ou au-moins de lui avoir donné un commandement si important.

CHAPITRE VII.

Quelques Observations sur la Bataille.

Plusieurs militaires ont critiqué les dispositions prises par l'Empereur, le matin du 17: "Pourquoi," disent-ils, "n'a-t-il pas marché avec toute l'armée sur Waterloo?" la réponse est facile: Napoléon savait que le quatrième corps (Bulow)

s'était réuni à l'armée prussienne dans la nuit du 16; cette armée, ainsi augmentée, pouvait marcher en avant sur Fleurus et Charleroi. La plus grande faute qu'un général puisse commettre, le lendemain d'une bataille gagnée, est de ne pas poursuivre vivement l'armée battue pour l'empêcher de se rallier. On critiquerait avec raison l'Empereur, s'il eût fait marcher une armée de plus de cent mille hommes, sur la seule chaussée des Quatre-Bras à Bruxelles, de laisser se rallier tranquillement une armée qui pouvait alors se porter sur ses derrières. Il a donc du faire poursuivre l'armée prussienne; mais ses instructions prescrivaient au corps chargé de cette poursuite, de se tenir toujours en communication avec lui, et de se placer entre l'armée prussienne et la chaussée des Quatre-Bras à Bruxelles. Le zèle et l'ardeur du Maréchal Grouchy, des Généraux Gérard, Pajol, Excelmans, étaient assez connus de Napoléon; il ne doutait pas que leurs troupes n'arrivassent le soir du 17, sur Wavres, et sur les débouchés de la forêt de Soignes de ce côté. Le corps de Grouchy devant Wavres était en ligne avec l'armée de l'Empereur. Si donc Wellington reçoit la bataille en avant de la forêt, l'Empereur est sûr, par le mouvement de Grouchy,

d'avoir sa droite et ses derrières bien appuyés: non-seulement les troupes de Grouchy tiendront en échec les Prussiens, mais seront plus en mesure de se joindre à l'Empereur, que les Prussiens ne le seront de se joindre à Wellington. Si, au contraire, Wellington évacue Soignes et Bruxelles, et que Blucher se retire soit, sur cette ville, soit sur Liège, le mouvement de Grouchy a encore tous les avantages.

Il n'était pas probable que le Duc, de Wellington, ayant la forêt de Soignes et Bruxelles derrière lui, voulut livrer bataille. Cela n'eût pas été vraisemblable, lors-même que toute la contestation de la guerre eût été en Belgique: mais il était absurde de le supposer, lorsque l'armée française formait la totalité des forces disponibles de l'Empereur; tandis que les armées opposées ne formaient que le tiers des forces de la ligue contre la France. Napoléon pensait que Blucher n'aurait pas dû livrer la bataille de Ligni, ni le Duc de Wellington celle des Quatre-Bras; leurs armées auraient dû se réunir, et évacuer la Belgique sans perte, pour attendre que les armées de la Russie et de l'Autriche fussent arrivées sur la Meuse. Il attribuait la bataille de Ligni au caractère décidé de Blucher, et celle des Quatre-Bras à l'obligation où

s'était trouvé Wellington de soutenir l'armée prussienne. Il étoit raisonnable de penser que ces deux généraux n'exposeraient pas la destinée de leur parti dans une bataille, où toutes les chances étaient désormais contre eux.

D'autres militaires ont admiré, les opérations par lesquelles l'Empereur avait dérobé la connaissance de son projet à l'ennemi; ils ont fort approuvé les mouvemens qu'il avait ordonnés le 17, mais ils ont blamé sa conduite le matin du 18.—"Pourquoi," disent-ils, "lorsque Napoléon apprit que le Maréchal Grouchy, au lieu d'être à Wavres était resté à Gembloux, a-t-il persisté à livrer la bataille?"

Voici ce qu'on peut répondre: Quoique la bataille fut nécessitée par la position générale des choses, l'Empereur ne l'eût certes pas livrée, si, immédiatement après avoir reçu la lettre de Grouchy de Gembloux, une seconde lettre de ce maréchal ne l'eût informé qu'il marchait sur Wavres. Cette dépêche était écrite avant le jour: de Gembloux à Wavres, il n'y a que deux lieues; l'Empereur pensait que Grouchy y seroit à huit heures du matin. Pendant la nuit, il lui avait envoyé l'ordre quand même il serait à Wavres, d'appuyer par sa gauche sur St. Lambert. On pouvait donc

croire, qu'il y arriverait vers deux heures après midi.

Quelques personnes auraient voulu que l'Empereur eût contremandé la bataille, après qu'il eût reconnu le corps de Bulow vers St. Lambert, et qu'il eût fait marcher dans cette direction la cavalerie du Général Domont et le corps du Comte de Lobau; Quelques coups de canon seulement avaient été tirés sur Hougoumont; mais, si l'on veut réfléchir à la position de la France et de l'armée française, on verra que dans cette circonstance, comme dans tant d'autres, Napoléon a agi avec cette décision qui est le résultat d'une supériorité de lumières, et d'une grande habitude des événemens de la guerre. Il a pensé que par la qualité de ses troupes, il avait encore assez de chances en faveur de la victoire, lors même que le corps de Bulow agirait avec l'armée anglaise; et que si Grouchy, comme il n'en pouvait douter, arrivait avec tout son corps, ou seulement un détachement sur St. Lambert, il tomberait sur les derrières de Bulow: ce qui rendrait la victoire bien plus décisive. Dans le cas même où le quatrième corps prussien seul prît part à la bataille, et que Grouchy, non-plus que les premier, deuxième, et troisième corps prussiens n'y fussent pas engagés, l'armée de l'Empereur aurait été diminuée de trente-six

mille hommes, tandis que l'armée opposée l'aurait été de soixante mille, (force des trois corps prussiens.)

D'un autre côté, si l'Empereur contremandait la bataille, les armées prussiennes et anglaises se réuniraient, et alors, le 19, sa position serait bien plus critique: car malgré les pertes essuyées le 16, l'armée prussienne était encore de quatre-vingt-dix mille hommes. La jonction de ces deux armées présenterait une masse tellement supérieure, qu'il ne serait pas prudent d'engager le combat.

Lorsque l'Empereur, qui se trouvait près de la Belle Alliance, découvrit le mouvement de Bulow, il resta inébranlable dans sa décision de livrer bataille: mais il balança un instant, s'il ne changerait pas sa ligne d'opérations* pour la placer sur la

* C'est souvent un bien grand avantage de changer de ligne d'opérations pendant une bataille. Par une manœuvre semblable, Napoléon fut victorieux à Marengo. Sur la fin de la journée, Mélas, se croyant vainqueur, était retourné à Alexandrie, laissant au Général Zach le soin de poursuivre l'armée française. Celui-ci, dans la persuasion où il était que les Français voulaient se retirer sur la chaussée de Tortone, chercha avec un gros corps à gagner cette chaussée derrière San Juliano; mais au commencement de la bataille Napoléon avait changé sa ligne d'opérations, et l'avait dirigée entre Sale et Tortone; ensorte que Zach, au moment où il croyait couper la ligne de retraite de l'armée française, se trouva lui-même coupé de la sienne. Il fut pris avec tout son corps; ce qui décida la victoire en faveur des Français.

route de Nivelles, en débordant la gauche de l'armée anglaise, au lieu de la droite, et en marchant sur Mont St. Jean par la route de Nivelles, après s'être emparé de Braine-la-Leud. Par ce moyen la ligne de retraite de l'Empereur se trouverait plus éloignée des Prussiens; mais il considéra que Grouchy, envoyant un détachement sur les derrières de Bulow, celui-ci pourrait alors se retourner sur lui, puisqu'il ne serait plus contenu en front: qu'ainsi la réunion des Prussiens à l'armée anglaise serait plus prompte; qu'on les verrait, même, arriver sur la Haie Sainte et la Belle Alliance, vers trois heures après midi. D'ailleurs, le terrein, entre la Haie et Planchenoit, est coupé par des bois et des défilés; ce qui le rendait plus favorable que tout autre pour les troupes destinées à arrêter le mouvement de Bulow; et enfin la partie de la ligne anglaise, entre la Haie Sainte et la Haie, parut à l'Empereur plus faible que partout ailleurs.

Des militaires, en approuvant toutes les opérations jusqu'au milieu de la bataille, auraient voulu que l'Empereur, après avoir repoussé Bulow, eût rallié toute sa garde, même le bataillon envoyé à Planchenoit, et qu'elle fût restée en position comme réserve générale. Ce qui decida l'Empe-

reur à faire donner sa garde, fut la conviction où il était que dans les circonstances où il se trouvait, il lui fallait un grand succès, et il était fondé à en espérer un décisif de la charge de ce corps d'élite. Au moment où il l'engagea, le jour était sur son déclin; ce qui lui fit croire que cette attaque était sans inconvéniens; et cela eût été ainsi, si la division de cavalerie de réserve, de la garde, fût restée près de lui.

Quelques officiers présens à la bataille pensent que dans une circonstance si importante, l'Empereur eût bien fait de mener sa première attaque, comme il avait mené celle de Montmirail, en formant ses troupes d'infanterie sur l'ordre perpendiculaire, les couvrant par de nombreux tirailleurs, et faisant co-ordonner convenablement les mouvemens de l'artillerie et de la cavalerie; genre de tactique très-délicat, et que l'Empereur a déployé dans les attaques qu'il a conduites lui-même avec un petit nombre d'hommes. C'était aussi son intention; et cette idée avait beaucoup influé sur la confiance qu'il avait dans l'issue de la journée; mais la découverte du corps de Bulow le décida à se tenir dans une position centrale, afin de tenir les troupes prêtes à faire front à cette nouvelle attaque,

où la moindre faute aurait, dès les quatre heures, entraîné la perte de la bataille.

En résumé, si l'on fait bien attention aux dispositions prises des deux côtés, l'on peut dire que, 1°. Sans le mouvement de Bulow, la bataille eût été gagnée sur les trois heures de l'après midi, par soixante-sept mille Français, contre quatre-vingt-dix mille anglo-hollandais; car le corps du Comte de Lobau, avec la jeune garde, et soutenu de toute la garde, devait attaquer le centre ennemi à deux heures. L'attaque des Prussiens, qui obligea de changer la destination du corps du Comte de Lobau et de la jeune garde, a aussi empêché l'attaque de la garde, l'Empereur n'ayant jamais voulu engager cette réserve avant d'être rassuré sur sa droite, par l'arrivée de Grouchy; 2°. Soixante-sept mille Français eussent triomphé de cent vingt mille ennemis, (90,000 Anglo-hollandais et 30,000 Prussiens,) si Blucher ne fût pas arrivé avec le premier corps Prussien; 3°. Malgré les soixante mille Prussiens, de Bulow et de Blucher, et les quatre-vingt-dix mille hommes de Wellington, le résultat de la bataille n'eût été que celui d'une bataille ordinaire, où les Français eussent conservé leur position sur les hauteurs de Planchenoit, si la division de cavalerie de réserve

de la garde n'eût pas été mal-à-propos engagée.

Tout militaire de bonne foi ne mettra pas en doute que ces résultats n'eussent été obtenus ; et cela avec une armée où la malveillance et la trahison de quelques individus exerçaient une funeste influence.

On a blamé, avec apparence de raison, les Généraux Blucher et Wellington, de n'avoir pas tenu leurs troupes campées dès le commencement de Juin ; de n'avoir pas connu les mouvemens de l'armée française, qui leur a dérobé trois marches ; de sorte qu'ils se sont battus isolément, et n'ont jamais eu l'initiative du mouvement : ils ont même couru les risques de ne pas pouvoir se rallier, et d'être battus en détail en sortant de leurs quartiers.

On reproche à Blucher d'avoir rallié son armée dans la position de son ennemi. L'armée française ayant, le 15 Juin, dès midi, occupé Charleroi, et ayant passé la nuit suivante à une portée de fusil de Fleurus, Blucher, connaissant l'ennemi à qui il avait à faire, ne devait pas prendre, pour se rallier, un point si près de Fleurus, où il s'exposait à être battu partiellement. Il est de fait qu'avec une armée de près de cent cinquante mille hommes, Blucher n'a livré bataille qu'avec quatre-vingt-dix mille.

On reproche au Duc de Wellington de n'avoir été instruit qu'à une heure du matin, le 16, que toute l'armée française avait passé la Sambre la veille à midi, à Charleroi, et qu'elle bivaquait à dix ou douze lieues de lui. Ainsi, les premiers coups de fusil ayant été tirés en avant de Charleroi, le 15, à cinq heures du matin, il n'en a été instruit, à quatorze lieues de là, que vingt heures après. Tout ce qui est arrivé au Duc de Wellington, aux Quatre-Bras, ne peut lui être reproché; c'est une suite nécessaire de la faute qu'avait commise Blucher, en voulant rallier son armée à Ligni. Le choix du champ de bataille de Waterloo, en avant d'une forêt et d'une grande ville, lorsque Blucher avait été battu, a été une faute qui pouvait avoir les plus funestes résultats pour l'armée anglaise, et pour toute la coalition. La nature des chemins que Blucher avait à traverser, surtout par le mauvais tems qu'il faisait depuis deux jours, et les grandes pertes éprouvées par l'armée prussienne à Ligni, devaient décider le Duc de Wellington à réunir son armée avec celle de Blucher à une marche en arrière de Waterloo; ce qui était sans inconvénient. Les deux armées auraient pu facilement gagner douze ou quinze heures d'avance, et se

trouver ralliées sur un même champ de bataille, présentant alors une masse de plus de deux cent mille combattans. On a même pensé, ainsi que nous l'avons déjà dit, que lors même de cette réunion, il était dans l'ordre général de la guerre de gagner du tems; et d'éviter la bataille, jusqu'à ce que les armées de l'Autriche et de la Russie fussent sur la Meuse.

La surprise des armées prussienne et anglo-hollandaise, dans leurs cantonnemens, avait donné la preuve de la supériorité du plan de campagne adopté par les Français. Tous les succès que l'on attendait de la réussite complette de ce plan, ne paraissaient plus douteux, lorsque la malheureuse bataille de Waterloo vint, malgré toutes les probabilités, renverser tous les calculs; tant le hazard a d'influence sur les actions humaines!

Jamais les troupes françaises n'ont mieux montré leur pré-éminence sur toutes les troupes de l'Europe que dans cette courte campagne, où elles ont été si constamment inférieures en nombre. Aussi peut-on dire que dans ces grands désastres, si l'armée française a tout perdu, elle a au moins conservé son honneur.

CHAPITRE VIII.

Suites de la Bataille.—Pertes éprouvées par l'Armée Française et par les Armées ennemies. — Quartier-Général à Laon. — Ordres expédiés aux autres Armées.

INDÉPENDAMMENT du pont sur la Dyle, au village de Gennappe, il y en avait plusieurs autres dans les villages voisins : mais au milieu de l'extrême confusion, où était l'armée, tous les fuyards se dirigèrent sur Gennappe, qui en un moment en fut encombré. L'Empereur s'y arrêta, quelques instans, pour essayer encore de rétablir un peu d'ordre ; mais le tumulte, augmenté par l'obscurité de la nuit, rendit de nouveau toutes ses tentatives inutiles. Peut-être, qu'en résultat, ce qu'il y avait de mieux à faire, c'était de n'opposer aucune résistance, et de faire la plus prompte retraite possible. Tous les corps, toutes les armes, étaient confondus : soldats d'infanterie, de cavalerie, d'artillerie ; tous se pressaient, s'écrasaient mutuellement. Beaucoup de chariots et de caissons étaient renversés, tant sur le pont que dans les rues. Plu-

sieurs étaient fixés entr'eux ; ce qui était un nouvel indice de malveillance.

La plus grande partie du matériel de l'artillerie resta sur le champ de bataille, ou fut abandonné à ce défilé.* Quant aux pertes du personnel de l'armée, voici comment on peut les établir : l'armée française, en passant la Sambre, le 15 Juin, était de cent quinze mille hommes. Elle a perdu,

Le 16, à Ligni	-	6,800 tués ou blessés.
Aux Quatre-Bras	-	4,140 *idem*.
Le 17, 18 et 19	{	18,500 *idem*.
	{	7,000 prisonniers.

ce qui fait un total de 36,940 hommes perdus pour cette armée, car les blessés restèrent au pouvoir de l'armée ennemie. Parmi les prisonniers furent les Généraux, Comte de Lobau, Cambronne et Duhesme. Ce dernier fut massacré de sang-froid sur la route, le lendemain du combat ! Le Général Devaux, commandant l'artillerie de la garde, officier très-distingué par ses talens et sa bravoure, fut au nombre des morts.

* C'est là que furent pris, les bagages et la voiture que l'Empereur avait coutume de faire rester toujours près du champ de bataille. Ce n'a été que plusieurs jours après son arrivée à Paris, que l'Empereur a appris la perte de cette voiture, dans laquelle il n'était pas monté depuis son départ de Beaumont. On y trouva un chapeau, une épée, des habits, &c. ; c'étaient tous des effets de rechange.

Les généraux ennemis, dans leurs relations, reconnaissent que les Anglais et les Hanovriens ont perdu,

Le 16, tués ou blessés - - - - - - - - -	2,884
Le 17 et 18, *ditto* - - - - - - - - - -	10,854

A quoi il faut ajouter les pertes de

La Légion allemande - - - - - - - - -	1,620
Artillerie et génie de légion allemande - - -	280
Division de Brunswick - - - - - - - -	2,000
Hollandais et Belges - - - - - - - - -	4,136
Nassau - - - - - - - - - - - - - -	3,100
Total Anglais, Hanovriens, Hollandais, &c. - - -	24,866
Perte des Prussiens pendant la campagne (tirés des rapports officiels) - - - - - - - - - - -	33,132
Perte générale des alliés * - - - - - - - - -	58,006

Le 19, entre quatre et cinq heures du matin, l'Empereur arriva à Charleroi : il donna ordre aux équipages de pont et à ceux des vivres, qui étaient restés en arrière de la ville, de partir sur-le-champ pour

* ETAT, PAR NATION, DES PERTES DES ALLIES.

Anglais	10,981	Rapport du Duc de Wellington, du 29 Juin.
Hanovriens	2,757	
Légion Allemande	1,900	Etat par régiment.
Brunswickois . . .	2,000	
Nassau	3,100	Le Rapport du Prince Bernard en avoue 2800.
Hollandais, Belges	4,136	Rapport du Prince d'Orange.
Prussiens	33,132	Rapports officiels.
	58,006	Hommes tués ou blessés.

Philippe-ville et Avesnes, pour se diriger de là sur Laon. Il se rendit ensuite à Philippe-ville, où il arriva à dix heures du matin. Il expédia de nouveau des ordres au Maréchal Grouchy pour faire sa retraite, par Rhetel, sur Laon: et à tous les commandans des places de la Meuse, de se tenir prêts à être attaqués, et de se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Des ordres furent également expédiés au Général Rapp, commandant le cinquième corps en Alsace, au Général Lecourbe, commandant le corps de Béfort, et au Général Lamarque, commandant l'armée de la Vendée, de se rendre à marches forcées avec toutes leurs troupes sur Paris, en employant tous les moyens possibles pour accélérer leur mouvement, tels que de faire venir l'infanterie en charrettes, de faire traîner l'artillerie par des chevaux de réquisition, &c.

Cependant les débris de l'armée repassaient la Sambre aux ponts de Marchiennes, de Charleroi, et du Chatelet. De Gosselies, la masse des fuyards des premier et deuxième corps, qui avaient passé à Marchiennes, se dirigea de ce côté pour y repasser la rivière. La garde impériale, et le sixième corps, se retirèrent sur Charleroi. L'armée faisant ainsi sa retraite sur plusieurs points,

rendit son ralliement plus difficile. Le Prince Jérôme se rendit à Avesnes, pour y réunir les corps qui prendraient cette direction.

Après avoir expédié tous les ordres que les circonstances rendaient necéssaires, l'Empereur quitta Philippe-ville, à deux heures après midi, y laissant le Maréchal Soult pour rallier le grand quartier-général et les corps qui se porteraient sur cette place: il se mit en marche sur Laon, d'où il envoya l'aide-de-camp Flahaut à Avesnes, pour avoir de nouveaux renseignemens. Ce général y trouva une partie de la garde et de l'armée, que le Prince Jérôme avait déjà réunie. L'aide-de-camp De Jean fut envoyé à Guise, tant pour examiner l'état de cette place, que pour y rallier tous ceux qui auraient pris cette direction. L'aide-de-camp Bussy fut laissé à Laon, afin de tout préparer pour l'armée qui allait se rassembler autour de cette avantageuse position. Napoléon se rendit ensuite, en toute hâte à Paris, accompagné du Duc de Bassano, du Maréchal du palais Bertrand, et de ses aides-de-camp Drouot, Labeydoyère, Bernard, Gourgaud, pour y passer quarante-huit heures, prévenir la commotion politique que la nouvelle du désastre pouvait occasionner,

prendre les mesures les plus promptes pour hâter et terminer tous les préparatifs de défense de la capitale, préparer les esprits à la grande crise dans laquelle la France allait se trouver, faire diriger sur Laon toutes les troupes, tous les renforts que l'on pourrait tirer des dépots et de nos places; en un mot, prendre toutes les mesures pour l'exécution du second plan d'opération, auquel on se trouvait réduit. L'intention de Napoléon était de rejoindre, immédiatement après, son armée sous Laon.

CHAPITRE IX.

Mouvement du Corps du Maréchal Grouchy. Il se joint à l'Armée sur Laon.

D'après le rapport du Maréchal Grouchy, il paraît qu'au moment où il reçut, le 18, l'ordre de marcher sur St. Lambert, il était fortement engagé: maître d'une partie de Wavres, il n'avait pas encore pu en déboucher. Le Général Gérard, à la tête du quatrième corps, avait été griévement blessé, en voulant forcer le passage de la rivière à Bielge. Dans ces circonstances, le Maréchal avait envoyé

sur Limale le corps de cavalerie légère de Pajol, et trois divisions d'infanterie, pour y passer la Dyle, et marcher contre Bulow. Ce mouvement réussit, et les hauteurs opposées furent enlevées; mais alors il était nuit, et la grande bataille était terminée. Le 19, à la pointe du jour, les Prussiens attaquèrent à leur tour, mais ils furent repoussés partout. Le Général Penne, officier très-distingué, fut tué en emportant le village de Bielge.

Les hauteurs de Wavres furent également emportées, et le Maréchal Grouchy se disposait à marcher sur Bruxelles, lorsqu'il reçut la nouvelle de la perte de la bataille de Waterloo, et l'ordre de battre en retraite; ce que ce Maréchal exécuta aussitôt en deux colonnes, l'une se dirigeant directement de Temploux sur Namur, et l'autre par la grande route de Charleroi à Namur.

L'ennemi voulut attaquer les queues de ces colonnes, mais il fut vigoureusement repoussé, et perdit quelques canons. Le maréchal arriva ainsi à Namur, d'où il prit la route de Dinant, laissant le corps de Vandamme, tant pour détruire le pont de Namur (ce qu'on ne put exécuter) que pour faire l'arrière-garde, et contenir l'ennemi. Les Prussiens essayèrent de forcer le passage du pont; mais après avoir perdu

beaucoup de monde, ils renoncèrent à cet espoir. Le corps de Vandamme se maintint dans la ville jusqu'à huit heures du soir, qu'il dut l'abandonner pour continuer le mouvement de retraite. Le 24, tout le corps de Grouchy arriva à Rhétel, et le 26 il se réunit à l'armée sous Laon.

CHAPITRE X.

Ressources militaires qui restent encore à la France après la Bataille.

La perte de la bataille de Waterloo, mettait la France dans une situation bien critique; mais les mesures de prévoyance que l'Empereur avait prises, avant l'ouverture de la campagne, offraient encore des ressources en tous genres. Les débris de l'armée française, après avoir passé la Sambre et s'être ralliés sur différens points, s'étaient dirigés sur Laon; et le 26 Juin, l'armée qui y était rassemblée, se montait au-delà de soixante-cinq mille hommes. Quelques milliers d'hommes seulement, s'étaient dispersés dans l'intérieur. Sans doute que notre perte était considérable, mais l'ennemi avait encore plus perdu. Tous les dépots des régimens étaient arrivés

dans les environs de la capitale, et ils avaient assez d'hommes pour remplacer les soldats manquans. Les seuls dépots, de la garde impériale, en avaient six mille disponibles. On avait perdu beaucoup de matériel d'artillerie, mais les soldats du train, pour la plupart, s'étaient sauvés avec leurs chevaux. On les réunissait, à La Fère et à Vincennes. Il y avait, tant dans ce dernier lieu que dans Paris, cinq cents pièces de canon de campagne; en outre, d'autres parcs considérables étaient sur la Loire. On pouvait facilement organiser deux cents bouches-à-feu; ce qui remettrait notre matériel dans le même état où il était avant le désastre. L'Empereur calculait avec raison avoir, dans les premiers jours de Juillet, une armée de cent trente mille hommes sur l'Aisne, entre Soissons et Laon. Les Russes et les Autrichiens n'avaient pas encore passé le Rhin le 24 Juin; dès-lors ils ne pouvaient être en force sur la Marne avant le 20 Juillet. Les armées anglo-hollandaise et prussienne, déjà fort diminuées par les dernières batailles, ne pouvaient s'avancer sur l'Aisne qu'en laissant des corps d'observation devant les places de la frontière du Nord, telles que Dunkerque, Valenciennes, Lille, Mau-

beuge, Condé, &c. qui toutes avaient de nombreuses garnisons; il fallait, en outre, masquer toutes les places de la Somme. Blucher et Wellington ne pouvaient alors s'avancer qu'avec environ soixante-dix mille hommes; et Napoléon comptait être, le 26 Juin, sur l'Aisne avec plus de quatre-vingt mille. Dix jours après, il eût eu une armée de cent vingt à cent trente mille hommes; et successivement ses forces se seraient accrues jusqu'à cent cinquante mille combattans. Les deux généraux opposés auraient donc été obligés de combiner leurs mouvemens avec ceux des armées russes et autrichiennes. On aurait ainsi gagné un mois: pendant ce tems, les fortifications de Paris, sur la rive gauche de la Seine, eussent été terminées et armées; celles sur la rive droite, l'étaient déjà en entier. Les armes ne manquaient pas pour armer les fédérés. La garde nationale eût été augmentée. L'on aurait eu ainsi, un corps de soixante mille hommes; et dans l'espace de tems, qui restait encore avant que l'ennemi pût s'approcher en grande force de la capitale, on aurait pu réunir soixante autres mille hommes de garde nationale de la Bretagne, de la Normandie, de la rive gauche de la Loire, et de tout l'empire; et même faire

venir, les vingt régimens de marine qui avaient été organisés.

Dans le midi, le Maréchal Suchet avait eu des succès : il s'était emparé de Montmeillau, et avait rejetté l'ennemi au-delà du Mont-Cénis. Son corps réuni devant Lyon, avec toutes les gardes nationales du pays, destinées à la défense de ce point central, eût occupé toute l'armée autrichienne d'Italie. On se trouvait donc naturellement revenir au second plan.

La combinaison des armées anglo-hollandaise et prussienne avec les autres armées, aurait donné lieu à des évènemens militaires, tout à l'avantage de celui qui occupait la position centrale, et qui pouvait manœuvrer avec cent cinquante mille hommes, autour d'un point d'appui comme Paris ; surtout lorsque ce point est bien fortifié, est armé de cinq à six cents bouches-à-feu, et contient plus de cent vingt mille hommes armés et organisés.

Tels étaient encore les moyens militaires avec lesquels on pouvait espérer de lutter avec égalité de chances, lorsque des évènemens politiques qu'on n'avait pu prévoir, paralisèrent tout, et forcèrent l'Empereur à abdiquer en faveur de son fils. C'est ce que nous allons rapporter dans le chapitre suivant.

CHAPITRE XI.

Arrivée de l'Empereur à Paris. Insurrection des Chambres. Il ne lui reste plus que trois partis à prendre. Raisons qui déterminent son Choix. Il abdique.

L'Empereur, peu après son arrivée au palais de l'Elysée, le 21 Juin, convoqua un conseil des ministres : on y discuta les mesures à prendre dans les circonstances où l'on se trouvait. On fut d'opinion de déclarer Paris en état de siège ; de convoquer les Chambres à Tours, et de porter dans cette ville le centre du gouvernement : de donner le commandement de Paris au Maréchal Davoust, et le ministère de la guerre au Général Clausel. Tous ces différens actes se rédigeaient à la secrétairerie d'état, et déjà les ordres étaient expédiés pour doubler le nombre des tirailleurs de la garde nationale, et leur donner des armes dans la journée. On discutait s'il convenait que l'Empereur portât lui-même, en habit de voyage, et sans appareil, ces décisions aux Chambres, et l'on minutait même le discours, lorsque l'on fut instruit que la plus vive fermentation se manifestait dans la Chambre des Députés. Peu après

midi, l'on reçut un message par lequel cette Chambre se déclarait en permanence, méconnaissait l'autorité impériale, et déclarait traître à la patrie quiconque voudrait suspendre sa permanence. M. de la Fayette paraissait se placer à la tête d'un parti dont on ignorait les véritables intentions. Quelques momens après, on apprit que la Chambre des Pairs venait de suivre l'exemple de celle des députés, et de se mettre en insurrection contre l'Empereur.

Ces deux évènemens suspendirent tout: on ne jugea plus qu'il fût convenable que l'Empereur se transportât au milieu des députés de la nation, puisqu'ils s'étaient déclarés en insurrection. Les ministres seulement s'y rendirent, et annoncèrent l'arrivée de l'Empereur à Paris, et la situation des affaires.

Dans la soirée le plan, des meneurs des deux Chambres, ne tarda pas à se développer: il avait des ramifications dans le ministère: le Duc d'Otrante paraissait en être un des principaux ressorts. Bientôt les nouvelles les plus désastreuses circulèrent partout: on disait que le Maréchal Grouchy n'avait pas huit mille hommes avec lui; que toute l'armée était détruite. Les ennemis de Napoléon, les amis du roi, les partisans de l'étranger, se remuaient de

tous côtés, et tâchaient d'accroître dans la garde nationale le nombre de leurs prosélytes.

La nuit, il y eut une conférence des ministres avec une commission de chacune des Chambres. L'esprit des Chambres se déploya tout entier : le danger de la patrie n'était pas seulement dans ses ennemis extérieurs et dans l'approche des armées victorieuses à Waterloo, mais il consistait surtout dans les divisions de l'intérieur. Il ne restait plus alors à l'Empereur que trois partis à prendre.

Le premier, était de se rendre le 22 au point du jour au palais des Tuileries ; d'y convoquer toutes les troupes de ligne qui se trouvaient dans la capitale ; les six mille hommes de la garde impériale ; les fédérés ; la garde nationale ; le conseil d'état ; les ministres, et d'ajourner les Chambres. On était sûr des sentimens des troupes et des fédérés, ce qui emportait tout le peuple de Paris ; d'une portion de la garde nationale ; car une grande partie n'était pas bien disposée. En ajournant les Chambres, il fallait s'attendre à de la résistance ; puisque déjà elles avaient déclaré ne reconnaître aucun pouvoir qui voudrait les suspendre. Cependant on n'avait pas à craindre une résistance sé-

rieuse. La Chambre des Députés eût été contrainte par la force de rentrer dans le cercle constitutionnel, et l'ajournement aurait eu lieu.

Le deuxième parti était de caresser la faction qui menait les Chambres, de laisser celles-ci s'emparer de l'autorité, et négocier directement avec les souverains alliés, en leur envoyant des députés sans l'intervention de l'Empereur : mais n'était-il pas évident que se sentant compromis, par cette levée de boucliers contre l'Empereur, et craignant qu'il ne s'affranchît de leur médiation aussitôt qu'il aurait réuni de grandes forces, les meneurs des Chambres ne chercheraient qu'à entraver la marche de l'administration ? Les Chambres verraient avec ombrage toutes les mesures que prescriraient des circonstances aussi impérieuses ; en un mot, au lieu d'être utiles, elles paralyseraient tous les moyens de défense qui restaient encore. Il était d'ailleurs facile de prévoir que, constans dans leur politique fallacieuse, les souverains alliés flatteraient les députés des Chambres, et sûrs de n'être plus arrêtés dans leurs projets de conquête et de spoliation, aussitôt qu'ils auraient écarté le seul homme qui pût y mettre obstacle, ils promettraient tout, à condition que Napoléon fût éloigné du

timon de l'état. Ainsi c'était se retrouver, dans cinq ou six jours plus tard, dans le même embarras où l'on était, avec perte de tems et de considération.

Le troisième parti qui restait à Napoléon était d'abdiquer en faveur de son fils, de livrer aux Chambres toute l'autorité, et par une abnégation complette de tous ses intérêts, leur ôter la pensée qu'il pût un jour resaisir le sceptre qu'il venait de déposer, et employer contre elles son pouvoir. Les Chambres, rassurées sur ce point, pouvaient, dès-lors, faire tous leurs efforts, seconder de tous leurs moyens la réorganisation des forces nationales; enfin se dévouer, en entier, au salut de l'empire.

L'Empereur délibéra entre le premier et troisième parti, et adopta ce dernier. Le second lui parut le plus mauvais; et aujourd'hui, que les circonstances sont passées, il est encore en doute de savoir si le premier eût été plus utile à la France. Napoléon jugea que s'il lui restait encore assez d'espoir de sortir avec honneur de la formidable lutte où se trouvait la France, après le désastre de Waterloo, ce ne pouvait être qu'avec l'assistance des deux Chambres, et l'union de tous les hommes de la Révolution, pour électriser la nation, et comprimer les ennemis intérieurs. Il

pensa que les Chambres, ajournées par la force, priveraient le parti national de ses principaux moyens, accroîtraient le nombre des mécontens, fourniraient de nombreux prétextes, et accréditeraient l'opinion que ce n'était point à la nation que les étrangers en voulaient ; que ce n'était pas pour le rétablissement des Bourbons qu'ils avaient pris les armes ; mais bien contre l'ambition seule de Napoléon. Ayant donc contre lui toute l'Europe, tous les royalistes de la France, tous les partisans de l'étranger, et par l'ajournement des deux Chambres, une grande partie des hommes de la Révolution, la possibilité du triomphe devenait presque chimérique. Encore devait-il être prêt à se porter aux actes les plus arbitraires et les plus terribles. Dictateur, il fallait gouverner par la hache du licteur, et par l'impulsion d'une populace furieuse qu'il fallait déchaîner.

Le dernier parti n'offrait, il est vrai, guère plus de probabilité pour la cause nationale : l'Empereur abdiquant, l'armée mécontente perdrait tout son ressort ; et le conservât-elle, elle serait trop peu secondée pour sortir d'une si terrible situation. Le Maréchal Davoust et les autres chefs n'avaient ni assez d'habitude de la grande guerre, ni assez la confiance des soldats et

du peuple, pour trouver des ressources proportionnées à de telles circonstances. Il était même probable que les armées anglo-hollandaise et prussienne marcheraient à tire-d'aile sur Paris, sans faire attention à l'armée française réunie à Laon, aussitôt qu'elles seraient assurées que Napoléon n'était plus à sa tête. Si, par le parti que choisit Napoléon, il ne pouvait rien faire pour la patrie, il cessait au-moins d'être un obstacle à sa délivrance. En proclamant ce que les Chambres paraissaient vouloir, il élevait un point de réunion ; il rendait aux représentans de la nation le libre exercice de toute leur énergie. Peut-être sortirait-il de leur sein quelques talens extraordinaires : peut-être, comme dans les premiers tems de la Révolution, verrait-on la France répondre à la voix du patriotisme, qui du haut de la tribune l'appelait aux armes.

Enfin, dût-ce parti ne laisser pas plus d'espérances que les précédens, Napoléon devait à sa gloire, devait à la nation, qui deux fois lui avait confié ses destinées, de mettre dans tout son jour la pureté de ses intentions, et de constater aux yeux de la postérité, que si la France périssait, ce n'était pas au moins aux intérêts d'un seul homme qu'elle avait été sacrifiée.

CHAPITRE XII.

L'Empereur ayant abdiqué, les Armées anglo-hollandaise et prussienne s'avancent imprudemment sur Paris. Cette Manœuvre, qui eût du les perdre, leur réussit entièrement.

La déclaration au peuple français, par laquelle Napoléon faisait connaître son abdication, fut publiée le 22.* Aussitôt que cette nouvelle fut répandue dans l'armée, elle y porta la consternation et le désespoir. L'effet qu'elle produisit dans les armées ennemies nous fut encore plus funeste, par l'audace qu'elle donna à leurs chefs. Blucher et Wellington paraissaient, dans leurs premiers projets, être convenus de ne pas dépasser les frontières de la France avant l'arrivée des armées russes et autrichiennes; et en attendant, de s'emparer d'Avesnes, Maubeuge, et des autres places de cette frontière: de couvrir de leurs troupes légères tout le pays jusqu'à la Somme, et de le faire insurger. Ils préféraient ce plan à celui de marcher sur Paris avec une armée considérablement réduite, par le grand nombre de troupes

* Voyez Appendix.

qu'il leur faudrait laisser en arrière, pour masquer et contenir les garnisons; marche qui d'ailleurs les aurait exposés à être pris en flanc, et battus comme à Champ-Aubert, Montmirail, &c.; mais dès que ces deux généraux apprirent que Napoléon avait abdiqué, et qu'il n'était plus à la tête des armées françaises, ils changèrent de résolution, pensant qu'alors ce serait commettre une bien grande faute que de ne pas profiter, pour s'emparer de la capitale, du désordre et de la confusion qu'un tel évènement devait causer dans tous les esprits. Ne tenant donc aucun compte de l'armée française, déjà forte de soixante-quinze mille hommes, réunie entre Laon et Soissons, ils pénétrèrent par La Fère et Compiègne, et marchèrent en toute hâte sur Paris. L'armée française, entièrement découragée par les nouvelles de Paris, ne pensa qu'à se reployer en toute diligence sous les murs de la capitale. On regarda même comme un succès obtenu, que le 28 Juin, elle eût pu arriver à St. Denis avant les ennemis.

Cette armée étant rassemblée sous Paris, le Maréchal Davoust se mit à sa tête; mais, il ne prit aucune résolution. Les alliés s'enhardirent au point de marcher par la vallée de Montmorency, et d'arriver à St.

Germain et à Versailles, laissant, pendant tout ce mouvement leur flanc gauche entièrement à découvert et exposé à l'armée française.* On ne sçut pas profiter d'une aussi imprudente manœuvre ; et au lieu d'écraser l'ennemi en attaquant vigoureusement son flanc et ses derrières, le général français fit repasser la Seine à la plus grande partie de l'armée, et la rangea en bataille dans la plaine de Grenelle.

Bientôt les armées furent en présence, et le gouvernement provisoire signa une capitulation où rien ne fut stipulé, tant pour les droits de la nation que pour les intérêts de l'armée ; elle dût évacuer Paris, et se retirer derrière la Loire, abandonnant ainsi, sans livrer bataille, la capitale à une armée égale en force ; car les armées autrichiennes et russes étaient encore éloignées de plus de quinze journées de marche. Ce fut sans doute une des plus honteuses transactions dont l'histoire fasse mention. Que pouvait-il arriver de pis,

* L'Empereur, au moment de s'éloigner pour jamais de la France, apprenant à la Malmaison, le mouvement imprudent des ennemis, envoya, par le Général Becker, proposer au gouvernement provisoire, de se mettre, comme général, à la tête de l'armée française ; de tomber avec toutes ses forces sur le flanc et les derrières de l'ennemi ; d'en causer la ruine, et sauvant pour le moment la capitale, d'obtenir le tems et les moyens de négocier avec plus d'avantage. Cet objet rempli, Napoléon aurait résigné son commandement. Le gouvernement provisoire refusa cet offre, et Napoléon partit.

après avoir donné et perdu la bataille, que de livrer ainsi Paris sans stipulations? Mais le gouvernement provisoire ne déploya ni talent, ni patriotisme, ni caractère.

Lorsque l'armée ennemie s'étendait de St. Denis à St. Cloud, eût-elle été double de la nôtre, sa perte était certaine, comme nous venons de le dire, en débouchant sur elle par St. Denis. Quand le moment de faire cette manœuvre fut passé, (manœuvre qui n'a pu échapper au dernier soldat,) on pouvait se tenir dans Paris avec les fédérés et la garde nationale; ce qui portait nos forces à plus de cent vingt mille hommes, et alors obtenir des conditions avantageuses pour l'armée; conditions qui eussent garanti les droits du peuple. Mais il est vrai de dire que depuis le départ de Napoléon, l'armée n'avait plus de zèle; les maréchaux étaient divisés; aucun d'eux n'avait assez de prépondérance pour de telles circonstances. Le gouvernement provisoire et les Chambres continuèrent à être trahis par Fouché, et par le parti qui s'était entendu avec l'ennemi. Carnot agissait de bonne foi, mais il se laissa facilement tromper.

Les vertiges des Chambres étaient tels que dans ces momens importans, elles s'amusaient à de vaines discussions de principes de constitutions. La postérité ne croira

pas qu'elles poussèrent l'aveuglement au point d'imaginer que des bataillons prussiens viendraient garantir et assurer l'exécution de leurs décrets. La garde nationale ayant la même confiance, déclarait, de son côté, qu'elle voulait conserver les couleurs nationales, et les alliés entraient dans Paris !

Bientôt toutes les illusions furent détruites ; le roi ordonna, le lendemain de cette déclaration, la dissolution des deux Chambres déjà cernées par les bayonnettes prussiennes, et le 8 Juillet il fit son entrée dans la capitale. Les membres de la Chambre des Députés, chassés du lieu de leur assemblée, se réunirent alors chez leur président Lanjuinais, et tout se termina par de vaines et impuissantes protestations.

APPENDIX.

No. I.

ORDRE DU JOUR.

Avesnes, le 13 Juin, 1815.

Position de l'Armée le 14.

Le grand quartier-général à Beaumont. L'infanterie de la garde impériale sera bivouaquée à un quart de lieue en avant de Beaumont, et formera trois lignes; la jeune garde, les chasseurs, et les grenadiers. M. le Duc de Trévise reconnaîtra l'emplacement de ce camp: il aura soin que tout soit à sa place; artillerie, ambulance, équipage, &c.

Le premier régiment de grenadiers-à-pied se rendra à Beaumont.

La cavalerie de la garde impériale sera placée en arrière de Beaumont; mais les corps les plus éloignés n'en doivent pas être à une lieue.

Le deuxième corps prendra position à *Laire*, c'est-à-dire, le plus près possible de la frontière, sans la dépasser. Les quatre divisions de ce corps d'armée seront réunies

et bivouaqueront sur deux ou quatre lignes ; le quartier-général au milieu ; la cavalerie en avant éclairant tous les débouchés, mais aussi sans dépasser la frontière, et la faisant respecter par les partisans ennemis qui voudraient la violer.

Les bivouacs seront placés de manière que les feux ne puissent être apperçus de l'ennemi : les généraux empêcheront que personne ne s'écarte du camp : ils s'assureront que la troupe est pourvue de cinquante cartouches par homme, quatre jours de pain, et une demi livre de riz ; que l'artillerie et les ambulances sont en bon état, et les feront placer à leur ordre de bataille. Ainsi le deuxième corps sera disposé à se mettre en marche le quinze à trois heures du matin, si l'ordre en est donné, pour se porter sur *Charleroi*, et y arriver avant neuf heures.

Le premier corps prendra position à *Solre-sur-Sambre*, et il bivouaquera aussi sur plusieurs lignes, observant, ainsi que le deuxième corps, que ses feux ne puissent être apperçus de l'ennemi ; que personne ne s'écarte du camp, et que les généraux s'assurent de l'état des munitions, des vivres de la troupe, et que l'artillerie et les ambulances soient placées à leur ordre de bataille.

Le premier corps se tiendra également prêt à partir le quinze, à trois heures du

matin, pour suivre le mouvement du deuxième corps; de manière que, dans la journée d'après demain, ces deux corps manœuvrent dans la même direction, et se protégent.

Le troisième corps prendra demain position à une lieue en avant de *Beaumont*, le plus près possible de la frontière, sans cependant la dépasser, ni souffrir qu'elle soit violée par aucun parti ennemi. Le Général Vandamme tiendra tout le monde à son poste, recommandra que les feux soient cachés, et qu'ils ne puissent être apperçus de l'ennemi. Il se conformera d'ailleurs à ce qui est prescrit au deuxième corps, pour les munitions, les vivres, l'artillerie, et les ambulances, et pour être prêt à se mettre en mouvement le quinze, à trois heures du matin.

Le sixième corps se portera en avant de *Beaumont*, et sera bivouaqué sur deux lignes, à un quart de lieue du troisième corps. M. le Comte de Lobau choisira l'emplacement, et il fera observer les dispositions générales qui sont prescrites par le présent ordre.

M. le Maréchal Grouchy portera les premier, deuxième, troisième, et quatrième corps de cavalerie, en avant de Beaumont,

et les établira au bivouac entre cette ville et Walcourt, faisant également respecter la frontière, empêchant que personne ne la dépasse, et qu'on se laisse voir ; ni que les feux puissent être aperçus de l'ennemi : et il se tiendra prêt à partir après demain, à trois heures du matin, s'il en reçoit l'ordre, pour se porter sur Charleroi, et faire l'avant-garde de l'armée.

Il recommandra aux généraux de s'assurer si tous les cavaliers sont pourvus de cartouches ; si leurs armes sont en bon état, et s'ils ont pour quatre jours de pain, et la demi-livre de riz qui ont été ordonnés.

L'équipage de ponts sera bivouaqué derrière le sixième corps, et en avant de l'infanterie de la garde impériale.

Le parc central d'artillerie sera en arrière de *Beaumont*.

L'armée de la Moselle prendra demain position en avant de Philippe-ville. M. le Comte Gérard la disposera de manière à pouvoir partir après-demain, le quinze, à trois heures du matin, pour joindre le troisième corps, et appuyer son mouvement sur Charleroi, suivant le nouvel ordre qui lui sera donné ; mais le Général Gérard aura soin de se bien garder sur son flanc droit, et en avant de lui, sur toutes les directions de

Charleroi et de Namur. Si l'armée de la Moselle a des pontons à sa suite, le Général Gérard les fera avancer le plus près possible, afin de pouvoir en disposer.

Tous les corps d'armée feront marcher en tête les sapeurs, et les moyens de passage que les généraux auront réunis.

Les sapeurs de la garde impériale, les ouvriers de la marine, et les sapeurs de la réserve, marcheront après le sixième corps, et en tête de la garde.

Tous les corps marcheront dans le plus grand ordre, et serrés. Dans le mouvement sur Charleroi, on sera disposé à profiter de tous les passages, pour écraser les corps ennemis qui voudraient attaquer l'armée, ou qui manœuvreraient contre elle.

Il n'y aura à Beaumont que le grand quartier-général. Aucun autre ne devra y être établi, et la ville sera dégagée de tout embarras. Les anciens règlemens sur le quartier-général et les équipages, sur l'ordre de marche, et la police des voitures et bagages, et sur les blanchisseuses et vivandières, seront remis en vigueur. Il sera fait à ce sujet un ordre général ; mais en attendant, M.M. les généraux commandant les corps d'armée, prendront des dispositions en conséquence ; et M. le Grand-Prévôt fera exécuter ces règlemens. L'Empereur ordonne que toutes

les dispositions contenues dans le présent ordre soient tenues secrètes par M.M. les généraux.

Par ordre de L'Empereur,
Le Maréchal d'Empire, Major-Général
(*Signé*) DUC DE DALMATIE.

No. 2.

Beaumont, le 14 Juin, 1815.

ORDRE DE MOUVEMENT.

DEMAIN, le quinze, à deux heures et demie du matin, la division de cavalerie légère du Général Vandamme montera à cheval, et se portera sur la route de Charleroi : elle enverra des partis dans toutes les directions, pour éclairer le pays, et enlever les postes ennemis ; mais chacun de ces partis sera au moins de cinquante hommes. Avant de mettre en marche la division, le Général Vandamme s'assurera qu'elle est pourvue de cartouches.

A la même heure, le Lieutenant-Général Pajol réunira le premier corps de cavalerie, et suivra le mouvement de la division du Général Domont, qui sera sous les ordres du Général Pajol. Les divisions du premier corps de cavalerie ne fourniront point de détachemens ; ils seront pris dans la troisième division. Le Général Domont laissera sa batterie d'artillerie, pour marcher après le premier bataillon du troisième corps d'infanterie. Le Lieutenant-Général Vandamme lui donnera des ordres en conséquence.

Le Lieutenant Général Vandamme fera battre la diane à deux heures et demie du matin : à trois heures il mettra en marche son corps d'armée, et le dirigera sur Charleroi : la totalité de ses bagages et embarras seront parqués en arrière, et ne se mettront en marche qu'après que le sixième corps et la garde impériale auront passé : ils seront sous les ordres du vaguemêstre-général, qui les réunira à ceux du sixième corps de la garde impériale, et du grand quartier-général, et leur donnera des ordres de mouvement.

Chaque division du troisième corps d'armée aura avec elle sa batterie et ses ambulances ; toute autre voiture qui serait dans les rangs sera brulée.

M. le Comte de Lobau fera battre la diane à trois heures et demie, et il mettra en marche le sixième corps, d'armée à quatre heures, pour suivre le mouvement du Général Vandamme, et l'appuyer : il fera observer le même ordre de marche pour les troupes, l'artillerie, les ambulances, et les bagages, qui est prescrit au troisième corps.

Les bagages du sixième corps seront réunis à ceux du troisième, sous les ordres du vaguemêstre-général, ainsi qu'il est dit.

La jeune garde battra la diane à quatre

heures et demie, et se mettra en marche à cinq heures : elle suivra le mouvement du sixième corps sur la route de Charleroi.

Les chasseurs-à-pied de la garde battront la diane à cinq heures, et se mettront en marche à cinq heures et demie, pour suivre le mouvement de la jeune garde.

Les grenadiers-à-pied de la garde battront la diane à cinq heures et demie, et partiront à six heures, pour suivre le mouvement des chasseurs-à-pied. Le même ordre de marche, pour l'artillerie, les ambulances et les bagages, prescrit pour le troisième corps d'infanterie, sera observé dans la garde impériale.

Les bagages de la garde seront réunis à ceux des troisième et sixième corps d'armée, sous les ordres du vaguemestre-général, qui les fera mettre en mouvement.

M. le Maréchal Grouchy fera monter à cheval à cinq heures et demie du matin, celui des trois autres corps de cavalerie qui sera le plus près de la route, et il lui fera suivre le mouvement sur Charleroi. Les deux autres corps partiront successivement à une heure d'intervalle l'un de l'autre ; mais M. le Maréchal Grouchy aura soin de faire marcher la cavalerie sur les chemins latéraux de la route principale que la colonne d'infanterie suivra, afin d'éviter

l'encombrement ; et aussi pour que sa cavalerie observe un meilleur ordre. Il prescrira que la totalité des bagages restent en arrière, parqués et réunis jusqu'au moment où le vaguemêstre-général leur donnera l'ordre d'avancer.

M. le Comte Reille fera battre la diane à deux heures et demie du matin, et il mettra en marche le deuxième corps à trois heures : il le dirigera sur Marchiennes-au-pont, où il fera en sorte d'être rendu avant neuf heures du matin : il fera garder tous les ponts de la Sambre, afin que personne ne passe. Les postes qu'il laissera seront successivement relevés par le premier corps ; mais il doit tâcher de prévenir l'ennemi à ces ponts, pour qu'ils ne soient pas détruits, surtout celui de Marchiennes, par lequel il sera probablement dans le cas de déboucher, et qu'il faudrait faire aussitôt réparer, s'il avait été endommagé.

A Thuin et à Marchiennes, ainsi que dans tous les villages sur sa route, M. le Comte Reille interrogera les habitans, afin d'avoir des nouvelles des positions et forces des armées ennemies : il fera aussi prendre les lettres dans les bureaux de poste, et les dépouillera, pour faire parvenir aussitôt a l'Empereur les renseignemens qu'il aura obtenus.

M. le Comte d'Erlong mettra en marche le premier corps à trois heures du matin, et il le dirigera aussi sur Charleroi, en suivant le mouvement du deuxième corps, duquel il gagnera la gauche le plutôt possible, pour le soutenir et l'appuyer au besoin. Il tiendra une brigade de cavalerie en arrière pour se couvrir et pour maintenir par de petits détachemens ses communications avec Maubeuge ; il enverra des partis en avant de cette place, dans les directions de *Mons* et de *Binch*, jusqu'à la frontière, pour avoir des nouvelles des ennemis, et en rendre compte aussitôt. Ces partis auront soin de ne pas se compromettre et de ne point dépasser la frontière.

M. le Comte d'Erlong fera occuper Thuin par une division ; et si le pont de cette ville était détruit, il le ferait aussitôt réparer ; en même tems qu'il fera tracer et exécuter immédiatement une tête-de-pont sur la rive gauche. La division qui sera à Thuin gardera aussi le pont de l'abbaye d'*Alnes*, où M. le Comte d'Erlong fera également construire une tête-de-pont, sur la rive gauche.

Le même ordre de marche prescrit pour le troisième corps, pour l'artillerie, les ambulances, et les bagages, sera observé aux deuxième et premier corps, qui feront

réunir leurs bagages, et marcher à la gauche du premier corps, sous les ordres du vaguemêstre le plus ancien.

Le quatrième corps (armée de la Moselle) a reçu ordre de prendre aujourd'hui position en avant de Philippe-ville : si son mouvement est opéré, et si les divisions qui composent ce corps d'armée sont réunies, M. le Lieutenant-Général Gérard les mettra en marche demain, à trois heures du matin, et les dirigera sur Charleroi :* il aura soin de se tenir à hauteur du troisième corps, avec lequel il communiquera, afin d'arriver à-peu-près en même tems devant Charleroi ; mais le Général Gérard fera éclairer sa droite et tous les débouchés qui vont sur Namur : il marchera serré en ordre de bataille, fera laisser à Philippe-ville tous ses bagages et embarras, afin que son corps d'armée, se trouvant plus léger, soit plus à même de manœuvrer.

Le Général Gérard donnera ordre à la quatorzième division de cavalerie, qui a dû arriver aujourd'hui à Philippe-ville, de suivre le mouvement de son corps d'armée sur Charleroi, où cette division joindra le quatrième corps de cavalerie.

* Le Général Gérard reçut plus tard un nouvel ordre, qui lui prescrivit de passer, avec son corps, la Sambre au Chatelet.

Les Lieutenans-Généraux Reille, Vandamme, Gérard et Pajol, se mettront en communication par de fréquens partis, et ils régleront leur marche de manière à arriver en masse et ensemble devant Charleroi : ils mettront, autant que possible, à l'avant-garde, les officiers qui parlent flamand, pour interroger les habitans et en prendre des renseignemens ; mais ces officiers s'annonceront comme commandans de partis, sans dire que l'armée est en arrière.

Les Lieutenans-Généraux Reille, Vandamme et Gérard, feront marcher tous les sapeurs de leur corps d'armée, (ayant avec eux des moyens pour réparer les ponts,) après le premier régiment d'infanterie légère, et ils donneront ordre aux officiers du génie de faire réparer les mauvais passages, ouvrir des communications latérales, et placer des ponts sur les courants d'eau où l'infanterie devrait se mouiller pour les franchir.

Les marins, les sapeurs de la garde, et les sapeurs de la réserve, marcheront après le premier régiment du troisième corps ; les Lieutenans-Généraux Rogniat et Haxo seront à leur tête : ils n'amèneront avec eux que deux ou trois voitures : le surplus du parc du génie marchera à la gauche

du troisième corps. Si on rencontre l'ennemi, ces troupes ne seront point engagées, mais les Généraux Rogniat et Haxo les employeront aux travaux de passages de rivière, de têtes-de-pont, de réparations de chemin, et d'ouvertures de communication, &c. La cavalerie de la garde suivra le mouvement sur Charleroi, et partira à huit heures.

L'Empereur sera à l'avant-garde sur la route de Charleroi. MM. les Lieutenans-Généraux auront soin d'envoyer à Sa Majesté de fréquens rapports sur leurs mouvemens et les renseignemens qu'ils auront recueillis ; ils sont prévenus que l'intention de Sa Majesté est d'avoir passé la Sambre avant midi, et de porter l'armée à la rive gauche de cette rivière.

L'équipage des ponts sera divisé en deux sections : la première section se subdivisera en trois parties, chacune de cinq pontons et cinq bateaux d'avant-garde, pour jetter trois ponts sur la Sambre ; il y aura à chacune de ces subdivisions une compagnie de pontonniers ; la première section marchera à la suite du parc du génie, après le troisième corps.

La deuxième section restera avec le parc de réserve d'artillerie, à la colonne des bagages ; elle aura avec elle la quatrième

compagnie de pontoniers ; les équipagse de l'Empereur, et les bagages du grand quartier-général seront réunis, et se mettront en marche à dix heures. Aussitôt qu'ils seront passés, le vaguemestre-général fera partir les équipages de la garde impériale, du troisième corps, et du sixième corps : en même tems il enverra ordre à la colonne d'équipages de la réserve de la cavalerie, de se mettre en marche, et de suivre la direction que la cavalerie aura prise. Les ambulances de l'armée suivront le quartier-général, et marcheront à la tête des bagages, mais dans aucun cas ces bagages, ainsi que les parcs de réserve de l'artillerie, et la deuxième section de l'équipage de ponts, ne s'approcheront à plus de trois lieues de l'armée, à moins d'ordre du major-général, et ils ne passeront la Sambre, aussi, que par ordre.

Le vaguemestre-général formera des divisions de ces bagages, et il y mettra des officiers pour les commander, afin de pouvoir en détacher ce qui sera ensuite appelé au quartier-général, ou pour le service des officiers.

L'intendant-général fera réunir à cette colonne d'équipages la totalité des bagages et transports de l'administration, auxquels il sera assigné un rang dans la colonne.

Les voitures qui seront en retard prendront la gauche, et ne pourront sortir du rang qui leur sera donné que par ordre du vaguemestre-général.

L'Empereur ordonne que toutes les voitures d'équipages qui seront trouvées dans les colonnes d'infanterie, de cavalerie, ou d'artillerie, soient brulées, ainsi que les voitures de la colonne des équipages qui quitteront leur rang, et intervertiront leur marche, sans la permission expresse du vaguemestre-général.

A cet effet il sera mis un détachement de cinquante gendarmes à la disposition du vaguemestre-général, qui est responsable, ainsi que tous les officiers de la gendarmerie et les gendarmes, de l'exécution de ces dispositions, desquelles le succès de la campagne peut dépendre.

Par ordre de l'Empereur,

Le Maréchal d'Empire, Major-Général,

Signé DUC DE DALMATIE.

TABLEAU FAISANT CONNAIT
TINEE A A

DESIGN.

Corps d'Armée.	Commandans.	
1er Corps.....	Gén. Comte d'Erlong.	
2e. Corps.....	Gén. Comte Reille...	
3e. Corps.....	Gén. Cte. Vandamme.	
4e. Corps.....	Gén. Comte Gérard..	
6e. Corps.....	Gén. Cte. de Lobau...	
Garde Impériale		
Réserves de Cavalerie, Maréchal Grouchy.	1er. Corps	Gén. Cte. Pajol .....
	2e. Corps	Gén. Cte. Excelmans
	3e. Corps	Gén. Cte. Kelle[redacted]
	4e. Corps	Gén. Cte. Milha[redacted]

TABLEAU FAISANT CONNAITRE LES CORPS SOUS LES ORDRES DIRECTS DE L'EMPEREUR, LE 16 JUIN, 1815; CEUX QUI ONT COMBATTU, ET LES PERTES QU'ILS ONT EPROUVEES.

DESIGNATION DES		Force de chaque Corps en				Total General par Corps en		Emplacemens des Corps, le 16 Juin	Pertes en tués, blessés, &c. les 15 et 16 Juin.	Total des présens le 17 Matin.	
Corps d'Armée.	Divisions.	Infant.	Caval.	Artillerie. Hommes.	Artillerie. Canons.	Hommes.	Canons			Hommes.	Canons
Garde Impériale	Div. de Jeune Garde, Gl. Duhesme	3,800	.....	320	16	16,160	94	Entre Fleurus et le village de St. Amand..	100	16,060	84
	Idem de Moyenne Garde	4,250	.....	320	16						
	Idem de Vieille Garde	4,420	.....	320	16						
	Id. de Dragons et Gren. Gl. Guyot	.....	2,010	240	12						
	Réserve d'Artillerie	.....	.....	480	24						
Détachement du 2e. Corps	Division du Général Girard	5,000	.....	160	8	5,160	8	Sur la gauche de St Amand avait bivouaqué à Vagnies	2,000	3,160	8
3e. Corps, Général Comte Vandamme	Divs. Lefol, Berthezène, et Hubert	13,030	.....	480	24	15,290	38	Attaque le village de St. Amand	1,930	13,360	38
	Div. Cavalerie Général Domont	.....	1,500	120	6						
	Réserve d'Artillerie	.....	.....	160	8						
4e. Corps, Général Comte Gérard	Divs. Pecheux, Vichery et Hulot	12,000	.....	480	24	14,260	38	Attaque le village de Ligni	2,170	12,090	38
	Div. de Cavalerie Général Morin	.....	1,500	120	6						
	Réserve d'Artillerie	.....	.....	160	8						
6e. Corps, Général Comte Lobau	Divs. Simmer, Jeannin et Teste	11,000	.....	480	24	11,770	38	En réserve à Charleroi, la plus grande partie du jour, n'est arrivée que lorsque la bataille était gagnée	.....	11,770	38
	Réserve d'Artillerie	.....	.....	290	14						
Réserves de Cavl. Mar. Comte Grouchy. 1er. Corps, Gén. Ce. Pajol	Divisions Soult et Subervick	.....	6,320	240	12	2,760	12	Vis-à-vis le village de Sombref	250	2,510	12
2e. Corps, Gl. Ce. Excelmans	Divisions Strolz et Chastel	.....	2,600	240	12	2,840	12	*Idem*	250	2,590	12
4e. *id.* Gén. Comte Milhaud	Divs. de Cuirass. Vathier et Delort	.....	2,600	240	12	2,840	12	*Idem*	100	2,740	12
		53,500	12,750	4,880	242	71,080	242		6,000	64,280	242

RÉCAPITULATION GENERALE.

Total des troupes sous les ordres directs de l'Empereur, le 16 Juin { qui ont combattu à Ligni... 59,310 avec 204 / qui sont restés en réserve.. 11,770 .... 38 } 71,080 hommes et 242 canons. / Pertes essuyées le 15 et le 16 6,000

Présens sous les armes, le 17 au Matin.. 64,280 hommes 242 canons.

No. 5.——*Page* 146.

TABLEAU FAISANT CONNAITRE LES CORPS SOUS LES ORDRES DU MARECHAL NEY, LE 16 JUIN, 1815; CEUX QUI ONT COMBATTU, ET LES PERTES QU'ILS ONT EPROUVEES.

DESIGNATION DES		Force de chaque Corps en				Total Général [illegible]		Pertes en tués et blessés le 16.	Total des présents sous les armes le 17 au matin.	OBSERVATIONS.
Corps d'Armée.	Divisions.	Infanterie.	Caval.	Artillerie. Hommes.	Artillerie. Canons.	Hommes.	Can.			
Corps qui ont combattu aux Quatre-Bras.....	2e. Corps, Gén. Reille... 3 Div. d'Infant. Foi, Prince Jérôme, Bachelu.....	16,100	.....	490	24	19,570	38	3,720	14,650	La 4e. Div. de ce Corps était détachée vers St. Amand.
	2e. Corps, Gén. Reille... 1 Divi. de Caval. Gén. Piré	.....	1,500	120	6					
	2e. Corps, Gén. Reille... Réserve d'Artillerie.....	.....	.....	160	8					
	Cuirassiers de Kellerman. 2 Divisions de Cuirassiers, L'Héritier, Roussel.....	.....	2,610	240	12	2,850	12	300	2,550	Une des Divisions de Cuirassiers n'est accourue de Frasnes qu'à la fin du combat.
	1er. Corps, Gén. d'Erlong. 1 Divis. de Cavalerie, Gén. Jacquinot.....	.....	1,500	120	6	1,620	6	120	1,500	
Corps laissés en arrière, et qui n'ont pas combattu aux Quatre-Bras.....	1er. Corps, Gén. d'Erlong. 4 Div. d'Inf. Alix, Douzelot, Marcognet et Durutte..	16,220	.....	640	32	19,020	30	.....	17,040	Le 1er Corps s'est porté de Frasnes sur St. Amand et est ensuite retourné sur Frasnes; il ne s'est battu ni à Ligny ni aux Quatre-Bras.....
	1er. Corps, Gén. d'Erlong. Réserve d'Artillerie.....	.....	.....	160	8					
	Garde Impériale..... Div. de Cav. Gén. Lefevre Desnouettes.....	.....	2,100	240	12	2,340	12	.....	2,340	
	TOTAUX.....	32,320	7,710	2,170	108	42,200	108	4,140	38,060	

RECAPITULATION GENERALE.

Total des troupes sous les ordres du Maréchal Ney, le 16 Juin.. { qui ont combattu aux Quatre-Bras.... 22,840 hommes avec 56 canons } 42,200 hommes et 108 canons.
{ qui ont été laissés en arrière..... 19,360 .... 52 }

Pertes essuyées le 16..... 4,140.

Présens sous les armes le 17 au matin... 38,060 hommes avec 108 canons.

TABLEAU FAISANT CONNAITRE APPROXIMATIVEMENT LA FORCE DE L'ARMEE ANGLO-HOLLANDAISE, SOUS LES ORDRES DU DUC DE WELLINGTON, A L'EPOQUE DU 14 JUIN, 1815.

Corps.	Divisions.	Commandans.	Brigades.	Commandans.	Régimens.	Total par Brigade.
1er Corps d'armée, commandé par le Prince d'Orange	1re. Anglaise	Major-Gén. Cooke	1re. Anglaise	Major-Gén. Maitland	1er. des Gardes, 2e. Batt..... Idem ..... 3e. idem	2,000
			2e. idem	Major-Gén. Byng	2e. des Gardes, 2e. Batt..... 3e. idem .... idem.	2,000
	3e. idem	Lieut.-Gén. Alten	5e. idem	Major-Gén. Halket	30e. 33e. 69e. 73e.	3,200
			2e. de la Légion Allemande	Colonel Ompteda	5e. 8e. 1er. 2e. Légers.....	3,000
			1re. Hanovrienne	Major-Gén. Kielmanseg	Duc d'York, Grugenhagen, Bremen, Luneberg, Verden	3,600
	1re. Hollandaise	Lieut.-Gén. Chassé	Hollandaise	Major-Gén. B.	.....	3,800
			Idem	Idem	.....	3,600
	2e. idem	L.-Gén. Perponcher	Idem	Major-Gén. Van Byland	.....	4,000
			De Nassau	Prince Bernard	Nassau, Orange, &c.	4,000
	3e. idem	Lieut.-Gén. Collaert	Hollandaise	Major-Gén. N.	.....	3,800
			Idem	Idem	.....	3,400
	2e. Anglaise	Lieut.-Gén. Clinton	3e. Anglaise	Major-Gén. A. lams	32e. 71e. 95e. (1er. et 2e. Batt.)	3,000
			1er. de la Légion Allemande	Colonel Du P. t	1er. 2e. 3e. et 4e.	3,100
			5e. Hanovrienne	Colonel Halk	Bremen, Verde, Salzgitter, 2e. et 3e. Batt. Duc d'York	3,400
	4e. idem	Lieut.-Gén. Colville	4e. Anglaise	Colonel Mitel ll	14e. 23e. 51e.	2,600
			6e. idem	Major-Gén. J hnstone	35e. 54e. 59e. 91e.	3,200
			6e. Hanovrienne	Major-Gén. Lyon	Calemberg, Lauenberg, Hoya, Nienbourg, Bentheim	3,500
2e Corps d'armée, commandé par Lord Hill.	5e. idem	Lieut.-Gén. Picton	8e. Anglaise	Major-Gén. Kempt	28e. 32e. 79e. 95e.	3,400
			9e.	Major-Gén. P ck	1re. 42e. 44e. 92e.	3,200
			5e. Hanovrienne	Colonel Vinc	Hamelu, Hildesheim, Peina, Giffhorn	3,100
	6e. idem	Lieut.-Gén. Cole	10e. Anglaise	Major-Gén. I mbert	4e. 27e. 40e. 81e.	3,200
			4e. Hanovrienne	Colonel Best	Luneberg, Verden, Ostérode, Munden	3,300
			7e. Anglaise	Major-Gén. M Kenzie	25e. 37e. 78e.	2,300
	1re. étrangère	Duc de Brunswick	Brunswickoise	.....	.....	5,500
Cavalerie, commandée par Lord Uxbridge.			1re. Anglaise	Major-Gén. Lord Somerset	1er. et 2e. Gardes du Corps, 1er. Dragons Gardes..... Garde Royale à Cheval..	1,600
			2e.	Major-Gén. Ponsonby	1re. 2e. 5e. Dragons	1,500
			3e.	Major-Gén. Pomeberg	1re. 2e. 3e. Drag. Légers	1,600
			4e.	Major-Gén. Vandeleur	11e. 12e. 16e. idem.....	1,600
			5e.	Major-Gén. Grant	2e. 7e. 15e. Hussards	1,400
			6e.	Major-Gén. Vivian	1re. 10e. 18e. idem	1,600
			7e.	Colonel Arentschilt	3e. Hussards, 13e Drag. Légers	1,100
			1re Hanovrienne	Colonel Estorff	Prince Régent, Bremen, Verden, Hussards	1,200
			1re. Hollandaise	Colonel Grigi	1re. 2e. 3e. Carabiniers	1,800
			2e. idem.	Colonel Van Merlen	1re. 2e. 3e. Hussards	1,600
			1re. Brunswickoise	..... N.	Lanciers et Dragons.....	900
					Total de l'Infanterie et de la Cavalerie.....	95,000
Colonel Wood—Artillerie			Anglais,—30 Brigades, 6 canons chaque : total, 180 Canons			4,500
Colonel Sodtt—Génie			Hollandaise, Belge, &c. 78			2,000
			Sapeurs, Mineurs, &c.			1,000

Total General..... 102,500 hommes. et 258 canons.

RECAPITULATION GENERALE.

Infanterie..... 79,400 hommes.
Cavalerie..... 15,600
Artillerie, Génie, &c. ..... 7,500 ..... et 258 canons.

Total ..... 102,500 hommes, et 258 canons.

No. 7.

(Extrait de la Gazette de Londres, du 23 Juin 1815.)

Rapport du Duc de Wellington, adressé au Comte Bathurst, principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté, pour le Département de la Guerre.

Milord, *Waterloo, 19 Juin* 1815.

NAPOLEON ayant réuni, du 10 au 14 de ce mois, les premier, deuxième, troisième, quatrième, et sixième corps de l'armée française, ainsi que la garde impériale, et presque toute la cavalerie, sur la Sambre et sur le terrein situé entre cette rivière et la Meuse, s'avança le 15, à la pointe du jour, et attaqua les postes prussiens établis à Thuin et à Lobez, sur la Sambre.

Je ne connus ces événemens que dans la soirée du 15; et sur-le champ je donnai l'ordre aux troupes de se préparer à marcher; ensuite, je les fis diriger contre la gauche de l'ennemi, aussitôt que j'eus appris que son mouvement s'opérait sur Charleroi.

L'ennemi chassa, ce jour là, les postes prussiens de leurs positions sur la Sambre. Le Général Ziéthen, qui commandait le corps de troupes établi à Charleroi, se retira sur Fleurus. Le Maréchal Prince Blucher

concentra l'armée prussienne sur Sombref, occupant les villages de Saint-Amand et de Ligny, situés en face de sa position.

L'ennemi continua sa marche sur la route de Charleroi à Bruxelles, et dans la soirée du même jour, le 15, il attaqua une brigade de l'armée hollandaise, sous le commandement du Prince de Weimar, laquelle était postée à Frasnes, et il la força de se retirer jusqu'à la ferme nommée les Quatre-Bras, située sur le chemin.

Le Prince d'Orange la renforça de suite d'une autre brigade de la même division, commandée par le Général Perponcher, et le lendemain matin de bonne heure, il reprit le terrein qu'il avait perdu: ce qui le rendit maître des communications avec la position du Maréchal Blucher, par Nivelles et Bruxelles.

Dans l'intervalle, j'avais fait marcher toute l'armée sur les Quatre-Bras, et la division aux ordres du Lieutenant-Général Picton arriva à deux heures et demie du soir, suivie du corps de troupes du Duc de Brunswick, et ensuite du contingent de Nassau.

En même tems, l'ennemi commença à attaquer, avec toutes ses forces, le Prince Blucher, à l'exception des premier et deuxième corps, et d'un corps de cavalerie

du Général Kellermann, qui attaqua notre position aux Quatre-Bras.

L'armée prussienne conserva sa position avec sa bravoure et sa persévérance accoutumées: malgré la grande disparité des forces; le quatrième corps, sous les ordres du Général Bulow, n'ayant point encore rejoint, il me fut impossible de lui donner du renfort, comme je le désirais, étant attaqué moi-même, et les troupes, sur-tout la cavalerie, qui avaient une longue marche à faire pour me joindre, n'étant point encore arrivées.

Nous conservâmes aussi notre position, et repoussâmes les efforts que fit l'ennemi pour s'en rendre maître. Il nous attaqua à plusieurs reprises avec des corps nombreux d'infanterie et de cavalerie, soutenus par une artillerie formidable, fit plusieurs charges de cavalerie sur notre infanterie, et fut toujours repoussé avec la plus grande vigueur. Dans cette affaire, S. A. R. le Prince d'Orange, le Duc de Brunswick, le Lieutenant-Général Thomas Picton, le Major-Général Sir James Kempt, et Sir Denis Pack, qui se trouvèrent engagés depuis le commencement de l'affaire, se distinguèrent, ainsi que le Lieutenant-Général Baron Alten; Major-Général Halken; Lieutenant-Général Cooke; Major-Géné-

raux Maitland et Byng, à mesure qu'ils arrivèrent successivement. Les troupes de la cinquième division, et celles du corps de Brunswick furent engagées pendant longtems, et se conduisirent avec la plus grande bravoure, sur-tout les 28^e^, 42^e^, 79^e^, 92^e^, ainsi que le bataillon d'Hanovriens.

Notre perte a été considérable, comme votre seigneurie le verra par les états que j'envoie. J'ai particulièrement à regretter S. A. S. le Duc de Brunswick, qui a été tué en combattant vaillamment à la tête de ses troupes.

Quoique le Maréchal Blucher eût conservé sa position à Sombref, il se trouva si affaibli par la violence du combat qu'il avait eu à soutenir, qu'il se détermina, lorsqu'il vit que le quatrième corps n'arrivait pas, à reculer et à concentrer son armée sur Wavres. Il se mit en marche dans la nuit après que l'affaire fut finie.

Ce mouvement du maréchal m'obligea à en faire un correspondant, et je me retirai de la ferme des *Quatre-Bras* sur Gennapes, et le lendemain 17, à dix heures du matin, je me portai sur Waterloo.

L'ennemi ne fit aucun mouvement pour poursuivre le Maréchal Blucher; au con-

traire, une patrouille que j'envoyai dans la matinée à Sombref, trouva tout tranquille, et les védettes de l'ennemi se retirèrent à l'approche de la patrouille. L'ennemi ne fit non-plus aucune tentative pour inquiéter notre arrière-garde, quoique notre retraite s'opérât en plein jour: il se contenta de faire suivre, par un gros corps de cavalerie, tiré de son aile droite, la cavalerie sous les ordres du comte d'Uxbridge; ce qui fournit l'occasion à Lord Uxbridge de faire une charge à la tête du premier régiment des gardes au moment où l'ennemi débouchait du village de Genape; sa seigneurie se loue de la conduite de ce régiment dans cette occasion.

La position que je pris en avant de Waterloo, coupait les grandes routes de Charleroi et de Nivelles, et était appuyée sur la droite à un ravin près Merke-Braine, qui fut occupé: la gauche s'étendait à une hauteur qui couronne le hameau Ter-la-Haye, qui fut également occupé. En tête, la droite de notre centre, et près la route de Nivelles, nous occupions la maison et le jardin de Hougoumont; ce qui de ce côté, couvrait notre flanc; en tête de notre centre, sur la gauche, nous occupions la ferme de la Haye Sainte. Par notre gauche, nous communiquions par Ohain avec le

Maréchal Prince Blucher, qui se trouvait à Wavres. Ce maréchal m'avait promis, dans le cas où nous serions attaqués, de me soutenir par un ou plusieurs de ses corps, selon que cela serait jugé nécessaire.

Dans la nuit du 17, et dans la matinée d'hier, l'ennemi rassembla toute son armée, à l'exception du troisième corps, qui fut envoyé pour observer le Maréchal Blucher, sur une chaîne de hauteurs qui nous faisaient face, et vers les dix heures il attaqua avec la plus grande vigueur notre poste à Hougoumont. J'avais fait occuper ce poste par un détachement de la brigade des gardes sous les ordres du Général Bing, qui se tint en position en arrière. Ce poste fut pendant quelque tems sous les ordres du Lieutenant-Colonel Macdonald, et ensuite sous ceux du Colonel Home ; et il m'est agréable de pouvoir ajouter que, pendant toute la journée, il fut maintenu avec la plus grande intrépidité par ces braves troupes, nonobstant les efforts répétés de l'ennemi pour s'en emparer.

Cette attaque sur la droite de notre centre fut accompagnée d'une forte canonnade sur toute notre ligne, dont l'objet était de soutenir les charges de cavalerie et d'infanterie faites à plusieurs reprises, tantôt simultanément, tantôt l'une après l'autre.

Dans une de ces charges, l'ennemi enleva la ferme de la Haye-Sainte; le détachement d'infanterie légère, à qui la garde en était confiée, ayant épuisé toutes ses munitions, et ne pouvant en recevoir, parceque l'ennemi occupait la seule communication que nous avions avec ce point.

L'ennemi chargea à plusieurs reprises notre infanterie avec sa cavalerie, mais ce fut sans succès, et il ne fit par là que fournir à notre cavalerie l'occasion de faire plusieurs charges brillantes, dans lesquelles se sont particulièrement distinguées la brigade de Lord E. Somerset, composée des gardes-du-corps, des gardes-royaux, et du premier régiment de dragons de la garde, et celle du Major-Général Sir N. Ponsonby, qui se sont emparées de plusieurs aigles, et ont fait un grand nombre de prisonniers.

Ces attaques furent répétées jusqu'à environ sept heures du soir, que l'ennemi fit une attaque désespérée avec sa cavalerie et son infanterie, soutenues par le feu de l'artillerie, pour forcer la gauche de notre centre, près de la ferme de la Haie-Sainte. Après un combat obstiné, il fut défait, et ayant remarqué que ses troupes se retiraient dans une grande confusion, et que le corps de Bulow avait commencé à marcher par

Frischemont sur Planchenoit et la Belle-Alliance, dès que je pus apercevoir le feu de ses canons, et que le Maréchal Blucher avait joint en personne avec un corps de son armée la gauche de notre ligne par Ohain, je me décidai à attaquer l'ennemi, et fis avancer toute la ligne d'infanterie, soutenue par la cavalerie et l'artillerie.

L'attaque réussit complettement sur tous les points; l'ennemi fut chassé de sa position sur les hauteurs, et se retira dans la plus grande confusion, laissant derrière lui, autant que j'en puis juger, cent-cinquante pièces de canon avec leurs munitions, qui tombèrent entre nos mains. Je continuai à le poursuivre longtems après la chute du jour, et ne cessai qu'à raison de la fatigue de nos troupes, qui combattaient depuis douze heures, et de ce que le Maréchal Blucher, avec qui je me trouvai sur la même route, m'assura qu'il poursuivrait l'ennemi toute la nuit. Il m'a fait savoir ce matin qu'il avait pris soixante pièces de canon de la garde impériale, et plusieurs voitures, bagages, etc., de Napoléon qui se trouvait à Genappe.

Je me propose de marcher ce matin sur Nivelles, et de ne pas discontinuer mes opérations.

Votre seigneurie remarquera qu'une

affaire aussi désespérée, et de tels avantages, ne peuvent avoir eu lieu sans une grande perte, et j'ai la douleur d'ajouter que la nôtre a été immense. S. M. a perdu, dans le Lieutenant-Général Thomas Picton, un officier qui s'était distingué si souvent à son service : il est mort glorieusement en conduisant sa division à une charge à la bayonnette, par laquelle une des plus sérieuses attaques faites par l'ennemi sur notre position a été repoussée.

Le Comte d'Uxbridge, après avoir, toute la journée, combattu avec succès, a reçu une blessure presqu'au dernier coup de canon qui a été tiré, et je crains que S. M. ne soit privée pour quelque tems de ses services.

S. A. R. le Prince d'Orange s'est distingué par sa bravoure jusqu'à ce qu'il ait été blessé à l'épaule, d'une balle de fusil, ce qui l'a obligé à quitter le champ de bataille.

J'ai la satisfaction d'assurer V. S. que l'armée ne s'est mieux conduite dans aucune occasion. La division des gardes du Lieutenant-Général Cooke, qui est grièvement blessé ; les Majors-Généraux Maitland et Byng ont donné un exemple qui a été suivi par tous, et il n'y a point d'officier ni

de corps de toute arme qui ne se soient bien conduits.

Je dois pourtant recommander particulièrement à l'attention de S. A. R. le Lieutenant-Général Henri Clinton, le Major-Général Adam, le Lieutenant-Général Charles Baron Alten, grièvement blessé, ainsi que le Major-Général Colin Halket; les Colonels Ompteda, Mitchell, qui commandait une brigade de la quatrième division; les Majors-Généraux James Kempt et Denis Pack, Lambert, Lord Somerset, Sir William Ponsonby, Charles Grant, H. Vivian, O. Vandeleur, et Comte Dornberg. Je dois aussi beaucoup dans cette occasion, comme dans toutes les autres, au secours du Général Lord Hill.

L'artillerie et le génie ont été dirigés à ma satisfaction par les Colonels Sir G. Wood et Smyth, et j'ai tout lieu d'être content de la conduite du Lieutenant-Général Barnes, qui a été blessé, et du quartier-général du Colonel Delancey, qui a été tué par un boulet dans le milieu de l'affaire. La perte de cet officier est en ce moment fort à regretter pour le service de S. M. ainsi que pour moi en particulier. Je dois aussi beaucoup au courage du Lieutenant-Colonel Lord Fitzroy Somerset, qui a été

grièvement blessé, ainsi qu'aux officiers de mon état-major, qui ont beaucoup souffert dans l'affaire. Le Lieutenant-Colonel Sir Alex. Gordon, qui est mort de ses blessures, était un officier de la plus grande espérance.

Le Général Krusse, au service de Nassau, s'est également conduit à ma satisfaction, ainsi que le Général Trip, commandant la brigade de grosse cavalerie, et le Général Vanhope, commandant une brigade d'infanterie du roi des Pays-Bas.

Les Généraux Pozzo di Borgo, Vincent, Mufflin et Alosa, ont assisté à toute l'affaire et m'ont rendu tous les services qui étaient en leur pouvoir. Le Général Vincent est blessé légèrement, et le Général Pozzo di Borgo a reçu une contusion.

Je dois rendre justice au Maréchal Blucher, et à l'armée prussienne, en attribuant l'heureux resultat de cette terrible journée aux secours qu'ils m'ont donnés à propos, et avec la plus grande cordialité.

Le mouvement du Général Bulow sur les flancs de l'ennemi a été décisif; et si je ne m'étais pas trouvé moi-même en position de faire l'attaque qui a décidé de l'affaire, il aurait forcé les Français à se retirer si leurs attaques n'avaient pas réussi, et les aurait au moins empêché d'en tirer aucun fruit, si elles avaient eu du succès.

J'envoie avec cette dépêche deux aigles que nos troupes ont prises dans l'affaire, et que le Major Percy aura l'honneur de mettre aux pieds de S. A. R. Je prends la liberté de le recommander à la protection de V. S.

J'ai l'honneur, etc.

(*Signé*) WELLINGTON.

P. S. J'ai appris, depuis que ma lettre est écrite, que le Major-Général Sir W. Ponsonby, a été tué, et en annonçant cette fâcheuse nouvelle à votre seigneurie, je dois lui exprimer la douleur que je ressens, de la perte d'un officier qui avait déjà rendu de si brillans et importans services, et qui faisait honneur à sa profession.

Deuxième postscriptum. Je n'ai pas encore reçu les listes des tués et blessés, mais je mets ici celles des officiers tués et blessés dans les deux journées, et j'ajoute avec plaisir que le Colonel Delancey n'est point mort, mais qu'on espère beaucoup sa guérison.

Officiers anglais tués.

Le Duc de Brunswick-Oels.

Lieutenant-Général Thomas Picton.

Quatre coloncls, quatre lieutenans-coloncls.

Sept majors, treize capitaines, deux lieutenans, deux enseignes.

Blessés.

S. A. R. le Prince d'Orange, grièvement.

Le Lieutenant-Général Comte d'Uxbridge, la jambe gauche amputée.

Le Lieutenant-général Charles Alten, grièvement.

Six majors-généraux, cinq colonels, dix-sept lieutenans-colonels, treize majors, onze capitaines, vingt-trois lieutenans.

No. 8.

(Extrait de la Gazette de la Cour, du 1er. Juillet 1815.)

Lettre du Duc de Wellington, au Comte Bathurst, datée d'Orville, le 29 Juin.

Milord,

CONNAISSANT l'anxiété avec laquelle on attend en Angleterre les états des tués et des blessés dans les dernières batailles, je vous envoie ci-joint les listes des officiers, et j'espère être à-même de vous envoyer ce soir les états des bas-officiers et soldats. Le montant des bas-officiers et soldats anglais et hanovriens, tués, blessés et manquans, est entre douze et treize mille hommes.

Votre seigneurie verra dans la liste incluse les noms de quelques officiers du plus grand mérite, que le service de Sa Majesté a perdus: je ne puis pas ne point vous faire remarquer dans le nombre le Colonel Cameron, du quatre-vingt-douzième, (écossais,) et le Colonel Sir H. Ellis, du vingt-troisième, sur la conduite desquels j'ai souvent appelé l'attention de votre seigneurie, et qui à la fin ont mis le sçeau à leur gloire, en succombant à la

tête des braves troupes qu'ils commandaient.

Malgré la gloire acquise en cette occasion, il est impossible de ne pas regretter de tels hommes, soit à cause du public, soit comme amis.

J'ai l'honneur, &c.

WELLINGTON.

Etat des tués, blessés, &c.

LE 16 JUIN.

ANGLAIS.	*Tués.* Un officier du grand état-major, un lieutenant-colonel, 4 capitaines, 11 lieutenans, 9 enseignes, un officier d'état-major, 17 sergens, 3 tambours, 269 hommes, 19 chevaux.	
	Total des hommes	316
	Blessés Quatre lieutenans-colonels, 7 majors, 36 capitaines, 68 lieutenans, 23 enseignes, 4 officiers d'état-major, 100 sergens, 6 tambours, 1909 soldats, 14 chevaux.	
	Total des hommes	2130
	Manquans. Un capitaine, 2 sergens, 2 tambours, 27 soldats.	
	Total	31[illegible]
HANOVRIENS.	*Tués* Deux lieutenans, 2 sergens, un tambour, 29 soldats.	
	Total	37
	Blessés. Trois capitaines, 6 lieutenans, 5 enseignes, 11 sergens, 198 soldats.	
	Total	243
	Manquans. Un capitaine, 2 enseignes, 4 sergens, 142 hommes	149
	Total général	3884

dont 350 tués, 2,353 blessés, et 181 manquans.

LE 17 JUIN.

Anglais.	*Tués.* Un lieutenant, un sergent, 54 soldats - -	56
	Blessés. Un capitaine, 2 lieutenans, 8 sergens, 41 soldats	52
	Manquans. Un major, 2 capitaines, un lieutenant, 2 sergens, un tambour, 30 soldats - -	37
Hanov.	*Tués.* 9 soldats - - - - - - -	9
	Blessés. Un major, un capitaine, 2 enseignes, 5 sergens, 71 soldats - - - - -	80
	Manquans. Un tambour, un sergent, 32 hommes	34
		268

dont 65 tués, 132 blessés, 71 manquans.

LE 18 JUIN.

Anglais.	*Tués.* Deux généraux, un colonel, 3 lieutenans-colonels, 6 majors, 16 capitaines, 26 lieutenans, 19 enseignes ou cornettes, 5 officiers d'état-major, 2 quartiers-maitres, 100 sergens, 13 tambours, 1,536 soldats, 1,426 chevaux. Total des hommes - - - -	1,759
	Blessés. Dix généraux, 4 colonels, 21 lieutenans-colonels, 28 majors, 107 capitaines, 202 lieutenans, 47 enseignes ou cornettes, 17 officiers d'état-major, 3 quartiers-maitres, 830 sergens, 36 tambours, 5,087 soldats, 86 chevaux. Total des hommes - - - -	5,792
	Manquans. Un lieutenant-colonel, 4 capitaines, 5 lieutenans, 2 cornettes, 17 sergens, 15 tambours, 763 soldats, 762 chevaux. Total des hommes - - - -	807
		8,358
Hanoviens.	*Tués.* Un lieutenant-colonel, 2 capitaines, 2 lieutenans, 3 cornettes, 7 sergens, 273 hommes -	298
	Blessés. Deux lieutenans-colonels, 10 majors, 15 capitaines, 26 lieutenans, 13 enseignes ou cornettes, 2 officiers d'état-major, 31 sergens, 11 tambours, 1,014 soldats - - - -	1,124
	Manquans. Un major, un lieutenant, un enseigne, 5 officiers d'état-major, 12 sergens, 17 tambours, 779 soldats - - - - - - - -	816
	Total - - - - - -	10,586

dont 2,047 tués, 6,916 blessés, et 1,623 manquans.

RECAPITULATION GENERALE.

Tués, les 16, 17 et 18 Juin - -	2,462
Blessés, Id. - - - -	9,401
Manquans - - - - -	1,875
Total général - -	13,738 hommes.

Le nombre des chevaux tués est d'environ 3,500.

No. 9.

Rapport des Opérations de l'Armée Prussienne du Bas Rhin.

C'EST le 15 de ce mois que Napoléon, après avoir réuni, le 14, cinq corps de son armée, et plusieurs corps de sa garde entre Maubeuge et Beaumont, a commencé les hostilités. Les points de concentration des quatre corps prussiens étaient Fleurus, Namur, Ciney et Hannut, ce qui permettait d'unir l'armée sur l'un de ces points en vingt-quatre heures.

Le 15, Napoléon s'avança par Thuin sur les deux rives de la Sambre contre Charleroi. Le Général Ziéthen avait réuni le premier corps près Fleurus; et eut ce jour une action très-vive avec l'ennemi, qui, après avoir pris Charleroi, marchait sur Fleurus. Le Général Ziéthen se maintint dans sa position près cette ville.

Le Feld-Maréchal Blucher ayant l'intention de donner une grande bataille à l'ennemi aussitôt qu'il lui serait possible, dirigea les trois autres corps de l'armée prussienne sur Sombref, à une lieue et demie

de Fleurus. Les deuxième et troisième corps sont arrivés le 15 ; le quatrième corps n'y parvint que le 16.

Lord Wellington rassembla son armée entre Ath et Nivelles, ce qui le mettait en état d'appuyer le Feld-Maréchal Blucher, dans le cas où la bataille aurait lieu le 15.

Bataille de Ligny.

Le 16 Juin.

L'armée prussienne était postée sur les hauteurs entre Brie et Sombref; et autour de cette dernière place, elle occupait en grande force les villages de Saint-Amand et Ligny, situés sur son front. A ce moment, il n'y avait encore que trois corps de l'armée réunis. Le quatrième, qui était stationné entre Liége et Hannut, avait été rétardé dans sa marche par plusieurs circonstances, et n'avait pu rejoindre. Néanmoins, le Feld-Maréchal Blucher résolut de donner bataille, Lord Wellington ayant déjà mis en mouvement, pour le soutenir, une forte colonne de son armée, ainsi que toute sa réserve stationnée dans les environs de Bruxelles, et le quatrième corps prussien étant sur le point d'arriver.

La bataille commença à trois heures

après midi. L'ennemi déploya 130,000 hommes. L'armée prussienne était forte de 80,000 hommes. Le village de Saint-Amand fut le point qu'attaqua d'abord l'ennemi, qui s'en empara après une vigoureuse résistance. Il dirigea ensuite tous ses efforts contre Ligny. C'est un grand village, solidement bâti, et situé sur un ruisseau du même nom. Là commença un combat qui peut être considéré comme un des plus acharnés dont l'histoire fasse mention. Des villages ont été pris et repris plusieurs fois, mais là, la bataille se donna pendant cinq heures dans le village même, et les mouvemens au-dessus et au-dessous eurent lieu sur un très-petit espace de terrein.

De chaque côté, des troupes fraîches arrivaient continuellement. Chaque armée avait, derrière la partie du village qu'elle occupait, de grandes masses d'infanterie, qui entretenaient le combat, et étaient continuellement renouvelées par des renforts qu'elles recevaient de leurs derrières et des hauteurs de droite et de gauche. Environ deux cents bouches-à-feu tiraient de chaque côté sur le village où le feu se manifesta plusieurs fois en différens endroits. De tems en tems, l'engagement s'étendait à toute la ligne, l'ennemi ayant engagé des troupes avec le troisième corps; mais le

fort du combat avait toujours lieu à Ligny. Les affaires semblaient prendre une tournure favorable pour les troupes prussiennes, une partie du village de Saint-Amand ayant été reprise par un bataillon que commandait le feld-maréchal en personne, avantage qui avait permis de reprendre la hauteur abandonnée après la perte de Saint-Amand. Cependant le combat continuait à Ligny avec la même furie. L'issue semblait dépendre de l'arrivée des troupes anglaises ou de celles du quatrième corps prussien. En effet l'arrivée de cette division aurait donné au feld-maréchal les moyens de faire immédiatement, avec son aile droite, une attaque dont on devait attendre un grand succès. Mais on apprit que la division anglaise, destinée à nous appuyer, était violemment attaquée par un corps de l'armée française, et qu'elle ne se maintenait qu'avec une extrême difficulté dans sa position aux Quatre-Bras. Le quatrième corps prussien n'avait pas paru; ensorte que nous fumes forcés de soutenir seuls l'engagement avec un ennemi très-supérieur en nombre.

La soirée était déjà très-avancée, que le combat continuait à Ligny avec la même fureur et des succès également balancés. Nous demandâmes, mais en vain, les secours

qui nous étaient nécessaires. Le danger devenait d'heure en heure plus urgent ; toutes les divisions étaient engagées ou l'avaient été, et il n'y avait aucun corps qui pût nous appuyer. Tout-à-coup une division d'infanterie ennemie qui, à la faveur de la nuit, avait tourné le village sans être remarquée, et quelques régimens de cuirassiers qui avaient forcé le passage sur l'autre côté, prirent à revers le corps principal de nos troupes qui était posté derrière les maisons. Cette surprise de la part de l'ennemi fut décisive, spécialement au moment où notre cavalerie, postée aussi derrière les maisons, avait été repoussée par celle de l'ennemi dans plusieurs attaques répétées.

Notre infanterie, qui était derrière Ligny, ne se laissa pas décourager, quoiqu'elle fût surprise dans les ténèbres ; circonstance qui accroit l'idée du danger dans l'esprit des hommes, et quoiqu'elle eût l'idée qu'elle était entourée de tous côtés. Elle se forma en masse, repoussa chaudement toutes les attaques de la cavalerie, et se retira en bon ordre sur les hauteurs, d'où elle continua son mouvement rétrograde sur Tilly. L'irruption subite de la cavalerie ennemie obligeant notre artillerie à se retirer précipitamment, plusieurs pièces prirent des directions qui les conduisirent à des défilés, où il y eut

du désordre, et quinze tombèrent entre les mains de l'ennemi.

L'armée se reforma à la distance d'un quart de lieue du champ de bataille. L'ennemi ne se hasarda point à la poursuivre. Le village de Bry resta en notre pouvoir pendant toute la nuit, aussi bien que Sombref, où le Général Thielmann avait combattu avec le troisième corps, et où il s'était retiré lentement à la chute du jour par Gembloux. Le quatrième corps, commandé par le Général Bulow, y arriva enfin pendant la nuit. Le premier et le deuxième corps se mirent en marche le matin derrière le défilé de Mont-Saint-Guibert. Notre perte en tués et blessés a été grande; mais l'ennemi ne nous fit point d'autres prisonniers que les blessés.

La bataille a été perdue, mais non notre honneur. Nos soldats ont combattu avec une bravoure qui a surpassé tout ce qu'on pouvait attendre. Leur courage demeura inébranlable, parceque chacun mit sa confiance dans sa propre force. Le feld-maréchal courut dans la journée de grands dangers. Une charge de cavalerie qu'il conduisait ne réussit point, et la cavalerie ennemie le poursuivait vigoureusement. Son cheval ayant été frappé d'un coup de mousquet, l'animal au lieu de s'arrêter,

irrité de sa blessure, se mit au galop et courut en furieux jusqu'à ce qu'il tomba mort. Le feld-maréchal, étourdi de la chute, resta engagé sous le corps de son cheval. Les cuirassiers ennemis poursuivant leur avantage avançaient, notre dernier cavalier avait déjà passé le feld-maréchal, et il ne restait avec lui qu'un adjudant qui venait de mettre pied à terre, résolu de partager son sort. Le danger était grand, mais la Providence veillait sur nous. L'ennemi continuant sa charge passa rapidement près du feld-maréchal sans le voir. Un moment après une seconde charge de cavalerie repoussa l'ennemi, qui passa avec la même rapidité sans remarquer davantage le feld-maréchal que la première fois. Mais ce ne fut pas sans difficulté qu'on le retira de dessous son cheval mort ; il s'éloigna sur le cheval d'un dragon.

Le 17, dans la soirée, l'armée prussienne se concentra dans les environs de Wavres. Napoléon se mit en mouvement contre Wellington, sur la grande route de Charleroi à Bruxelles. Une division anglaise soutint le même jour un combat très-vif près des Quatre-Bras. Lord Wellington prit position sur la route qui conduit à Bruxelles, ayant son aile droite dans la Bruyère de la Leu, son centre près du Mont-Saint Jean,

et son aile gauche appuyée à la Haye-Saïnte. Lord Wellington écrivit au feld-maréchal qu'il était résolu à accepter bataille dans cette position, si le feld-maréchal pouvait l'appuyer avec deux corps d'armée. Celui-ci offrit de faire marcher toute son armée, et proposa même, dans le cas où Napoléon n'attaquerait pas, que les alliés allassent l'attaquer le lendemain avec toutes leurs forces.

Cela peut servir à prouver combien peu la bataille du 16 avait désorganisé l'armée prussienne ou abattu son moral.

Ainsi fut terminée la journée du 17.

Au point du jour, l'armée prussienne commença à se mettre en mouvement. Le quatrième et le deuxième corps marchèrent par Saint Lambert, où ils devaient prendre une position couverte par la forêt de Frischemont, afin de prendre l'ennemi sur les derrières, quand le moment paraîtrait favorable. Le premier corps devait agir par Ohain, sur le flanc droit de l'ennemi. Le troisième corps devait suivre lentement, pour porter des secours en cas de besoin. La bataille commença vers dix heures du matin. L'armée anglaise occupait les hauteurs de Mont-Saint-Jean : celle des Français était sur les hauteurs devant Planchenoit : la première était de quatre-vingt mille

hommes, l'ennemi en avait plus de cent-trente mille. En peu de tems la bataille devint générale tout le long de la ligne. Il paraît que Napoléon avait le dessein de pousser l'aile gauche sur le centre, et par là d'effectuer la séparation de l'armée anglaise de celle de Prusse, qu'il croyait devoir se retirer sur Maestricht. Dans ce dessein, il avait placé la plus grande partie de sa réserve dans le centre contre son aile droite, et c'est sur ce point qu'il attaqua avec fureur. L'armée anglaise combattit avec un courage qu'il est impossible de surpasser. Les charges répétées de la vieille garde furent repoussées par l'intrépidité des régimens écossais ; et à chaque charge la cavalerie française était renversée par la cavalerie anglaise ; mais la supériorité en nombre de l'ennemi était trop grande : Napoléon ramenait continuellement des masses considérables, et quelque fermeté que les troupes anglaises missent pour se maintenir dans leurs positions, il n'était pas possible que tant d'efforts héroïques n'eussent un terme.

Il était quatre heures et demie. La difficulté extrême du passage par le défilé de Saint-Lambert avait considérablement retardé la marche des troupes prussiennes : de sorte qu'il n'y avait que deux brigades

du quatrième corps qui fussent arrivées à la position couverte qui leur avait été assignée. Le moment décisif était arrivé; il n'y avait pas un instant à perdre: les généraux ne le laissèrent pas échapper. Ils résolurent de commencer l'attaque sur-le-champ avec les troupes qu'ils avaient sous la main. En conséquence, le général Bulow, avec deux brigades et un corps de cavalerie, s'avança rapidement sur le derrière de l'aîle droite de l'ennemi. L'ennemi ne perdit pas sa présence d'esprit; il tourna dans l'instant sa réserve contre nous, et de ce côté commença un combat meurtrier. Le succès de ce combat demeura longtems douteux, pendant que la bataille avec l'armée anglaise continuait avec la même violence.

Vers les six heures du soir, nous reçûmes la nouvelle que le Général Thielmann, avec le troisième corps, était attaqué près de Wavres, par un corps très-considérable de l'ennemi, et que déjà l'on se disputait la possession de la ville. Le feld-maréchal, cependant, ne fut pas beaucoup inquiet de cette nouvelle. C'était sur le lieu où il était, et non pas ailleurs, que l'affaire devait se décider. On ne pouvait obtenir la victoire que par un combat soutenu continuellement avec la même opiniâtreté, et par de nouvelles troupes; et si on pouvait l'em-

porter sur le lieu où l'on était, tout revers du côté de Wavres était de peu de conséquence. C'est pourquoi les colonnes continuèrent leur mouvement. Il était sept heures et demie, et l'issue de la bataille était encore incertaine. Tout le quatrième corps et une partie du second, sous le Général Pwich, avaient été successivement engagés. Les troupes françaises combattaient avec toute la fureur du désespoir: cependant on pouvait appercevoir quelqu'incertitude dans leurs mouvemens, et on observa que quelques pièces de canon se retiraient. Dans ce moment les premières colonnes du corps du Général Ziéthen arrivèrent sur les points d'attaque, près du village de Smouhen, sur le flanc gauche de l'ennemi; elles chargèrent sur-le-champ. Ce moment décida la défaite de l'ennemi. Son aîle droite fut rompue en trois endroits, et il abandonna ses positions. Nos troupes se précipitèrent alors au pas de charge, et attaquèrent l'ennemi de tous les côtés, pendant que toute la ligne anglaise s'avançait.

Les circonstances étaient extrêmement favorables à l'attaque par l'armée prussienne; le terrein s'élevait en amphithéâtre, de manière que notre artillerie pouvait ouvrir librement son feu du sommet de plusieurs hauteurs qui s'élevaient graduelle-

ment l'une au-dessus de l'autre, et entre lesquelles les troupes descendues dans les plaines se formaient en brigades, et dans le plus grand ordre, tandis que de nouvelles troupes se développaient continuellement, au sortir de la forêt, sur les hauteurs de derrière. L'ennemi, cependant, conservait encore des moyens de retraite jusqu'à ce qu'on eût emporté, après plusieurs attaques sanglantes, le village de Planchenoit, qui était sur ses derrières, défendu par la garde. Dès ce moment-là la retraite devint une déroute qui s'étendit bientôt à toute l'armée française.

Il était neuf heures et demie. Le feldmaréchal assembla tous les officiers supérieurs, et donna ordre d'envoyer à la poursuite de l'ennemi jusqu'au dernier cavalier. L'avant-garde de l'armée accéléra sa marche. L'armée française, poursuivie sans relâche, était entièrement désorganisée. La chaussée présentait l'image d'une immense quantité de canons, de caissons, de chariots, de bagages, d'armes, et de débris de toute espèce. Ceux de l'ennemi qui voulaient se reposer, ne s'attendant pas à être poursuivis si vivement, furent poussés successivement de plus de neuf bivouacs : dans quelques villages, ils cherchèrent à tenir, mais aussitôt qu'ils entendaient le son du tambour ou

des trompettes, ils lâchaient pied, ou se jettaient dans les maisons, et là ils étaient taillés en pièces ou faits prisonniers. Le clair de lune favorisait beaucoup la poursuite de l'ennemi, qui n'était qu'un echasse continuelle, soit dans les champs, soit dans les maisons.

L'ennemi s'était retranché à Genappes avec du canon et des chariots renversés: nous fûmes exposés en y entrant à un feu très-vif de mousqueterie, auquel nous répondîmes par quelques coups de canon suivis d'un houra, et bientôt après la ville fut à nous. Ce fut là qu'entre autres équipages on prit la voiture de Napoléon; il venait de la quitter pour monter à cheval, et avec tant de précipitation, qu'il y avait oublié son épée et son chapeau. Les affaires continuèrent ainsi jusqu'à la pointe du jour. Environ quarante mille hommes dans le plus grand désordre, furent tout ce que l'ennemi put sauver dans sa retraite par Charleroi: vingt-sept pièces de canon furent tout ce qu'il emmena de sa nombreuse artillerie.

L'ennemi a dépassé dans sa fuite ses places fortes, seule défense de ses frontières qui maintenant sont franchies par nos armées.

A trois heures, Napoléon avait expédié du champ de bataille, un courier pour

Paris, portant la nouvelle que la victoire n'était plus douteuse : quelques heures après il n'avait plus d'armée. On n'a pas encore une exacte connaissance de la perte de l'ennemi : il suffit de savoir que les deux-tiers de cette armée sont tués, blessés, ou prisonniers ; au nombre de ces derniers sont les Généraux Mouton, Duhesme, Cambronne. Jusqu'à ce moment, environ trois cents canons, et au-delà de cinq cents caissons, sont en notre pouvoir.

Peu de victoires ont été aussi complettes, et certainement il n'y a point d'exemple qu'une armée, deux jours après une bataille perdue, ait engagé un tel combat, et l'ait si glorieusement soutenu. Honneur aux troupes capables de tant de constance et de valeur ! Au milieu de la position occupée par l'armée française, et absolument sur la hauteur, est située une ferme nommée la Belle Alliance. La marche de toutes les colonnes prussiennes était dirigée sur cette ferme, qu'on pouvait appercevoir de tous côtés. C'est là que Napoléon se trouvait pendant la bataille ; c'est là qu'il donnait ses ordres, qu'il se flattait de la victoire, et c'est là que sa perte fut décidée. C'est là aussi que se rencontrèrent, dans l'obscurité, et par un heureux hazard, le Feld-Maréchal Blucher

et Lord Wellington, et qu'ils se saluèrent mutuellement comme vainqueurs.

En commémoration de l'alliance qui existe aujourd'hui entre les nations anglaise et prussienne, de la réunion des deux armées, et de leur confiance réciproque, le feld-maréchal a demandé que cette bataille portât le nom de la Belle Alliance.

Par ordre du Feld-Maréchal Blucher,

Le Général Gueisenau.

No. 10.

Rapports de S. A. R. le Prince d'Orange à S. M. le Roi des Pays-Bas.

Quartier-général de Nivelles, 17 Juin, 1815, à deux heures du matin.

Le 15, de grand matin, l'armée prussienne a été attaquée dans sa position: par suite de cette attaque, elle s'est retirée par Charleroi et Gosselies jusques dans les environs de Fleurus. Aussitôt que je fus instruit de la marche de l'ennemi, j'ordonnai les dispositions nécessaires au corps d'armée sous mes ordres. Ce qui s'était passé à l'armée prussienne fut cause que le 15, à cinq heures du soir, le bataillon d'Orange-Nassau, qui occupait le village de Frasnes avec une batterie d'artillerie volante, y fut attaqué. Ces troupes restèrent dans leur position sur les hauteurs de ce village, non-loin du chemin croisé des Quatre-Bras. A huit heures, l'escarmouche cessa sur ce point.

Aussitôt que je reçus le rapport de cette action, je donnai ordre à la troisième division, ainsi qu'à la cavalerie, et à deux divisions anglaises, de marcher sur Nivelles; je chargeai la deuxième division de conserver la position des Quatre-Bras.

Il n'y eut qu'une partie de la deuxième division qui put s'y rendre sur-le-champ ; la brigade commandée par le Général-Major Van Byland ne pouvant s'éloigner de Nivelles que lorsqu'on se fut assuré de l'arrivée des autres divisions dans cette ville.

Le feu des tirailleurs commença sur ce point, hier a cinq heures du matin, et la fusillade continua des deux côtés, jusqu'à midi, sans aucun résultat. Environ sur les deux heures, l'attaque devint plus sérieuse principalement de la part de la cavalerie et de l'artillerie. La brigade de cavalerie légère sous les ordres du Général-Major Van Merlen, ne pouvant arriver que vers quatre heures, je n'eus jusqu'à ce moment aucune cavalerie à opposer à l'ennemi. Convaincu de la haute importance qu'était la conservation de la position sur les hauteurs devant le carrefour de la chaussée dite les Quatre-Bras, j'eus le bonheur de m'y maintenir contre un ennemi qui était, sous tous les rapports, et sans aucune comparaison, très-supérieur en nombre.

Ayant été attaqué par les deux corps d'armée des Généraux d'Erlong et Reille, et ayant réussi à les tenir en échec, le Duc de Wellington eut assez de temps pour réunir une force suffisante pour déjouer les projets de l'ennemi. Cette attaque

a eu pour résultat, après un combat vigoureux, qui dura jusqu'à neuf heures du soir, non-seulement l'avantage d'arrêter l'ennemi, mais encore celui de le repousser jusqu'à une certaine distance.

L'armée prussienne, qui fut également attaquée hier, a conservé sa principale position; et il est hors de doute que Napoléon, avec des forces considérables, n'ait dirigé l'attaque sur toute la ligne. Nos troupes ont bivouaqué sur le champ de bataille, où je vais me rendre de suite; car il est très-apparent que Napoléon cherchera de nouveau à exécuter les desseins qu'il avait formés hier. Le Duc de Wellington a fait rassembler sur ce point toutes les troupes disponibles. C'est avec la plus grande satisfaction que je puis assurer V. M. que ses troupes ont combattu avec beaucoup de bravoure, particulièrement l'infanterie et l'artillerie.

Les circonstances n'ont point encore permis que l'état des différens corps qui constate les pertes que nous avons éprouvées me soit parvenu: j'aurai l'honneur de le mettre sous les yeux de V. M. aussitôt qu'il sera possible.

Etait signé GUILLAUME,
Prince d'Orange.

Bruxelles, le 22 Juin, 1815.

Après la bataille du 16, dont j'ai eu l'honneur de faire mon rapport le 17, à deux heures du matin, de mon quartier-général à Nivelles, le Duc de Wellington, pour rester en ligne avec l'armée prussienne, fit le matin du même jour un mouvement par suite duquel l'armée se trouva en position à six heures du soir, sur les hauteurs en avant de Waterloo, et y bivouaqua: la cavalerie ennemie, suivant les mouvemens de l'armée, fut repoussée plusieurs fois avec grande perte par celle des Anglais. Le 18, au point du jour, nous découvrimes l'ennemi en face de nous, et à dix heures ses dispositions pour l'attaque commencèrent.

L'armée de Bonaparte était composée des premier, deuxième, troisième, quatrième, et sixième corps, de la garde impériale, et de presque toute la cavalerie, et d'une artillerie composée de plusieurs centaines de pièces de canon.

Vers les onze heures, l'ennemi démasqua une batterie de quelques canons, sous le feu de laquelle ses tirailleurs s'avancèrent contre notre aile droite, et, immédiatement après, son attaque fut dirigée contre une ferme entourée de bois, qui était située à peu de

distance en avant de cette aile, et à gauche de la route de Nivelles. L'ennemi fit les plus vives attaques pour se rendre maître de cette ferme, mais toutes ses tentatives furent vaines. A midi, la canonnade devint forte, et avant midi et demi le combat fut général sur toute la ligne. L'ennemi attaqua plusieurs fois les deux ailes ; mais comme son but principal était de faire une trouée sur la droite de notre centre, il tenta tout pour y réussir. Les colonnes de cavalerie ennemie furent conduites avec beaucoup de résolution ; mais nonobstant qu'elles réitérassent avec la plus grande opiniâtreté leurs attaques depuis trois heures et demie jusqu'à la fin de la bataille, rien ne put cependant forcer notre ligne à la retraite. L ennemi fut toujours repoussé, tant par le feu des carrés, que par les charges de cavalerie. Il est impossible de décrire à V. M. l'acharnement avec lequel on combattit, surtout pendant les six dernières heures.

Je n'ai pu jouir du bonheur de voir la fin de cette bataille, aussi glorieuse qu'importante, ayant reçu, une demi-heure avant la déroute de l'ennemi, un coup de feu à l'épaule gauche, qui me força de quitter le champ de bataille.

Je m'estime on ne peut plus heureux

de pouvoir annoncer à V. M. que ses troupes de toutes armes ont combattu avec beaucoup de bravoure. Dans les charges de la cavalerie, la brigade des carabiniers s'est particulièrement distinguée.

La division du Lieutenant-Général Chassé est arrivée tard au feu; et comme je ne pouvais m'éloigner de ma personne du centre, je l'avais mise pour ce jour là, sous les ordres de Lord Hill, commandant le deuxième corps d'armée; et j'ai reçu avis que cette division a combattu vaillamment, et que le Lieutenant-Général Chassé, ainsi que les deux commandans des brigades, se sont très-bien acquittés de leur devoir.

Il ne m'est pas encore possible de faire connaître à V. M. la perte que nous avons essuyée, n'ayant pas encore reçu les rapports: en attendant, je suis obligé, néanmoins, avec le plus profond chagrin, de dire qu'elle est très-grande. Les généraux de division sont chargés de me faire connaître ceux qui se sont particulièrement distingués, et je dois me borner à nommer à V. M. ceux qui se sont distingués sous mes yeux; savoir:

Les Lieutenans-Généraux Collaert, et de Perponcher: le premier est blessé.

Le Général Van Merle, habile et brave officier, est mort de ses blessures sur le

champ de bataille. Je saisis cette occasion pour recommander sa veuve et ses enfans à la tendre considération de V. M.

Le Général Trip s'est particulièrement distingué, tant par ses talents que par son courage.

Le Général-Major Grigny, et les commandans des trois régimens de carabiniers; savoir: le Lieutenant-Colonel Conegrave, mort de ses blessures; le Colonel de Bruine, et le Lieutenant-Colonel Lechleitner blessés. Le Lieutenant-Colonel Westenberg, du cinquième bataillon de la milice nationale, est un très-bon officier, et a conduit avec beaucoup de discernement son bataillon, qui a montré beaucoup de bravoure dans la bataille du 16.

Le Major Eyman, du troisième bataillon, blessé.

Les Majors Meriex et Bryas, du deuxième régiment de carabiniers: le dernier blessé.

Le Major de l'artillerie de Lassaraz.

Le Quartier-Maître-Général, le Général-Major de Constant Rebecque, s'est très-bien conduit, et m'a été d'un grand service.

Enfin, je me crois encore obligé de témoigner à V. M. mon contentement à l'égard de la conduite de mes adjudans. Le Major de Limbourg Stirme a déjà été blessé dans la bataille du 16; et dans celle

du 18, le Colonel Du Caylar et le Major Ampt, ont eu chacun un cheval tué sous eux ; et le Lieutenant-Colonel de Krokenburgh en a eu deux.

J'ai chargé le Major Van Hooff, mon adjudant, de remettre ce rapport à V. M. Je prends la liberté de recommander cet officier à votre favorable considération.

Signé GUILLAUME, Prince d'Orange.

PERTE DES HOLLANDAIS.

Officiers tués ou manquans	27.
Blessés	115.
Sous-officiers et soldats tués ou manquans	2.058.
Blessés	1,936.
Total	4,136.
Chevaux tués	1,630.

No. 11.

Rapport du Maréchal Grouchy à l'Empereur.

Dinan, le 20 Juin, 1815.

Sire,

Ce n'est qu'à près de sept heures du soir, le 18 Juin, que j'ai reçu la lettre du Duc de Dalmatie, qui me prescrivait de marcher sur Saint-Lambert, et d'attaquer le Général Bulow. J'avais rencontré l'ennemi en me portant sur Wavres, à hauteur de la baraque. Sur-le-champ il avait été abordé, poussé jusque dans Wavres, et le corps Vandamme attaquait cette ville, et était fortement engagé. La portion de Wavres, sur la droite de la Dyle, était emportée, mais on éprouvait de grandes difficultés à déboucher de l'autre côté. Le Général Gérard essayait d'enlever le moulin de Bielge, et d'y passer la rivière; il ne pouvait y réussir: il y avait été blessé d'une balle dans la poitrine, blessure qui heureusement n'est pas mortelle. Le Lieutenant-Général Alix avait été tué à l'attaque de Wavres. Dans cet état de

choses, impatient de pouvoir déboucher sur le mont Saint-Lambert, et coopérer aux succès des armes de V. M. dans cette journée si importante, je dirigeai sur Limale la cavalerie de Pajol, la division Teste, et deux des divisions du Général Gérard, afin de forcer le passage de la Dyle, et de marcher contre le Général Bulow. Le corps du Général Vandamme entretint l'attaque de Wavres et du moulin de Bielge, d'où l'ennemi faisait mine de vouloir déboucher ; ce que je jugeai qu'il ne pourrait effectuer, la position et le courage de nos troupes répondant qu'il n'y parviendrait pas. Mon mouvement sur Limale prit du tems, à raison de la distance : cependant j'arrivai, j'effectuai le passage, et les hauteurs furent enlevées par la division Vichery et la cavalerie. La nuit ne permit pas d'aller loin, et je n'entendais plus le canon du côté où V. M. se battait.

Dans cette position, j'attendis le jour : Wavres et Bielge étaient occupés par les Prussiens. Le 19, à trois heures du matin, ils attaquèrent à leur tour, voulant profiter de la mauvaise position où j'étais, et prétendant me rejeter dans le défilé, enlever l'artillerie qui avait débouché, et me faire repasser la Dyle. Leurs efforts furent inutiles ; l'intrépidité des troupes me mit à

même de repousser toutes les attaques, de culbuter les Prussiens, et de faire enlever par la division Teste le village de Bielge : le brave Général Penne y fut tué.

Le Général Vandamme faisant alors passer par Bielge une de ses divisions, enleva sans peine les hauteurs de Wavres, et sur toute ma ligne le succès fut complet. J'étais en avant de Rozierne, me disposant à marcher sur Bruxelles, lorsque j'ai reçu la douloureuse nouvelle de la perte de la bataille de Waterloo. L'officier qui me l'apporta me dit que V. M. se retirait sur la Sambre, sans pouvoir préciser sur quel point il entrait dans ses vues que je me dirigeasse. Engagé sur toute ma ligne, je cessai de poursuivre, et préparai mon mouvement rétrograde. L'ennemi en retraite ne songea pas à me suivre. Je marchai jusqu'à Temploux et Gembloux ; ayant ma cavalerie légère à Mari-de-Saint-Denis, et mes dragons sur Namur. Apprenant que l'ennemi avait déjà passé la Sambre, et se trouvait sur mon flanc ; n'étant pas assez fort pour opérer une diversion utile pour l'armée du V. M. sans compromettre celle que je commandais, je marchai sur Namur ; le quatrième corps par la route de Namur à Charleroi, et le troisième par celle directe qui y conduit de

Temploux. Dans ce moment les queues des deux colonnes furent attaquées ; celle de droite ayant fait son mouvement rétrograde plus tôt qu'on ne s'y attendait, compromit un instant la retraite de celle de gauche. De bonnes dispositions réparèrent tout ; deux pièces qui avaient été prises furent reprises par le brave vingtième de dragons, sous les ordres du Colonel Briqueville, qui enleva en outre un obusier à l'ennemi. Les faibles carrés du .... régiment, chargés par une cavalerie nombreuse, l'attendirent à bout portant, lui firent essuyer une perte énorme, et prouvèrent ce que peuvent de bonnes dispositions, jointes à une attitude calme et un feu bien dirigé. La cavalerie ennemie, chargée à son tour par le premier de hussards aux ordres du Maréchal-de-Camp Clary, laissa en nos mains nombre de prisonniers. Tout rentra donc sans perte dans Namur. Le long défilé qui règne depuis cette place jusqu'à Dinan, défilé où l'on ne peut marcher que sur une seule colonne, et les embarras résultant des nombreux transports de blessés que je conduisais avec moi, rendaient nécessaires de tenir longtems la ville, où je ne trouvai pas les moyens de faire sauter le pont. Je chargeai de la défense de Namur le Général Vandamme, qui, avec son intrépidité ordi-

naire, s'y maintint jusqu'à huit heures du soir ; de sorte que rien ne resta en arrière, et que j'occupai Dinan.

L'ennemi a perdu des milliers d'hommes à l'attaque de Namur ; on s'est battu avec un acharnement rare, et les troupes ont fait leur devoir d'une manière bien digne d'éloge.

Je suis avec respect,

SIRE,

De Votre Majesté,

Le très-fidèle sujet,

Le Maréchal Comte DE GROUCHY.

No. 12.

Lettre du Prince Bernard de Saxe Weimar, à son Père.

Au Bivouac près Waterloo, le 19 Juin, 1815.

Cher père,

Remerciez Dieu; je suis encore vivant, et suis sorti sain et sauf de deux sanglantes batailles. La première eut lieu le 16, et la seconde hier. Je vous prie, quand vous lirez la présente, de prendre la carte de Ferrary. Depuis quatre semaines j'étais en cantonnement à Gennappes, avec le régiment d'Orange-Nassau, dont je suis colonel. Le 15, je fus nommé brigadier de la deuxième brigade de la division Perponcher: mon prédécesseur avait eu le malheur de se casser la jambe. En outre de mes deux bataillons d'Orange-Nassau, je me trouvai par là avoir sous mon commandement trois bataillons du duché de Nassau: alors ma brigade était de *quatre mille hommes;* aujourd'hui il ne m'en reste pas *douze cents!*

Le 15, les Français tombèrent sur l'armée prussienne, et la pressèrent bien vivement. Ma brigade prolongeait l'aile gauche de l'armée hollandaise, dont le quartier-

général était à Braine-le-Comte; celui de ma division était à Nivelles. Un bataillon de Nassau, avec une batterie d'artillerie à cheval hollandaise, étaient à Frasnes. Lorsque les Prussiens se retirèrent sur Fleurus, le poste de Frasnes fut attaqué et enlevé. L'infanterie se jeta dans un bois sur la droite; et l'artillerie se retira, en combattant, aux Quatre-Bras. Je réunis ma brigade à cette importante position, et canonnai l'ennemi, que je parvins à empêcher d'avancer. J'ai conservé cette position pendant toute la nuit. Vers le matin du 16, je fus renforcé par un bataillon de chasseurs hollandais, et un bataillon de milice. Bientôt après, mon général de division et le Prince d'Orange arrivèrent. J'allai aux avant-postes avec le dernier, et j'entrepris, par son ordre, une reconnaissance avec un bataillon et deux canons. Vers midi, l'ennemi fit voir de fortes colonnes, et commença à nous canonner. On dit que dans ce jour il a engagé trois corps de son armée contre nous. Nous avions seulement cinq bataillons à lui opposer, et les débouchés d'un bois à défendre jusqu'à la dernière extrémité.

Le Duc de Wellington était présent au commencement de l'action; quoique je

n'eusse que deux canons pour me protéger, je conservai longtems mon terrein contre un ennemi trois fois supérieur en nombre. Il parvint à s'emparer d'un bois vis-à-vis de moi, et incommodait mon flanc gauche. Sans perdre de tems, je pris avec moi quelques volontaires et un bataillon de milice, et repris mon bois à la pointe de la bayonnette. J'étais à la tête des assaillans, et j'eus l'honneur d'être un des premiers dans le bois. En coupant quelques branches, je me suis blessé légèrement avec mon sabre, mais je ne quittai pas un moment le combat. Cette blessure ne mérite pas d'être mentionnée: je vous l'écris seulement afin que vous, ainsi que ma bonne mère, ne puissiez pas être alarmés par des rapports exagérés. Tandis que je défendais mon bois, l'ennemi chassa notre aile gauche jusqu'aux Quatre-Bras. Ce fut dans ce moment que le brave Duc de Brunswick fut tué par une balle qui lui perça la poitrine. De fortes colonnes tournaient mon flanc droit; je demandai des ordres pour savoir comment je devais agir; mais je n'en reçus aucun. Quand je me vis entourré de tous côtés, et que mes gens eurent épuisé toutes leurs munitions, je me retirai en bon ordre à travers le bois, dans le voisinage de Hautaine-le-Val. La

division hanovrienne du Général d'Alten me soutint, et reprit le bois, mais le perdit de nouveau. A la fin, les Anglais le forcèrent après avoir perdu beaucoup de monde, et s'y maintinrent toute la nuit. J'y bivouaquai. Les Prussiens se retirèrent ce jour là à Wavres, et sur la nouvelle de cette retraite, nous fumes obligés de nous retirer à la position près de Mont-St.-Jean, entre Gennappe et Bruxelles: cela eut lieu le 17. Nous fumes obligés de bivouaquer la nuit sur un terrein bien bourbeux, et avec une horrible pluie.

Hier, sur les dix heures, commença la bataille décisive, qui fut complettement gagnée, vers le soir, par Wellington, sur Napoléon en personne. (Cent soixante canons sont le fruit de cette sanglante victoire). Je commandais à l'aile gauche, et j'étais chargé de conserver un village et une position: j'y réussis, mais avec une grande perte d'hommes. La victoire était encore douteuse, quand, sur les quatre heures, les Prussiens sous les Généraux Bulow et Ziéthen, arrivèrent sur notre flanc gauche, et décidèrent la bataille. Malheureusement, les Prussiens qui devaient me soutenir dans mon village, prirent pour des Français mes Nassaus, qui ont encore l'uniforme français, quoique

leurs cœurs soient bien allemands, et firent un terrible feu contre eux. Ils furent chassés de leur position, et je les ralliai à un quart de lieue du champ de bataille. Mon général de division, dont *la première brigade a été totalement détruite*, est à présent avec moi.

Il me faut finir, parceque je viens de recevoir des ordres de marcher à Nivelles, à la poursuite de l'ennemi. Adieu, cher père: saluez ma mère, ma belle-sœur, mon frère, et tous mes amis; et soyez assurés que je ferai tout pour être digne de vous.

Le Colonel et Brigadier,

BERNARD DE SAXE WEIMAR.

No. 13.

Déclaration au Peuple Français.

(Publiée le 22 Juin, 1818.)

Français,

En commençant la guerre pour soutenir l'indépendance nationale, je comptais sur la réunion de tous les efforts, de toutes les volontés, et le concours de toutes les autorités nationales: j'étais fondé à en espérer le succès, et j'avais bravé toutes les déclarations des puissances contre moi.

Les circonstances me paraissent changées. Je m'offre en sacrifice à la haine des ennemis de la France. Puissent-ils être sincères dans leurs déclarations, et n'en avoir réellement voulu qu'à ma personne! Ma vie politique est terminée, et je proclame mon fils sous le titre de Napoléon II. Empereur des Français.

Les ministres actuels formeront provisoirement le conseil du gouvernement. L'intérêt que je porte à mon fils m'engage à inviter les Chambres à organiser sans délai la régence par une loi.

Unissez-vous tous pour le salut public, et pour rester une nation indépendante.

Signé, Napoleon.

No. 14.

Malmaison, 25 Juin, 1815.

Napoléon aux braves Soldats de l'Armée devant Paris.

Soldats,

QUAND je cède à la nécessité qui me force de m'éloigner de la brave armée française, j'emporte avec moi l'heureuse certitude qu'elle justifiera, par les services éminens que la patrie attend d'elle, les éloges que nos ennemis eux-mêmes ne peuvent pas lui refuser.

Soldats, je suivrai tous vos pas, quoique absent. Je connais tous les corps, et aucun d'eux ne remportera un avantage signalé sur l'ennemi, que je ne rende justice au courage qu'il aura déployé. Vous et moi nous avons été calomniés. Des hommes absolument indignes d'apprécier vos travaux, ont vu dans les marques d'attachement que vous m'avez données, un zèle dont j'étais le seul objet. Que vos succès futurs leur apprennent que c'était la patrie par-dessus que vous serviez en m'obéissant, et que si j'ai quelque part à votre affection,

je le dois à mon ardent amour pour la France, notre mère commune.

Soldats, encore quelques efforts, et la coalition est dissoute. Napoléon vous reconnaîtra aux coups que vous allez porter.

Sauvez l'honneur, l'indépendance des Français. Soyez jusqu'à la fin tels que je vous ai connus depuis vingt ans, et vous serez invincibles.

No. 15.

Convention Militaire

AUJOURD'HUI, 3 Juillet, les commissaires nommés par les commandans-en chef des armées respectives, savoir, le Baron Bignon, ayant le porte-feuille des affaires étrangères; le Comte Guilleminot, chef de l'état-major-général de l'armée française; le Comte de Bondy, préfet du département de la Seine, munis des pleins pouvoirs du Maréchal Prince d'Ekmulh, commandant-en-chef de l'armée française, d'une part; et le Major-Général Baron Muffling, munis des pleins pouvoirs de S. A. le Feld-Maréchal Prince Blucher, commandant en-chef de l'armée prussienne; le Colonel Harvey, muni des pleins pouvoirs de S. Exc. le Duc de Wellington, commandant-en-chef de l'armée anglaise, d'autre part, sont convenus des articles suivans:

Art. 1. Il y aura une suspension d'armes entre les armées alliées commandées par S. A. le Prince Blucher, et Sa Grace le Duc de Wellington, et l'armée française sous les murs de Paris.

Art. 2. L'armée française se mettra en marche demain, pour prendre sa position derrière la Loire. Paris sera entièrement évacué en trois jours, et le mouvement derrière la Loire sera effectué sous huit jours.

Art. 3. L'armée française emportera avec elle tout son matériel, son artillerie de campagne, ses caisses militaires, chevaux et effets de régimens, sans exception. Toutes les personnes attachées aux dépots seront aussi emmenées, ainsi que celles qui appartiennent aux différentes branches de l'administration de l'armée.

Art. 4. Les malades et blessés, et les officiers de santé qu'il sera nécessaire de laisser avec eux, seront sous la protection spéciale des commandans-en-chef des armées anglaise et prussienne.

Art. 5. Les militaires et employés que l'article précédent concerne, auront la liberté, immédiatement après leur guérison, de rejoindre les corps auxquels ils appartiennent.

Art. 6. Les femmes et enfans de tous les individus appartenant à l'armée française, auront la liberté de rester à Paris. Les femmes mariées pourront quitter Paris, pour rejoindre l'armée, et emporter avec elles leurs propriétés et celles de leurs maris.

Art. 7. Les officiers de la ligne employés avec les fédérés, ou avec les tirailleurs de la garde nationale, pourront ou rejoindre l'armée, ou retourner chez eux ou dans leur pays natal.

Art. 8. Demain, 4 Juillet, à midi, St. Denis, St. Oaen, Clichy et Neuilly, seront rendus. Après demain, 5, à la même heure, Montmartre sera rendu. Le troisième jour, 6, toutes les barrières seront rendues.

Art. 9. Le service de la ville de Paris continuera d'être fait par la garde nationale, et par le corps de la gendarmerie municipale.

Art. 10. Les commandans-en-chef des armées anglaise et prussienne s'engagent à respecter, et à faire respecter par leurs subordonnés, les autorités actuelles, aussi longtems qu'elles existeront.

Art. 11. Les propriétés publiques, à l'exception de celles qui ont rapport à la guerre, soit qu'elles appartiennent au gouvernement, ou qu'elles dépendent des autorités municipales, seront respectées; et les puissances alliées n'interviendront en aucune manière dans leur administration et direction.

Art. 12. Les personnes et propriétés individuelles seront également respectées. Les habitans, et en général tous les indi-

vidus qui seront dans la capitale, continueront de jouir de leurs droits et libertés, sans être recherchés soit en raison des emplois qu'elles occupent ou ont occupés, ou de leur conduite ou opinions politiques.

Art. 13. Les troupes étrangères ne mettront aucun obstacle à l'approvisionnement de la capitale, et elles protégeront, au contraire, l'arrivée et libre circulation des articles qui seront destinés pour elle.

Art. 14. La présente convention sera observée, et sera prise pour règle des relations mutuelles, jusqu'à la conclusion de la paix. En cas de rupture, elle devra être dénoncée dans les formes usitées, au-moins dix jours d'avance.

Art 15. S'il survient des difficultés dans l'exécution d'aucun des articles de la présente convention, l'interprétation en sera faite en faveur de l'armée française, et de la ville de Paris.

Art. 16. La présente convention est déclarée commune à toutes les armées alliées, pourvu qu'elle soit ratifiée par les puissances dont ces armées dépendent.

Art. 17. Les ratifications seront échangées demain, 4 Juillet, à 6 heures du matin, au pont de Neuilly.

Art. 18. Il sera nommé de part et d'autre

des commissaires, pour surveiller l'exécution de la présente convention.

Fait et signé à St. Cloud, en triplicata par les commissaires nommés ci-dessus, les jour et an susdits :

Le Baron Bignon ; le Comte Guilleminot ; le Comte de Bondy.

Le Baron de Muffling ; F. B. Harvey, Colonel.

Approuvé et ratifié la présente suspension d armes, à Paris, le 3 Juillet, 1815 :

BLUCHER ; WELLINGTON.

Approuvé, Le M^al. PRINCE D'EKMULH.

No. 16.

Attestation donnée au Général Gourgaud, par le Capitaine du Vaisseau le Bellerophon.

Je soussigné, capitaine de vaisseau au service de S. M. britannique, et commandant le vaisseau de S. M., le Bellerophon, déclare sur mon honneur, qu'étant le 14 Juillet dernier en rade des Basques, Mr. le Baron Gourgaud, maréchal-de-camp, aide-de-camp de Napoléon, s'est rendu volontairement à mon bord, avec Mr. le Cte. de Lascases; la chaloupe qui y a transporté lesdits messieurs ayant pavillon tricolore et pavillon parlementaire. Mr. le Baron Gourgaud me remit une lettre du Gal. Cte. Bertrand, qui m'informait que Napoléon envoyait ledit Bon Gourgaud, porter à S. A. R. le Prince Régent d'Angleterre, une lettre dont il me donnait copie. J'ai en conséquence fait conduire à Portsmouth cet officier-général, par la corvette de S. M. B. Le Slaney, en en rendant compte à l'amirauté. Je déclare, en outre, qu'il avait été convenu que le Gal. Gourgaud aurait toutes les facilités pour remplir sa mission, et remettre à S. A. R. le Prince Régent la lettre dont il était porteur.

Les vents ont obligé le Slaney d'entrer à Plymouth, où l'Amiral Keith refusa de laisser débarquer le G^al. Gourgaud, quoiqu'il fut toujours considéré à bord de cette corvette comme parlementaire. Le Slaney s'étant rendu à Torbay, j'ai repris à bord du vaisseau de S. M. B. le Bellerophon que je commande, M^r. le B^on. Gourgaud, qui, ainsi que je l'ai précédemment déclaré, était venu volontairement à mon bord, et comme parlementaire. En foi de quoi, j'ai signé la présente attestation, sur la réquisition du B^on. Gourgaud, auquel l'honneur ne me permettait pas de la refuser.

Signé MAITLAND,
Capitaine du Vaisseau de S. M. le Bellerophon, en mer, le 4 Août, 1815.

No. 17.

Protestation de l'Empereur Napoléon.

Je proteste solemnellement ici à la face du ciel et des hommes, contre la violation de mes droits les plus sacrés, en disposant par la force de ma personne et de ma liberté. Je suis venu librement à bord du Bellerophon: je ne suis pas prisonnier: je suis l'hôte de l'Angleterre.

Aussitôt assis à bord du Bellerophon, je fus sur le foyer du peuple britannique. Si le gouvernement, en donnant des ordres au capitaine du Bellerophon de me recevoir ainsi que ma suite, n'a voulu que tendre une embûche: il a forfait à l'honneur et flétri son pavillon.

Si cet acte se consommait, ce serait en vain que les Anglais voudraient parler à l'Europe de leur loyauté, de leurs lois, de leur liberté. La foi britannique se trouvera perdue dans l'hospitalité du Bellerophon.

J'en appelle à l'histoire: elle dira qu'un ennemi qui fit vingt ans la guerre au peuple anglais, vint librement dans son infortune chercher un azile sous ses lois:

quelle plus éclatante preuve pourrait-il donner de son estime et de sa confiance? Mais que répondit-on en Angleterre à tant de magnanimité? On feignit de tendre une main hospitalière à cet ennemi; et quand il se fut livré de bonne foi, on l'immola.

A bord du Bellerophon, à la mer, le 4 Août, 1815.

NAPOLEON.

00028005

J. M'Creery, Printer,
Black-Horse-Court, Fleet-Street.

Digitized with financial assistance from the
Government of Maharashtra
on 26 June, 2018